



**COP27 QUAND
LE MONDE AUSCULTE
LE CLIMAT**

**BRÉSIL — LULA, AU BOUT DU SUSPENSE
NOUVELLE-CALÉDONIE — UN NICKEL
TRÈS CONVOITÉ**



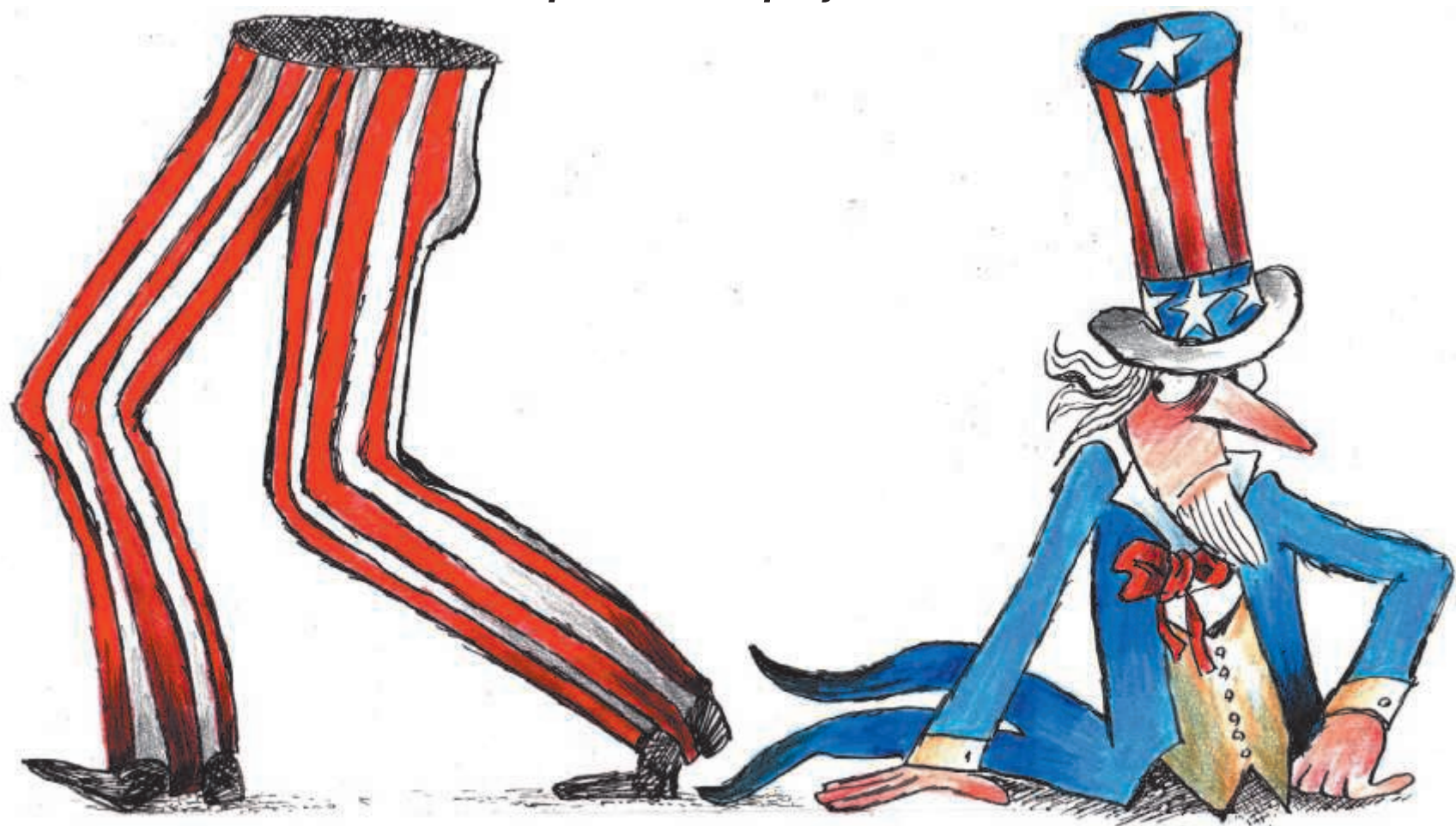
**Courrier
international**

N° 1670 du 3 au 9 novembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €, Italie 5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40 €, Sénégal 3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT, Afrique CFA autres 3500 F CFA.

IL ÉTAIT DEUX FOIS L'AMÉRIQUE

*À la veille des élections de mi-mandat
du 8 novembre aux États-Unis, portrait d'un pays
plus divisé que jamais.*



M 03183 - 1670 - F: 4,50 €



Moins de gaz russe

Plus de gaz vert

En exploitant le potentiel de ses ressources en biométhane, la France pourrait compenser 25% de ses importations de gaz russe*. Avec la méthanisation des eaux usées ou des déchets, relevons les défis de la transformation écologique et de l'indépendance énergétique.

Découvrez nos solutions sur veolia.fr/energie

*Plus de 1000 projets de méthanisation sont identifiés ou en cours de développement en France. Si 80% de ces projets aboutissent, ils permettront de produire 16 TWh/an, s'ajoutant aux 6,4 TWh/an de gaz vert actuellement produits par méthanisation, soit plus de 25% des importations de gaz russe (85 TWh/an).

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Ressourcer le monde





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Il était deux fois l'Amérique

Irréconciliables, au bord de la désunion, voire de la sécession, tout proches de la rupture en tout cas : à la veille des élections de mi-mandat, mardi 8 novembre, les Américains paraissent plus divisés que jamais. Et on voit mal ce qui pourrait d'ici là – et encore moins après le scrutin –, sinon les réconcilier, du moins les rapprocher. Le mal est fait et il est profond, à en croire la presse américaine. L'avortement, le contrôle des armes à feu, l'immigration, l'économie, l'écologie, l'aide à l'Ukraine... Tout divise démocrates et républicains, au point que le **New York Times** évoquait récemment *"deux nations distinctes appliquant des politiques sociales, environnementales et de santé*

diamétralement opposées".

Preuve de ce fossé qui se creuse d'un bout à l'autre des États-Unis, de très nombreux citoyens (et des entreprises) font le choix de déménager dans des États plus proches de leurs idées. Un pays, deux nations, en quelque sorte : la bleue (couleur des démocrates) et la rouge (couleur des républicains). Et les clivages sont aussi bien politiques que culturels. Voilà le tableau très sombre que nous dressons dans le dossier de cette semaine. À terme, c'est la démocratie américaine qui est en jeu, et c'est pourquoi le résultat des *midterms* sera scruté avec une si grande attention. Dans moins d'une semaine, si l'on en croit les sondages, la Chambre des représentants pourrait passer aux mains des républicains. On peut s'attendre à deux ans de zizanie à Washington, explique le **Los Angeles Times**. D'autant que, parmi les futurs élus, on compte certains des éléments

les plus radicaux du Parti républicain, qui feront tout pour s'opposer à Joe Biden et l'empêcher de gouverner. Voir pis, s'alarme **The Nation**, qui se projette déjà vers l'élection présidentielle de 2024. *"Jamais, écrit le quotidien de gauche, depuis la veille de la guerre de Sécession, lorsque le militantisme sudiste était à son paroxysme, on n'avait vu autant de candidats à des postes importants nier la légitimité du système électoral américain."* On les appelle les *deniers*, un mot que nous avons choisi de traduire par "négateurs". Pour eux, en 2020, l'élection a été volée à Donald Trump. Et ils n'ont qu'une idée : prendre leur revanche. *"Le 6 janvier [2021] n'était qu'une mise en jambes",* estime ainsi un chercheur cité par le magazine. *"À bien des égards, les insurgés du Capitole sont aujourd'hui plus forts qu'ils ne l'étaient il y a vingt mois."* Après la perquisition par le FBI de la résidence de Trump à Mar-a-Lago, le 8 août, de nombreux messages

appelant à la guerre civile étaient apparus sur les réseaux sociaux. Cela pourrait recommencer. Avec les élections de mi-mandat, un nombre croissant d'Américains *"anticipent, voire souhaitent l'avènement d'une ère de violences politiques"*, relève le **New York Times**. L'agression violente dont a été victime le mari de Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, le 28 octobre à San Francisco, ne laisse rien augurer de bon. Une guerre civile et une dislocation de l'Amérique, c'est ce qu'imagine le journaliste et écrivain Ken Kalfus, dans son dernier roman, *2 A.M. in Little America* ("Deux heures du matin dans la petite Amérique", non traduit). Il y est question de l'exode des Américains vers l'étranger, de mini-enclaves comme autant de petites Amérique... Le **Washington Post** a rencontré l'auteur, et, à la lecture de l'article, on comprend bien que cette dystopie n'est jamais très éloignée du réel. C'est peut-être cela le plus inquiétant.

Autre pays de toutes les divisions, le Brésil, où Lula a été finalement élu d'extrême justesse lors du second tour de la présidentielle, dimanche 31 octobre. En raison du 1^{er} novembre, nous avons dû avancer l'envoi des pages à l'imprimerie et limiter notre couverture de cette actualité-là. Pour Lula, tout reste à faire, et il lui faudra composer avec l'autre moitié des électeurs, le camp bolsonariste. Le candidat de gauche l'a bien compris, qui aussitôt élu déclarait : *"Nous sommes un seul peuple."* Il n'y a pas *"deux Brésil"*. Reste à savoir si les partisans de son adversaire d'extrême droite, Jair Bolsonaro, le "Trump des tropiques", accepteront ce résultat. Nous y reviendrons plus longuement sur notre site toute la semaine et dans le prochain hebdomadaire.

En couverture :

États-Unis : Dessin de Randall Enos, États-Unis, Cagle Cartoons.

COP27 : Dessin de Tjeerd

Royaards, Pays-Bas.



Sommaire



TJEERD ROYAARDS, PAYS-BAS

ENVIRONNEMENT p.36

Quand le monde ausculte le climat

Du 6 au 18 novembre, la COP27 se tient en Égypte. Les dirigeants du monde entier y parleront des actions à mener pour lutter contre le dérèglement climatique mais aussi pour s'adapter. Du mont Olympe à l'Inde, focus sur ces initiatives. À lire aussi, notre grand entretien.

UKRAINE p.14

Dans le Donbass, la danse macabre des Wagner

Dans l'Est ukrainien, les forces russes ont confié la direction des opérations sur le terrain aux mercenaires de Wagner, proches du Kremlin, que **La Repubblica** a réussi à approcher.

NOUVELLE-CALÉDONIE p.22

Un nickel très convoité

L'extraction de ce minerai stratégique, destructrice de l'environnement, divise les habitants de l'île française, lorgnée par des puissances étrangères. L'enquête du **South China Morning Post**.

BRÉSIL p.6

Avec le retour de Lula, le pays respire enfin

Le candidat de gauche a battu de justesse le président sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro. Les chantiers du troisième mandat de Lula sont immenses, écrit **O Globo**.



LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Africa Is a Country (africasacountry) New York, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Espreso TV** (hromadske.ua) Kiev, en ligne. **Frontier Myanmar** Rangoon, hebdomadaire. **O Globo** Rio de Janeiro, quotidien. **I Kathimerini** Athènes, quotidien. **Lifo** Athènes, hebdomadaire. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **The Nation** New York, hebdomadaire. **New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **El País México** (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **La Repubblica** Rome, quotidien. **Respekt** Prague, hebdomadaire. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien. **De Standaard** Bruxelles, quotidien. **The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **The Washington Post** (magazine) Washington, quotidien.

MAARTEN WOLTERINK, PAYS-BAS.
CARTOON MOVEMENT



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Brésil. Avec le retour de Lula, le pays respire enfin

8. Corée du Sud. Halloween tragique à Séoul

10. Twitter. Elon Musk dans une cage à "44 milliards de dollars"

D'un continent à l'autre

12. Royaume-Uni. Aucun parti n'est désormais crédible

14. Ukraine. Dans le Donbass, la danse macabre des Wagner

16. Grèce. La décrépitude des résidences étudiantes

18. Birmanie. Comment trouver des preuves contre la junte

20. Liban. Six ans d'enfer

22. Nouvelle-Calédonie. Un nickel très convoité

24. Afrique. Kemi Seba, chanteur de la haine

26. Salvador. Un président paria

À la une

28. L'Amérique au point de rupture

Transversales

36. Environnement. Au pays des dieux, on sonde la glace

41. Signaux. L'Inde, cap solaire

360°

42. Portfolio. Petites leçons argentines sur l'inflation

46. Culture. Philéas Fogg, premier touriste moderne

48. Musique. Shygirl, mots osés

50. Histoire. La dangereuse amitié de Joseph Staline

52. Entretien avec Amitav Ghosh. "L'abondance est terminée, les Européens doivent l'entendre"



SUR NOTRE SITE

Journée spéciale COP27. Réagir face à l'urgence climatique

La COP27, qui s'ouvre dimanche en Égypte, sera-t-elle une nouvelle occasion manquée? À l'heure où les effets du dérèglement climatique se font sentir dans le monde entier, il n'a jamais été aussi urgent de réagir. Le site de *Courrier international* vous propose le 6 novembre une journée spéciale consacrée à la lutte contre les changements climatiques et aux solutions pour s'y adapter.

Iran. Une révolution en marche?

Malgré une répression très violente, la mobilisation des Iraniens contre le régime des mollahs ne faiblit pas. Retrouvez sur notre site les analyses et les reportages de la presse étrangère sur ce mouvement de contestation sans précédent qui fait vaciller la République islamique.

Vu du Brésil. Pour Lula, tout reste à faire

Élu de justesse président du Brésil, le candidat de gauche a certes évincé Jair Bolsonaro du pouvoir, mais il se trouve à la tête d'un pays profondément divisé. Décryptez les enjeux de l'après-scrutin sur notre site avec la presse étrangère.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants? Les réponses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

☐ **1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO22BAO004

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

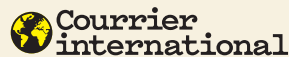
ADRESSE.....

CP [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](https://www.courrierinternational.com/cgv-co). Vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de *Courrier international* ou de ses partenaires.
☐ Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Novembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (1678), Matthieu Recarte Responsable du numérique Kévin Jolivet Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Xavier Errea Comunicación
ÉDITION Anouk Delpont (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjoints, Russie, est de l'Europe, 1636), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alida Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bêloil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditeur web, 1736), Hoda Saibly (éditeur web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Thewarth (1651), Jean-Luc Majouret (1642)
TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier International), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller, Gilles de Oaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (1666)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Étienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Méline Bourgois, Enzo Cailleton, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Jeanne Fourneau, Philippe Godefroy, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Valentine Morizot, Ophélie Négros, Florent Normand, Maëlys Sour, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicazi **Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international Steve Dablin (015728384) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (1606) **Lucie Madalena** (gestion) **Droits** Blandine Mosat (1652) **Comptabilité** 014888455 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billard, Christiane Montillet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1699), Véronique Soudemont (1739), Martine Prévot (1649), Mymn-May Vang, Anthony Pattivano

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél.** 0321130431 **Fax** 0157674496 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>. Nos conditions générales de vente et de utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec).
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mailing
offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

pefc-france.org

Origine du papier :
UK, Allemagne.
100 % de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Enrichissements :
PIOT - 0,0083 kg/
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100 %
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.



A woman with long, dark, curly hair is sitting up in bed, covered by a brown duvet. She is looking towards a desk in the background. On the desk, there are several framed pictures, a lamp, and various objects. The room is dimly lit, with a soft light source from the left creating a gentle glow on the wall and the woman's hair. The overall mood is contemplative and quiet.

QUAND ON L'A VU.

7 jours dans le monde

Brésil. Avec le retour de Lula au pouvoir, le pays respire enfin

La victoire du leader de gauche marque la fin de l'autoritarisme et de l'intolérance, estime ce journal de Rio. Mais, pour le nouveau président, "le chemin sera semé d'embûches".

— **O Globo** Rio de Janeiro

L'ère Bolsonaro est terminée. Ne nous attendons pas à des jardins en fleurs, à des lendemains qui chantent, au contraire : le chemin sera semé d'embûches.

Cependant, aujourd'hui, c'est le moment de se réjouir au nom de beaucoup de choses : de la forêt, des peuples autochtones, que la poursuite de la politique bolsonariste aurait détruits sans pitié ; de l'humanité, qui respire un peu mieux face au changement climatique maintenant qu'on peut envisager une protection de l'Amazonie.

Se réjouir, aussi, pour la paix, puisqu'il est désormais possible de revenir sur une politique qui a inondé le pays d'armes et transformé les salles à manger des bolsonaristes en un arsenal de fusils et de grenades.

Se réjouir pour la culture, qui sortira du climat de guerre créé par les théoriciens de l'extrême droite, pour la science, qui pourra s'épanouir face aux négationnistes qui refusent d'admettre l'existence d'un virus dangereux [celui du Covid-19], voire d'accepter la forme réelle de la planète Terre.

Avec la défaite de Bolsonaro et de ses faux discours sur la défense de la famille, amis, cousins et frères vont pouvoir se réconcilier, sans que cela constitue une capitulation devant les préférences de l'autre. Il est urgent que notre pays accepte la différence, se débarrasse de ce climat de haine.

J'en suis à un moment de ma vie où je n'ai pas d'illusions. Je ne crois pas non plus que la tâche gigantesque de remettre le Brésil dans la bonne direction repose uniquement sur le nouveau président. Je suis cependant convaincu du processus de redémocratisation.

Ce n'est pas le jour d'en parler, mais il faudra que nous sachions pourquoi nous nous sommes retrouvés avec Bolsonaro et quel antidote social nous devons produire pour éviter une rechute. La distance qui sépare la classe politique des gens ordinaires a fourni une excellente occasion aux opportunistes de type "détruisons

tout ce qui existe" – c'est-à-dire détruisons les institutions.

Nous vivons inondés par un tsunami de *fake news*. Celles-ci ont constitué une grande menace pendant la campagne, mais elles représentent et représenteront toujours une menace pour les gouvernements.

Il faut que nous enseignions aux citoyens à résister à cette arme en utilisant leurs propres filtres. Il faut que nous trouvions des points de convergence, un intérêt national clair et net, capables de nous unir, ne serait-ce que quelques instants.



SOURCE

O GLOBO

Rio de Janeiro, Brésil
Quotidien

oglobo.globo.com

Depuis la rue Irineu-Marinho (du nom du fondateur de l'empire médiatique Globo), le plus grand quotidien de Rio, à la fois populaire et défenseur des milieux d'affaires, dit tout aux Cariocas sur leur mégapole et sur le monde.

Il faut que nous apprenions à faire la différence entre conservateurs et réactionnaires, à montrer aux personnes religieuses de bonne foi qu'elles se trompent en croyant à un faux dirigeant comme Bolsonaro.

Les qualités que le nouveau mouvement exige de nous sont tellement nombreuses que nous devons assombrir la fête en les énonçant. Patience, compétence, imagination, tolérance, tous ces éléments devront se combiner et pas seulement pour crier "plus jamais" comme tout le monde le fait peut-être aujourd'hui.

Il faudra que nous nous entendions sur la façon de transformer ce "plus jamais" en réalité. Je n'imaginais pas que ce serait un vrai problème quand je suis revenu d'exil [après la dictature (1964-1985)], à l'apogée des grandes manifestations pour le suffrage universel direct.

Maintenant que l'autoritarisme, la violence, l'intolérance et l'obscurantisme rôdent à nouveau dans notre pays, il serait totalement absurde de rayer ce compromis du programme.

La majorité du peuple brésilien a choisi une voie. Notre mission est de travailler infatigablement pour que ce soit une nouvelle voie, et pas uniquement un détournement dans le labyrinthe de notre histoire.

— **Fernando Gabeira**

Publié le 30 octobre

À la une

"RACCROCHONS LE PORTRAIT DE LULA"



Lundi 31 octobre, au lendemain de la victoire de Lula, **Extra** fait sa une avec un portrait du candidat de gauche, victorieux à la présidentielle face au chef

de l'État sortant, Jair Bolsonaro, d'extrême droite. Une troisième victoire pour le leader du Parti des travailleurs après deux mandats successifs – entre 2003 et 2010. "Douze ans après avoir quitté le palais du Planalto [l'Élysée brésilien], Luiz Inácio Lula da Silva a battu Jair Bolsonaro lors du scrutin le plus disputé de l'histoire." Le journal rappelle le chiffre de la victoire : 50,9 % des voix, contre 49,1 % pour le sortant. Toujours sur sa une, **Extra** souligne une phrase du discours de victoire de Lula, 77 ans : "On a essayé de m'enterrer vivant, mais je suis là et je vais gouverner ce pays."

Le silence de Bolsonaro

●●● Après la proclamation des résultats, le 30 octobre, Jair Bolsonaro est "allé se coucher" sans appeler le vainqueur, une première dans l'histoire de la démocratie brésilienne, souligne le quotidien **Correio Braziliense**. Le lendemain, il s'est rendu au palais du Planalto, toujours sans aucune réaction officielle. Celui qui reste chef de l'État jusqu'au 1^{er} janvier 2023, date prévue de l'investiture de Lula, avait laissé planer le doute, durant

la campagne, sur une éventuelle contestation des résultats. Selon le site conservateur **O Antagonista**, "les porte-parole du président affirment qu'il n'appellera pas l'homme du Parti des travailleurs et qu'il n'a pas l'intention de mettre en question le résultat". Or, selon **O Estado de São Paulo**, "Lula craint un boycott lors de la passation de pouvoir".

Groupe VELUX VF ® VELUX et le logo VELUX sont des marques et des modèles déposés et utilisés sous licence par le groupe VELUX. Ce document n'est pas contractuel.
VELUX France, S.A.S. au capital de 6 400 000 euros, R.C.S EVRY 970 200 044.

ON NE L'OUBLIE PLUS.

VELUX®

TRANSFORMING
SPACES

CORÉE DU SUD

Halloween tragique à Séoul

Après l'immense bousculade dans des rues étroites du quartier d'Itaewon, au cours de laquelle au moins 154 personnes ont perdu la vie, la presse sud-coréenne se demande si la tragédie aurait pu être évitée.

Dans la soirée du 29 octobre, la fête d'Halloween, la première sans masque depuis l'apparition du Covid-19, a tourné au cauchemar dans le quartier cosmopolite d'Itaewon, à Séoul. Cent mille personnes étaient rassemblées dans des endroits trop exigus et certaines ont été écrasées par la foule. Le bilan est lourd : 154 morts et 149 blessés, dont 33 dans un état grave. "La plus grande catastrophe depuis le naufrage du Sewol, en 2014 [en mer Jaune], qui avait fait 304 victimes", rappelle le journal progressiste **Pressian**.

"La catastrophe s'est produite dans une rue entre le secteur des restaurants et la station de métro Itaewon. Cette rue en pente de 4 mètres de large s'étend sur 45 mètres, soit une centaine de mètres carrés. Certains sortaient des restaurants, d'autres s'y rendaient. La cohue était inévitable. Les survivants racontent qu'ils ne pouvaient plus avancer. L'accident se serait produit en un éclair quand certaines personnes sont tombées en entraînant d'autres chutes", raconte le magazine centriste **Sisa Journal**.

Sur les 154 morts, 98 étaient des femmes et 103 avaient moins de 30 ans, parmi lesquels un collégien et cinq lycéens, rapporte le quotidien **Segye Ilbo**. La configuration des lieux aurait retardé l'intervention des pompiers. D'après les médecins qui étaient sur place, la cause du décès de la plupart des victimes serait un arrêt cardiaque provoqué par l'asphyxie.

Si beaucoup de gens se sont joints aux sauveteurs pour les aider à ranimer ceux qui s'étaient évanouis, certains médecins interviewés par le journal économique **Hanguk Kyungje** ne cachent pas leur amertume. "C'était l'enfer, avec des bruits de sirènes et des pleurs..." raconte

l'un d'entre eux. "Les gens par terre montraient des signes de cyanose [coloration anormale bleutée de la peau]. Quelqu'un fai-

sait un massage cardiaque sur une personne, mais c'était probablement trop tard car elle saignait du nez et de la bouche. [...] Le plus choquant, c'est quand j'ai entendu une voix dire : 'On change de quartier pour boire un dernier verre ?' On se sent déjà si nul en tant que médecin quand la compression thoracique ne fait aucun effet, mais je crois que je n'oublierai jamais cette indifférence devant la mort d'autrui." Un autre médecin, lui, déclare "avoir ressenti du dégoût pour l'humanité en voyant tant de personnes en train de filmer les corps avec leur téléphone", tandis qu'il effectuait un massage

cardiaque sur une personne agonisante. Par ailleurs, l'opinion publique accuse les autorités d'avoir manqué de prévoyance. Lors d'une conférence de presse, le 31 octobre, rapporte **Pressian**, la police s'est justifiée à propos de l'absence de mesures préventives. Elle a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un événement organisé mais d'un attroupement spontané et que 137 agents étaient malgré tout présents, davantage affectés à la prévention d'actes délictueux ou criminels éventuels qu'à la gestion des foules.

Si un deuil national a été décrété, le **Hankook Ilbo**, un des plus grands journaux sud-coréens, fustige : "L'État existe, mais il intervient toujours après coup." Le journal cite Na Uk-jong, professeur à l'Université scientifique d'Andong : "C'est une catastrophe comme il en arrive dans les pays sous-développés en ceci qu'aucune mesure préventive n'a été mise en place alors qu'on savait depuis deux semaines que la fête d'Halloween allait attirer beaucoup de monde à Itaewon."

— **Courrier international**



DES JEUNES MORTS ÉCRASÉS... L'ÉTAT ÉTAIT ENCORE ABSENT, titre le 31 octobre le **Hankook Ilbo** en allusion au naufrage du Sewol, en 2014.

Oui au cannabis récréatif



ALLEMAGNE — La coalition d'Olaf Scholz a rendu public le 26 octobre son plan de légalisation de la marijuana. Plan

que la **Mitteldeutsche Zeitung** résume le lendemain à sa une avec deux feuilles de chanvre sous le titre : "Cannabis pour tous". Les trois partis de la coalition "feu tricolore" (sociaux-démocrates, Verts, libéraux) prônent la possibilité pour les adultes de consommer du cannabis de manière récréative, ainsi qu'un "contrôle public de la chaîne d'approvisionnement" en marijuana. Si ces règles venaient à être adoptées, elles feraient de l'Allemagne l'un des pays les plus libéraux d'Europe en la matière.

"Escalade glaçante"

ÉTATS-UNIS — Le mari de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, démocrate, a été violemment agressé à coups de marteau au domicile du couple à San Francisco, dans la nuit du 27 au 28 octobre, rapporte le **San Francisco Chronicle**. L'agression représente "une escalade glaçante dans une série de violences et de menaces visant les dirigeants politiques à travers le pays", écrit **The Washington Post**. Le suspect avait pour intention d'attaquer Nancy Pelosi. (Lire aussi notre dossier pp 28-35)

L'horreur, une fois encore

SOMALIE — Deux véhicules piégés ont explosé le 29 octobre dans le centre de Mogadiscio, faisant 100 morts et 300 blessés. "La première explosion s'est produite devant le ministère de l'Éducation, près d'un carrefour très fréquenté, rapporte **Al-Arabiya**. La seconde a eu lieu lors de l'arrivée des ambulances." Cet attentat, le plus meurtrier depuis cinq ans, a été commis au même carrefour que celui d'octobre 2017, qui avait fait plus de 500 morts. Il a été revendiqué par les militants djihadistes du groupe Al-Chabab, un mouvement lié à Al-Qaïda qui, selon le gouvernement, a perdu de nombreux territoires et des combattants ces dernières semaines.

Des journalistes embastillés

IRAN — Plus de 300 journalistes iraniens ont dénoncé l'arrestation d'au moins 20 de leurs confrères, rapporte **BBC Persian**. Leur texte a été diffusé en réponse à un rapport des services de sécurité de Téhéran du 28 octobre, selon lequel les journalistes ayant publié des informations sur la mort de Mahsa Amini seraient des "agents des services de renseignements étrangers". Au premier rang des accusés figurent Nilufar Hamidi et Elaha Mohammadi, qui ont été les premières à rendre compte de l'assassinat de la jeune Kurde. Elles sont présentées comme ayant "suivi les instructions du régime mafieux américain". Une accusation qui peut leur valoir la peine de mort.

36

MILLIONS DE DOLLARS DE DÉDOMMAGEMENT seront versés à Muhammad Aziz, 84 ans, et à la famille de Khalil Islam (mort en 2009). Les deux hommes, membres du mouvement Nation of Islam, dont Malcolm X était l'une des figures de proue, ont été accusés de tort de son assassinat et ont passé plus de vingt ans en prison, avant d'être libérés au milieu des années 1980. Selon l'accord dévoilé le 30 octobre et évoqué par le **New York Daily News**, la ville de New York paiera 26 millions de dollars et l'État de New York 10 millions.



Protéger votre santé
ne suffira plus demain...



TWITTER

Elon Musk dans “une cage à 44 milliards de dollars”

Après des mois de rebondissements, le milliardaire a finalisé son rachat du réseau social. Il lui faut maintenant se fixer un cap, estime ce magazine.

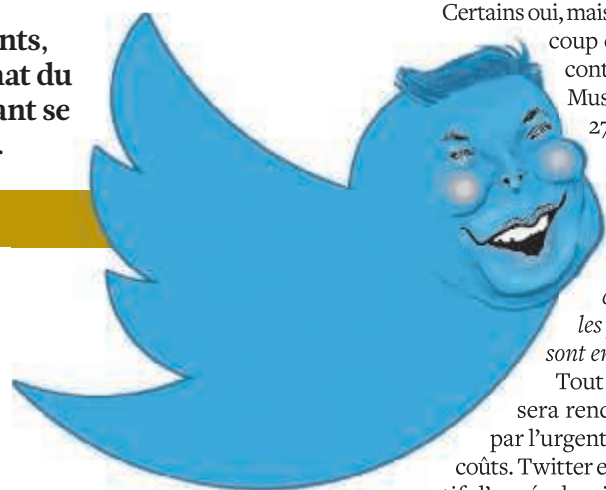
—The Economist Londres

L'oiseau est libéré”, a tweeté Elon Musk le 27 octobre, en fin de journée, après avoir finalisé son rachat de Twitter. L'homme le plus riche du monde (et troisième compte Twitter ayant le plus d'abonnés au monde) est désormais propriétaire de la plateforme d'information sans doute la plus influente de la planète. Il aurait déjà licencié le directeur général de Twitter et a déjà rebaptisé son profil sur Twitter en “Chief Twit” [jouant sur le sens de *twit*, mot anglais qui signifie “crétin”].

Musk a passé les six derniers mois à essayer sans succès de se défilier de l'accord de rachat. En avril, il avait accepté de verser 44 milliards de dollars pour l'entreprise, alors que les actions de la technologie commençaient à dévisser. En juillet, la capitalisation boursière de Twitter est tombée en dessous de 25 milliards de dollars. Depuis lors, le climat n'a fait que se dégrader. La semaine du rachat, Alphabet [maison mère de Google], Amazon et Meta [ex-Facebook] ont vu leurs cours dégringoler de pourcentages à deux chiffres. Le très critiqué conseil d'administration de Twitter a fini par conclure ce qui semble une belle opération pour les actionnaires.

Est-ce une bonne affaire pour les 240 millions d'utilisateurs quotidiens de Twitter ? Elon Musk a promis d'assouplir la modération des contenus sur la plateforme. Il y a quelques mois, il avait estimé que seuls les tweets qui violent la loi devaient être supprimés. Comme la plupart des réseaux sociaux, Twitter interdit certaines publications qui sont indésirables, mais légales. Ainsi, la plateforme a récemment suspendu le chanteur Kanye West pour une succession de propos antisémites.

Pourtant, Musk semble avoir mis de l'eau dans son vin. Le jour où l'accord a été conclu, il a tweeté un message adressé aux annonceurs, promettant que “Twitter ne peut évidemment pas devenir une mêlée générale où tout est permis, où l'on peut tout dire sans conséquences !” D'autres patrons de réseaux sociaux ont tempéré leur absolutisme en matière de liberté d'expression ces dernières années, après la présidence de Donald Trump et la pandémie de Covid-19, qui



chacune ont déchaîné des vagues de désinformation en ligne. Mark

Zuckerberg, qui auparavant défendait le principe “chacun sa voix”, a fini par interdire sur Facebook, en 2020, les publications antivaccination, négationnistes ou défendant les thèses de QAnon.

L'autre point d'accrochage, ce sont les publicités numériques, dont Twitter tire actuellement presque tous ses revenus. Musk dit qu'il “déteste la publicité”. D'après certaines hypothèses, il pourrait essayer de faire de Twitter une plateforme sur abonnement.

On voit mal comment cela pourrait rapporter. Twitter propose une modeste

formule d'abonnement, Twitter Blue, à 4,99 dollars par mois. Mais l'utilisateur américain moyen rapporte 6 dollars par mois de recettes publicitaires à Twitter. Les gens sont-ils prêts à payer ? Certains oui, mais Twitter a besoin de beaucoup de comptes pour que les contenus affluent. Là encore, Musk semble rétro-pédaler. Le 27 octobre, il a affirmé : “Je crois aussi beaucoup que la publicité, quand elle est bien faite, peut vous ravir, vous amuser et vous informer... les publicités mal ciblées sont du spam, mais les publicités très pertinentes sont en fait du contenu !”

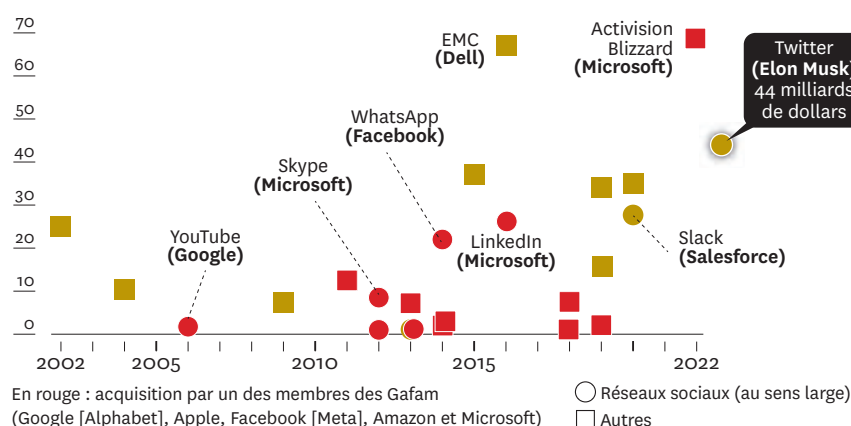
Tout changement significatif sera rendu d'autant plus difficile par l'urgence nécessaire de limiter les coûts. Twitter est sans doute en sureffectif : l'année dernière, la plateforme comptait 1,5 salarié par million de dollars de chiffre d'affaires, contre 0,6 pour Meta. Parallèlement, si les informations [du Washington Post] affirmant que la société devrait perdre 75 % de ses effectifs sont exactes, il pourrait s'avérer difficile de faire quoi que ce soit, et encore moins de faire de grandes choses.

Elon Musk n'est peut-être pas là que pour l'argent. Mais les bailleurs de fonds privés qu'il mobilise, y compris quelques amis milliardaires et un fonds souverain qatari, ont probablement envie d'un retour sur investissement. Twitter est peut-être libéré, mais son propriétaire pourrait bel et bien se retrouver dans une cage à 44 milliards de dollars.—

Publié le 28 octobre

Twitter dans la cour des grandes

Les plus importantes acquisitions de la tech (en milliards de dollars)



●●● “Le montant payé par Musk pour le rachat du réseau social se place comme la troisième plus grosse acquisition de l'histoire de la tech”, écrit **Le Temps**, qui publie ce graphique sur son site. “Seules les acquisitions du mastodonte de l'édition et du développement de jeux vidéo Activision Blizzard par Microsoft en janvier et d'EMC, un leader dans le stockage de données, par Dell en 2014 ont brassé davantage de dollars.”



L'effondrement d'une passerelle crée l'émotion en Inde

L'ouvrage, en maintenance, avait rouvert prématurément et sans autorisation. Plus de 140 personnes ont péri.

L'Inde s'est réveillée sous le choc le 31 octobre. La veille, plus de 140 personnes, dont une cinquantaine d'enfants, sont mortes, et “plus d'une centaine d'autres ont été admises à l'hôpital après qu'un pont [piétonnier] suspendu datant de l'ère coloniale s'est effondré à Morbi, dans le Gujarat, précipitant plus de 350 personnes dans la rivière”, écrit **The Hindu**. Plusieurs équipes de la force d'intervention des catastrophes naturelles, de la marine et de l'armée de l'air ont été déployées en renfort. Les autorités craignent que de nombreuses personnes se soient noyées.

Lorsque la passerelle s'est brisée, plusieurs centaines de personnes, dont des enfants, se trouvaient sur l'édifice datant du XIX^e siècle et transformé en attraction touristique. L'ouvrage, fermé pendant sept mois pour travaux, avait été rouvert au public quatre jours à peine avant le drame. “Mais il n'avait pas obtenu de certificat de conformité de la part de la municipalité”, souligne le journal de Madras.

Par ailleurs, la chaîne d'information en continu **NDTV** révèle que la passerelle a été ouverte au public en amont du calendrier initialement annoncé par l'entreprise privée chargée de sa maintenance. “Elle devait rester fermée pour au moins huit à douze mois afin d'assurer sa maintenance et des travaux de réparation. Mais l'ouvrage historique a été rouvert au public au bout de sept mois, le 26 octobre”, souligne la chaîne. “Outre la réouverture prématurée, toutes les règles de sécurité ont été enfreintes”, renchérit NDTV. Ainsi, lorsque les câbles qui tenaient le pont suspendu ont lâché, environ 500 personnes se trouvaient sur l'installation, qui ne peut supporter le poids que d'environ 125 personnes.

Une plainte contre X pour homicides involontaires a été déposée et le gouvernement du Gujarat a nommé un comité chargé d'enquêter sur ce drame. Le Premier ministre, Narendra Modi, qui se trouvait dans le Gujarat, dont il est originaire, s'est dit “profondément attristé par cette tragédie” et a promis des indemnités pour les victimes.

—Courrier international



Assurance et Banque

...si nous n'aidons pas à préserver celle de notre environnement.

 Parce que la science est essentielle pour mieux protéger notre planète, le Fonds AXA pour la Recherche a soutenu 240 projets académiques en faveur de l'environnement et du climat depuis 2007.

Tous nos engagements sur axa.com/climat

Know You Can*

***La confiance est une force.**

AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.

d'un
continent
à l'autre.
europe



Asie	18
Moyen-Orient...	20
France	22
Afrique	24
Amériques.....	26

Royaume-Uni. Aucun parti n'est désormais crédible

Cure d'austérité mise à part, les conservateurs de Rishi Sunak n'ont plus rien à offrir, déplore ce célèbre penseur britannique. Mais les travaillistes, à l'affût, rechignent à proposer une solution radicale, nécessaire dans un pays à bout de souffle.

—New Statesman Londres

Un sentiment de satisfaction tranquille est perceptible au centre de l'échiquier politique britannique. Maintenant que la petite expérience de libéralisme financé par la dette voulue par Liz Truss a explosé en vol, le Royaume-Uni va enfin pouvoir se doter du gouvernement adulte et raisonnable qui lui a tant fait défaut. Une fois Rishi Sunak bien installé à Downing Street, la fébrilité idéologique aura totalement disparu, au profit de la pondération compétente. Quand les conservateurs se présenteront devant les électeurs en 2025 (voire avant), ils céderont la place à un Parti travailliste engagé en faveur de la prudence et de la stabilité. Le cauchemar récurrent qui hante tous les libéraux depuis 2016 et le référendum sur le Brexit, celui d'un centre inexistant, sera enfin exorcisé.

Après le chaos des dernières semaines, voilà une perspective qui en rassure plus d'un. Mais c'est aussi un vœu pieux. Il est en effet très peu probable que les

conservateurs puissent garder le pouvoir deux ans encore. Ce parti lui-même ingouvernable a cessé d'être un parti de gouvernement crédible et n'aspire qu'à se débarrasser du fardeau du pouvoir. Jamais les conservateurs ne joueront plus le rôle qu'ils tenaient depuis si longtemps dans la vie politique britannique.

Mais les travaillistes eux aussi auront le plus grand mal à rester au pouvoir durant une mandature entière. L'orthodoxie budgétaire à laquelle ils sont attachés risque de perturber les électeurs et de déstabiliser le parti lui-même. Avec des dépenses sabrées voire gelées, des milliers d'employés du public vont subir une baisse de

Dès cet hiver, la majorité de la population va voir son niveau de vie se dégrader.

leur revenu réel, si bien que les grèves vont se poursuivre et que le semblant d'unité imposé dans le parti par Keir Starmer commencera bien vite à craqueler.

Il faut se rendre à l'évidence : le Royaume-Uni sombre dans l'état d'urgence chronique. Dès cet hiver, la majorité de la population va voir son niveau de vie se dégrader. Avec l'escalade de la guerre en Ukraine, les prix de l'énergie vont rester élevés, et des infrastructures, ici et dans d'autres pays d'Europe, pourraient subir des attaques.

S'il faut voir un bon côté à la situation actuelle, c'est que l'idéologie libérale à l'origine de la folle course à la croissance voulue par Liz Truss devrait être bannie des politiques publiques pour au moins une génération. Contrairement à l'idée que s'en faisaient certains, dont moi, persuadés que sa volonté d'exercer le pouvoir l'emporterait sur ses convictions affichées, Liz Truss était une fondamentaliste ultralibérale pure et dure, qui s'était entourée de coreligionnaires convaincus. Résultat : un projet qui, hors de ce cercle, n'avait presque aucun soutien.

Le conservatisme n'a jamais été une idéologie bien définie, certes, mais le libéralisme à la Truss était un credo qui n'a rien de conservateur.

Dans les années 1980, le conflit entre libéralisme économique



et conservatisme était assumé ouvertement, fièrement même, au sein des groupes de réflexion néolibéraux, qui ne méprisaient rien tant que la mollesse opportuniste des torys. Ces think tanks se référaient à leur penseur fétiche, l'économiste Friedrich Hayek. Dans *Pourquoi je ne suis pas conservateur*, ce dernier dénonce chez les conservateurs leur attachement infondé à la politique comme art du possible et leur vénération irraisonnée du passé. L'impératif premier doit être la poursuite du progrès – *“la croissance cumulative du savoir et du pouvoir sur la nature”* –, même s'il reconnaît qu’*“il n'en découle pas que nous serons satisfaits de tous les résultats, ni que tout le monde y gagnera”*. Tant pis, en somme, si certaines parties de l'humanité doivent rester à la traîne dans cette marche inexorable.

Durant la majeure partie du mandat de Margaret Thatcher, l'idéologie libertaire était tempérée par l'attachement de la Première ministre à la tradition parlementaire britannique et par son bon sens et son instinct politique. L'expérience ultralibérale ratée de Liz Truss n'était qu'une parodie de thatcherisme, sans les ambiguïtés de Thatcher, et sans le sens qu'avait Hayek de la vanité du progrès matériel.

Modèle italien. Le fiasco Truss est une catastrophe pour les libéraux, mais les centristes qui se réjouissent de sa chute n'ont pas pour autant renoncé au culte du marché. Ils rêvent sans l'avouer d'un gouvernement d'experts et de technocrates qui permettrait de mettre le capitalisme libéral à l'abri de la vie politique démocratique. Leur modèle en la matière est l'Italie, et ils voient dans Rishi Sunak la version britannique de l'ancien banquier Mario Draghi – qui a démissionné cette année après la chute de son gouvernement d'unité, et qui est resté vingt mois président du Conseil

À la une



“JE FERAÏ DU BREXIT UN SUCCÈS”
Cet engagement pris par Theresa May, Boris Johnson, Liz Truss, Rishi Sunak et les leaders successifs de l'opposition travailliste confine à la méthode Coué aux yeux du **New European**. “Quand nos dirigeants auront-ils le courage de dire la vérité ?” s'agace, le 27 octobre, cet hebdomadaire europhile.



“LES PREMIERS MINISTRES DE 2022. OCTOBER : RISHI”, raille le tabloïd **Daily Star**, le 26 octobre, sur une parodie de calendrier Pirelli. “Qui sera chef du gouvernement en novembre ? Restez avec nous pour le savoir.”



“RISHI EST-IL PRÊT ?” s'interroge l'hebdomadaire conservateur **The Spectator**, le 29 octobre. Prêt à calmer les marchés, prêt à apaiser son parti, prêt à redresser un service de santé aux abois, prêt à affronter les retombées de la guerre en Ukraine. “L'expérience Truss nous montre qu'on ne peut jamais vraiment se préparer à l'exigence de la plus haute fonction élective du pays.”

sans jamais avoir été élu. Notons que l'élection convoquée dans la foulée a été remportée par la post-fasciste Giorgia Meloni.

Rishi Sunak ne tiendra sans doute pas si longtemps. Si les retraites et les prestations sociales ne sont pas revalorisées en fonction de l'inflation, plusieurs millions de foyers se retrouveront précipités dans la précarité. Et lorsque le bouclier tarifaire sur l'énergie prendra fin l'an prochain, beaucoup sombreront même dans la misère. Jeremy Hunt, le nouveau ministre des Finances, a vaguement évoqué des aides à destination des plus démunis, mais difficile d'imaginer comment les conservateurs pourraient être réélus avec un tel programme.

Si les travaillistes ont de bonnes chances de remporter les prochaines élections, le programme radical dont ils auront besoin pour s'imposer dans ce contexte difficile se fait toujours attendre. Le parti n'a pas grand-chose à offrir

hormis des critiques sur le chaos qui règne chez les torys. Et ce n'est pas avec un programme d'austérité, même enjolivé de grands discours dans l'air du temps sur un “pacte vert”, qu'ils pourront reconquérir les Red Wall [ces circonscriptions travaillistes du nord de l'Angleterre raflées par les conservateurs en 2019].

Les travaillistes feraient bien de méditer les propos de Gary Smith, secrétaire général du syndicat GMB, qui met en garde contre les fermetures de centrales nucléaires en échange de promesses d'embauche dans le secteur du renouvelable – à des postes qui, en réalité, sont inexistants. Les ouvriers ne sont pas moins inquiets que les autres face au changement climatique, mais

Le consensus actuel nous empêche de comprendre le présent et d'imaginer un avenir acceptable.

ils ne soutiendront pas un programme d’*“écologie bourgeoise”* – pour reprendre les mots de Smith. La révolte des “gilets jaunes”, qui a secoué la France en 2018, revêt des allures d'avertissement pour les travaillistes, mais le parti, devenu incroyablement bourgeois, n'en tiendra certainement pas compte.

Le “pacte vert” n'est qu'un mirage, comme l'était la course à la croissance de Liz Truss. Face à la détérioration et à l'écroulement de l'économie mondiale, le véritable défi sera d'éviter l'appauvrissement généralisé et l'implosion de l'ordre social. Il faudra nationaliser les services publics ainsi qu'une bonne partie du secteur de l'énergie. La refonte de l'État et la mobilisation de ses ressources pour développer des technologies liées à l'hydrogène et les petits réacteurs nucléaires modulaires deviendront des priorités absolues. Les premières victimes des coupes budgétaires qu'imposera ce nouveau régime

d'austérité seront certainement la recherche et le développement, la défense nationale et le service de santé public. Le Royaume-Uni s'enfoncera alors un peu plus dans la pauvreté et l'instabilité.

Aucun des grands partis n'est capable de tenir la barre du pays face à la tempête de privations qui s'annonce. Dans de telles circonstances, l'instauration de la proportionnelle ne fait plus figure de vague plaisanterie, mais de nécessité absolue. Le consensus actuel nous empêche de comprendre le présent et d'imaginer un avenir acceptable.

Sortir de l'ornière. Cette réforme du système électoral permettrait notamment de sortir les conservateurs de l'ornière. La tentative de Boris Johnson pour reprendre son rôle de clown en chef s'est soldée par un échec, car les cadres du parti redoutaient que ses nombreux mensonges et sa personnalité clivante sonnent le glas de leur formation. Mais un désir de mort tenace hante les rangs des conservateurs. Johnson ne sera jamais qu'un escroc cherchant à offrir une seconde chance à un parti qui n'aspire qu'à la mort mais est incapable de mettre lui-même fin à ses souffrances. L'instauration du scrutin proportionnel offrirait aux conservateurs ce dont ils rêvent secrètement : une euthanasie en douceur.

Les torys savent pertinemment qu'ils n'ont aucune solution pour résoudre les crises dans lesquelles s'enlise le Royaume-Uni. Et si les travaillistes ne se sont pas encore rendu compte qu'ils n'avaient guère plus de réponses à apporter, cela viendra vite une fois qu'ils seront au pouvoir. La débâcle de Liz Truss ne restera pas dans les annales comme le prélude d'une ère centriste, mais comme le début de la fin.

— **John Gray**
Publié le 27 octobre



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

UKRAINE

Dans le Donbass, la danse macabre des Wagner

Autour de la ville de Bakhmout, située sur la ligne de front, dans l'est de l'Ukraine, les forces russes ont confié la direction des opérations sur le terrain aux mercenaires de Wagner. Un groupe sinistrement célèbre pour ses exactions, que *La Repubblica* a réussi à approcher.

— *La Repubblica* Rome

De Donetsk

Nous les rencontrons pour la première fois après une attente de deux jours. Nous sommes en face d'une épicerie, dans le nord du Donbass, à une poignée de kilomètres de la ligne de front. Ici, les soldats viennent acheter tabac et vodka.

"Je m'appelle Roman, je suis musicien. Je serai là dans vingt minutes", nous écrit un numéro inconnu. Roman arrive à bord d'une voiture blindée, il mesure près de 2 mètres et porte un uniforme militaire kaki. Sous son oreille gauche, un tatouage représentant le symbole de Batman. Sur son torse a été cousu un écusson portant la lettre W, symbole du groupe Wagner, la société privée russe de mercenaires qui se bat partout dans le monde pour défendre les intérêts de Moscou par les armes. On a retrouvé Wagner en Syrie, en Libye, au Soudan, au Venezuela, au Mali, en République centrafricaine.

"Nous obéissons à Prigojine et Outkine, nos deux patrons, qui se coordonnent avec le Kremlin."

Roman,
MERCENAIRE WAGNER

Ils sont désormais de retour dans le Donbass (où ils avaient déjà été en 2014 et 2015) pour épauler l'armée russe. "Mais nous sommes indépendants", précise Roman lorsqu'il nous conduit en voiture en direction du front. "Nous sommes mieux entraînés et mieux équipés. Nous obéissons aux ordres de nos deux patrons, qui se coordonnent avec le Kremlin."

Ses deux patrons, ce sont Evgueni Prigojine et Dmitri Outkine. Le premier est surnommé le "cuisinier de Poutine", car il possède une entreprise de restauration dont le président russe a été client. Ces dernières années, il s'est lancé dans de nouvelles activités, notamment la communication et, justement, la guerre.

Quant à Outkine, c'est un ancien membre des services secrets russes qui, sous l'autorité de Prigojine, dirige le groupe Wagner. "La relation qui les lie est la même que celle qui lie Poutine à son ministre de la Défense, Choïgou, explique Roman. Prigojine gère des activités dans divers domaines et, pour la guerre, il délègue la gestion de ses affaires à Outkine."

La voiture de Roman fonce à toute allure à travers les steppes ukrainiennes désolées et dépeuplées par les combats, nous passons à côté de bâtiments et de ponts démolis pour arriver dans la campagne entre les villes de Bakhmout, Popasna et Svitlodarsk, non loin de la région de Kharkiv. "Ici, il n'y a que nous et les Ukrainiens", dit-il.



← Dessin de Ramsés, Cuba.

contre les Ukrainiens. Il parle simplement de "l'ennemi" qui, à ses dires, est "bien formé et motivé".

Cette guerre, poursuit-il, est une guerre particulière : "Nous nous battons contre des soldats qui sont comme nous, qui parlent notre langue. Ce n'est pas comme en Afrique ou en Amérique latine."

Roman, 34 ans, est un ancien membre des forces spéciales russes. Après des études de droit, il a décidé de quitter l'armée pour s'engager dans les troupes de Wagner, pour lesquelles il a combattu à Palmyre

Âgés de 20 à 40 ans et tous ex-membres de l'armée régulière, les musiciens, leur surnom, ont choisi de faire la guerre pour vivre.

et à Tripoli, au Soudan et en République centrafricaine. "La préparation, la discipline et l'équipement des musiciens" – ainsi se surnomment-ils entre eux – "sont très largement supérieurs", reconnaît-il. Le nom du groupe Wagner vient du surnom d'Outkine qui, indique Roman, serait un passionné de musique classique.

Étant donné les graves difficultés que rencontre son armée régulière sur de nombreux fronts ukrainiens, le Kremlin a demandé au groupe Wagner de s'impliquer davantage. Sur le champ de bataille, la Russie se bat avec de vieux armements soviétiques et manque d'hommes au point que Poutine a décrété une "mobilisation partielle" dans tout le pays, laquelle entame lourdement sa popularité.

Pour remédier à tous ces problèmes, il appelle à la rescousse les mercenaires du groupe Wagner, dont le rôle stratégique ne cesse de croître. Sur des dizaines et des dizaines de kilomètres, on ne voit qu'eux. Aux postes de contrôle, dans les

Nulle trace en effet de l'armée russe régulière. Sur des dizaines et des dizaines de kilomètres de campagne, le groupe Wagner, seul à combattre, agit comme une véritable armée parallèle. "Sur certains fronts, l'ennemi progresse. Mais sur ce front-ci, c'est nous qui attaquons."

Au loin, nous distinguons Bakhmout. "L'armée russe et les Ukrainiens se disputent la ville. Nous, nous nous battons dans les campagnes, autour." Il rend compte de ces opérations militaires avec un calme presque détaché. À la différence de nombreux soldats russes, il ne fulmine pas



tranchées, sur les blindés qui avancent sur les routes boueuses, dans les tunnels où ils vivent. La Russie sous-traite aux “musiciens” toute une partie du Donbass.

Les chars postés dans les prés tirent bruyamment sur les positions ukrainiennes, les missiles fusent au-dessus de nos têtes, dessinant des traces dans le ciel clair. Sur ces vertes prairies qui semblent dépeuplées surgissent tout à coup des soldats en uniforme qui, avec des bazookas, tirent vers les positions ukrainiennes. Après l’explosion tonitruante, ils retournent se mettre à l’abri dans les tranchées pour ne pas être touchés par les tirs de riposte. De temps en temps, nous passons devant de grands trous où gisent les corps des soldats morts.

La campagne autour de Bakhmout est lacérée de galeries souterraines, de vastes labyrinthes sombres et humides creusés ces dernières années par l’armée ukrainienne, en prévision de l’invasion russe. Aujourd’hui, ce sont les soldats du groupe Wagner qui y vivent.

Contrairement aux militaires de l’armée russe, ils sont plutôt jeunes et ont généralement entre 20 et 40 ans. Certains parlent, pas toujours parfaitement, des langues étrangères qu’ils ont apprises dans les pays où ils ont combattu les années passées : anglais, arabe, espagnol, français. Quelques-uns ont cousu sur leur uniforme des écussons : “Mercenaire”, lit-on sur l’un d’eux ; “Rien de personnel, je le fais pour l’argent”, déchiffre-t-on sur un autre.

Ils sont tous russes et ont quasiment tous fait partie de l’armée régulière. Ce sont de jeunes hommes qui ont choisi de gagner leur vie en faisant la guerre à plein temps. Et qui contrôlent aujourd’hui toute une région de l’Ukraine.

— Luca Steinmann
Publié le 22 octobre

Evgueni Prigojine, l’homme qui murmure à l’oreille de Poutine

Selon le renseignement américain, l’influence du patron du Groupe Wagner ne cesse de croître auprès du président russe.

Au début d’octobre, **The Washington Post** écrivait, en se fondant sur des informations issues des services du renseignement américains, qu’un seul homme dans l’entourage de Vladimir Poutine lui avait dit, les yeux dans les yeux, tout le mal qu’il pensait de la façon dont l’armée menait la guerre en Ukraine. À l’époque, les sources du quotidien américain refusaient de révéler l’identité de cet homme. Aujourd’hui, deux responsables américains ont confirmé au journal qu’il s’agissait d’Evgueni Prigojine, oligarque déjà connu pour sa proximité avec le chef de l’État russe et patron du groupe de mercenaires de sinistre renommée Wagner.

Selon les responsables américains interrogés par **The Washington Post**, les critiques adressées à Poutine par Prigojine prouvent “à quel point l’influence [de ce dernier] augmente à mesure que la guerre de Moscou s’essouffle”. “Elles mettent aussi en lumière la position de plus en plus bancal du commandement de l’armée russe, qui a été critiqué par Prigojine et d’autres après des mois d’erreurs et de pertes sur le champ de bataille”, poursuit le journal.

À Bruxelles, deux responsables du renseignement de l’Alliance atlantique (Otan) ont confirmé cette thèse au magazine en ligne **Vice**. “Prigojine s’en prend ouvertement à des responsables militaires proches de Poutine dans le but d’arracher le contrôle de l’argent, des ressources et de l’influence politique au haut commandement de l’armée russe”, disent-ils.

Le quotidien en ligne russe **Meduza**, basé en Lettonie, s’est également interrogé sur le rôle grandissant d’Evgueni Prigojine qui ne se cache plus pour recruter des détenus pour ses troupes, et n’hésite pas à traiter des généraux de “salauds”. Selon **Meduza**, les relations entre ce dernier et le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, sont mauvaises depuis que Prigojine a perdu plusieurs contrats avec l’armée. Depuis le début de la guerre en Ukraine, elles seraient même devenues exécrationnelles, témoigne une source proche du gouvernement russe. “Prigojine n’arrête pas de répéter que l’armée russe, qui dispose d’un équipement obsolète et est mal organisée, est incapable de se battre, à la différence des hommes de Wagner”, poursuit cette source.



REVUE
DE PRESSE

En outre, **Meduza** a remarqué qu’Evgueni Prigojine et Ramzan Kadyrov semblaient agir de manière concertée quant à leurs critiques à l’égard de l’armée et de ses responsables. Les deux hommes ont récemment salué la nomination du nouveau chef de l’“opération spéciale” russe, le général Sergueï Sourovikine, connu pour sa brutalité. Tous deux font partie de l’aile la plus radicale de ce qu’on appelle le “parti de la guerre”, à savoir ces fonctionnaires, responsables sécuritaires et hommes d’affaires qui considèrent que la Russie est trop

molle dans sa façon de conduire la guerre.

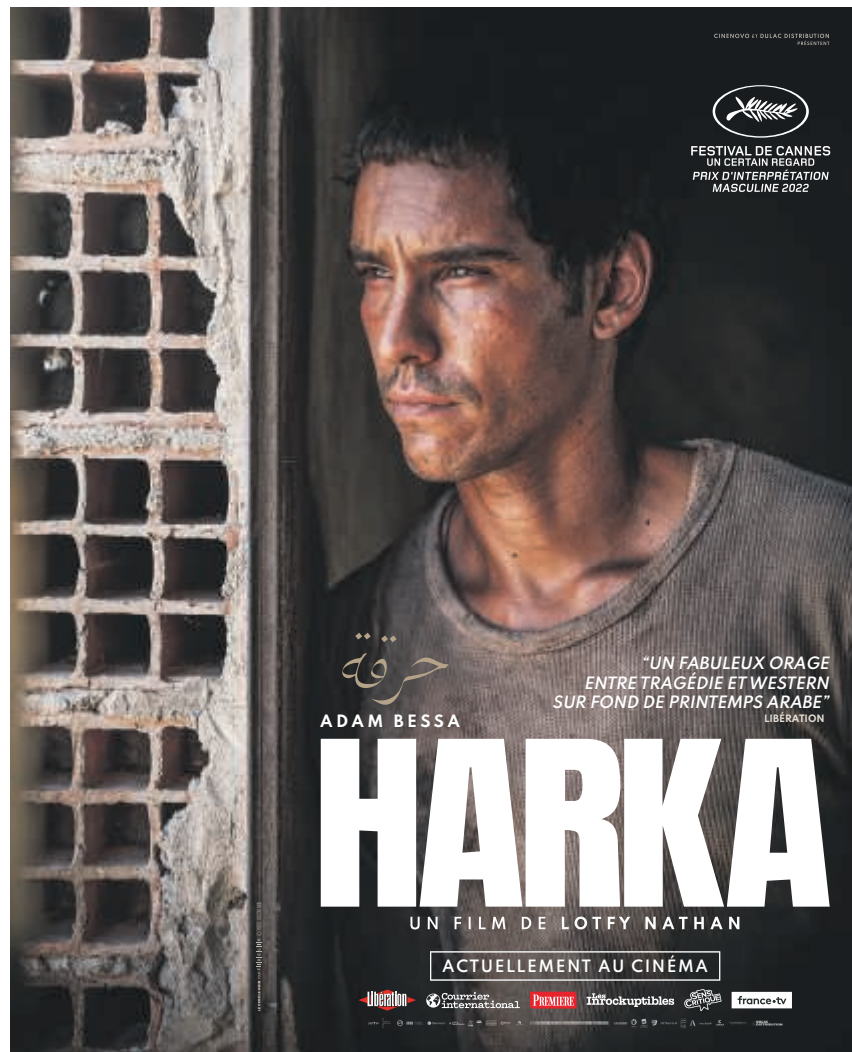
C’est ce qu’a dit le 25 octobre Ramzan Kadyrov dans sa dernière critique, utilisant pour la première fois le mot “guerre”, pourtant banni du lexique officiel. Enfin, croit savoir **Meduza**, Prigojine et Kadyrov semblent soutenus par deux anciens responsables de la sécurité personnelle de Vladimir Poutine, Alexei Dumine et Dmitri Mironov, devenus respectivement gouverneur de la région de Toula, au sud de Moscou, et conseiller présidentiel. La nouvelle garde poutinienne ?

— **Courrier international**

Idéologie nazie et crimes de guerre

●●● Si officiellement le groupe Wagner n’affiche aucune tendance politique, les indices qui soulignent ses sympathies pour l’extrême droite sont nombreux. L’un de ses leaders, Dmitri Outkine “ne cache pas ses tatouages représentant des symboles nazis”, nous apprend **Il Post**. Par ailleurs, poursuit le média italien, “le nom même de Wagner est un hommage au compositeur allemand admiré par Adolf Hitler”. Ces mercenaires sont aussi accusés de crimes de guerre dans certains pays où ils ont opéré. “Un rapport des Nations unies accuse Wagner d’avoir, avec des soldats maliens, ligoté, aspergé d’essence et brûlé

vivantes environ 30 personnes”, écrit **The Economist**. Un autre rapport de l’ONG Human Rights Watch l’accuse d’“avoir exécuté de façon sommaire”, toujours avec la complicité des forces maliennes, “environ 300 combattants islamistes présumés”. Les miliciens de Wagner étaient déjà accusés d’exactions en Syrie, en Libye, en République centrafricaine, et désormais en Ukraine. “Trois mercenaires sont accusés par les procureurs ukrainiens d’avoir commis des crimes de guerre dans le village de Motyzhyn, près de Kiev, en avril, note le média britannique **BBC**. Les procureurs ont déclaré que ces crimes de guerre comprenaient le meurtre et la torture.”



GRÈCE

La décrépitude des résidences étudiantes

Saccage et occupation des chambres par des gangs, prostitution, bâtiments insalubres... Cet hebdomadaire qui a visité plusieurs foyers de l'Université polytechnique d'Athènes décrit la réalité vécue par les étudiants.



—LIFO (extraits) Athènes

L'Université polytechnique nationale d'Athènes compte, d'après les données de l'institution, quelque 13 000 étudiants. Ses résidences peuvent accueillir environ 9 % de la population étudiante de l'établissement. Mais ce chiffre est loin de la réalité, puisque, comme le prouve le reportage de Lifo, de nombreuses chambres sont abandonnées, tandis que d'autres sont inhabitables en raison de leur très mauvais état.

La page d'accueil du site des résidences étudiantes présente

une autre réalité. "Les chambres sont équipées d'une salle de bains privative et de mobilier (lit, matelas, armoire, bureau, dans certains cas une bibliothèque). Elles ont le chauffage et la climatisation, l'eau chaude, Internet. La majorité d'entre elles sont individuelles... Les pensionnaires ont la possibilité d'utiliser un restaurant avec un haut standard d'hygiène et d'esthétique pour le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner. Ils disposent

L'inaction de l'État a pendant des années forcé les étudiants à s'auto-organiser.

également de salles de lecture, salle de loisirs avec TV, jeux de société, ping-pong, terrains de basket, tennis, amphithéâtre. La sécurité des lieux est assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre", peut-on lire. Ça ne peut être que de l'ironie.

Les locaux n'ont jamais été réputés pour leur sécurité. Les étudiants qui nous ont parlé rapportent des incidents réguliers tels que trafic de drogue, conflits entre dealers et même l'utilisation des foyers pour de la prostitution.

À l'heure où le problème du logement étudiant s'est aggravé et où les étudiants qui viennent suivre un cursus à Athènes ont du mal

à trouver des appartements à des prix abordables, au cœur de l'Université polytechnique, les rares chambres qui existent dans les résidences sont occupées par des gangs et des groupes criminels. Cette situation n'est pas nouvelle. L'inaction de l'État a pendant des années laissé les étudiants à la merci de tous les gangs, les forçant à s'auto-organiser même pour l'essentiel.

Le financement des logements étudiants est faible, les fonds sont mal gérés, ce qui oblige les résidents des foyers à vivre dans des conditions qu'aucun être humain ne mérite.

L'occupation des résidences par les gangs est un secret de polichinelle pour les étudiants qui y vivent, mais ils ont peur de parler. Le 23 août, un utilisateur de Twitter a dénoncé anonymement l'activité d'un groupe criminel : "Ces derniers jours, une dizaine de personnes se sont installées dans les résidences étudiantes de l'université d'Athènes. Ces dix personnes causent beaucoup de problèmes aux étudiants... Ils rentrent dans les chambres et les cannibalisent. Ils ne viennent pas pour voler, mais pour détruire. Ils ont occupé les chambres du 10^e étage. Hier, alors que j'étais au 10^e étage, l'un d'eux a braqué son arme devant moi en me montrant le chargeur. Puis il a mis le pistolet dans son pantalon et est retourné dans les chambres. Trop de personnes ont été forcées de quitter le bâtiment, sans nulle part où aller."

Mollesse policière. Dans la même discussion est évoquée l'inaction de la police et des vigiles face à la situation. Comme les étudiants le rapportent, les gangs extorquent ceux qui vivent dans les résidences. Certains ont été contraints de partir. La police était au courant de cette situation depuis au moins un mois, mais elle a choisi de retarder son action, laissant les étudiants vivre dans un environnement de terreur.

Les résidences sont la seule solution de logement pour des centaines d'étudiants, qui doivent faire face à des loyers de plus en plus inabornables. Quand la location d'un logement n'est pas possible, les étudiants sont confrontés à la réalité de la résidence universitaire. Les enfants des ménages les plus pauvres sont contraints de vivre dans des locaux inadaptés, dangereux, insalubres et inadéquats.

✎ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.

En regardant les textes de l'Association des résidents des centres étudiants, on comprend qu'ils sont confrontés à un large éventail de problèmes, allant du manque de climatiseurs, de machines à laver et de wifi aux vols, aux menaces et au vandalisme. Sur une page Facebook créée par les pensionnaires pour communiquer entre eux, de nombreux incidents tels que le vol et des actes de vandalisme sont signalés.

"Ils ne viennent pas pour voler, mais pour détruire. Hier, l'un d'eux a braqué son arme devant moi."

Un étudiant anonyme
SUR TWITTER

"Les gars, je vois beaucoup d'entre vous écrire sur le fait que vos chambres ont été cambriolées, rapporte un étudiant. La situation est devenue incontrôlable. Je ne sais pas ce que nous pouvons faire pour sauver quoi que ce soit. Car bientôt on aura peur de sortir dans les couloirs. Honnêtement, cette situation m'inquiète", écrit-il le 6 septembre.

Un autre membre du groupe écrit : "Les gars, ils ont fait irruption dans ma chambre aussi vous savez... La porte ne se verrouille même plus et il n'est plus question de rester à l'intérieur."

Après une descente de police, les étudiants sont retournés dans leurs chambres, trouvant les portes et les serrures brisées, sans qu'aucune disposition n'ait été prise pour la sécurité après l'opération.

"J'ai travaillé tard. J'ai été informé par les colocataires qu'un incident avait eu lieu et que nos chambres étaient restées exposées. Ils ne m'ont pas laissé rentrer du travail plus tôt pour sauver ma chambre", raconte un étudiant qui vit dans la résidence. Des groupes d'étudiants ont été contraints d'effectuer des patrouilles nocturnes pour garder les lieux. Avec les portes cassées, c'était le seul moyen de protéger leurs biens.

Nous avons visité les foyers pour faire un diagnostic. La situation était pire que ce à quoi nous nous attendions. Un espace dystopique, avec de la "lumièr" seulement dans les endroits que les étudiants avaient tenté d'embellir. Quand nous sommes entrés

au rez-de-chaussée, personne ne nous a rien dit. Le gardien ne nous a rien demandé. Au 1^{er} étage, de nombreuses chambres sont abandonnées. Les murs sont pleins de moisissure, les salles de bains sales et non entretenues.

Le ministre mineur. Rappelons que nous ne parlons pas de toilettes publiques, mais des toilettes que les étudiants utilisent tous les jours. Comme beaucoup de chambres abandonnées avaient la porte brisée, nous avons pu voir à l'intérieur – vieux meubles, murs en piteux état, miroirs brisés.

Quelques chambres accueillent encore des étudiants. Nous avons senti l'odeur du shampoing venant des salles de bains, entendu des voix et des bruits. Chaque semblant de vie dans cet endroit contrastait avec le reste. *“La situation est déplorable. Vous pouvez le constater”*, nous dit un pensionnaire.

Sa colocataire ajoute : *“Je n'ai pas parlé à mes parents de ce qui*

se passe ici. Je ne veux pas qu'on me rende visite. J'ai honte de les contrarier.”

En sortant de la résidence, on reste bouche bée devant de telles images d'abandon. Nous avons entendu parler de l'état des résidences, mais nous ne nous attendions pas à quelque chose d'aussi grave. Rappelons que, dans les annonces du gouvernement, aucune mention ne concerne les résidences étudiantes à Athènes.

Lors d'une discussion que le ministre des Finances, Christos Staikouras, a eue avec des membres de l'organisation Youth Initiative, qui protestaient contre le budget du logement étudiant, il a minimisé la situation. Le rapport et les récentes révélations ont toutefois démontré que la réalité est bien différente et souligné la nécessité de s'attaquer immédiatement au problème, de fournir un logement décent aux étudiants et étudiantes du pays.

— **Petros Apostolakis**

Publié le 4 octobre

SOURCE

LIFO

Athènes, Grèce

Hebdomadaire, 614 000 ex.

lifo.gr

L'hebdomadaire le plus diffusé en Grèce, avec 614 000 exemplaires distribués chaque semaine, est un magazine gratuit. Essentiellement culturel, il traite aussi de l'actualité et dispose d'un site alimenté chaque jour. Suivi par près de 1 million de personnes sur les réseaux sociaux, LIFO se place comme un média de référence en Grèce.



La police universitaire, une solution contestée

●●● Le fonctionnement et l'état des universités grecques suscitent la controverse au pays de la philosophie et de la démocratie. Depuis sa prise de fonctions, en juillet 2019, le gouvernement conservateur a fait du contrôle de l'enseignement supérieur et des campus universitaires l'une de ses priorités, décidant l'instauration d'une police spéciale en cette rentrée des classes. Une décision très contestée par les milieux universitaires. Alors que les manifestations se sont multipliées dans le pays, causant des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre, *“les derniers développements confirment l'échec complet de l'idée de la présence permanente d'une police, qui ne fait que gêner et créer des tensions”*, note le journal de centre gauche **Ethnos**. En première ligne, les professeurs d'université s'opposent fermement à la présence d'une police sur les campus. *“Les universités publiques ont besoin de nouveaux postes, d'enseignants et de personnel décentement rémunérés, de financements pour la recherche et les infrastructures, d'une structure administrative moderne, démocratique et efficace, de la sécurité pour les locaux et le personnel avec l'assurance de la liberté académique, et non d'une police”*, expliquent les professeurs, repris par le quotidien **Ethnos**.

Pour être plus proche de Mathilde, on a sorti le grand jeu pour l'accueillir.

Nous investissons 800 millions d'euros sur 5 ans dans la modernisation des bureaux de poste.



vous simplifier la vie



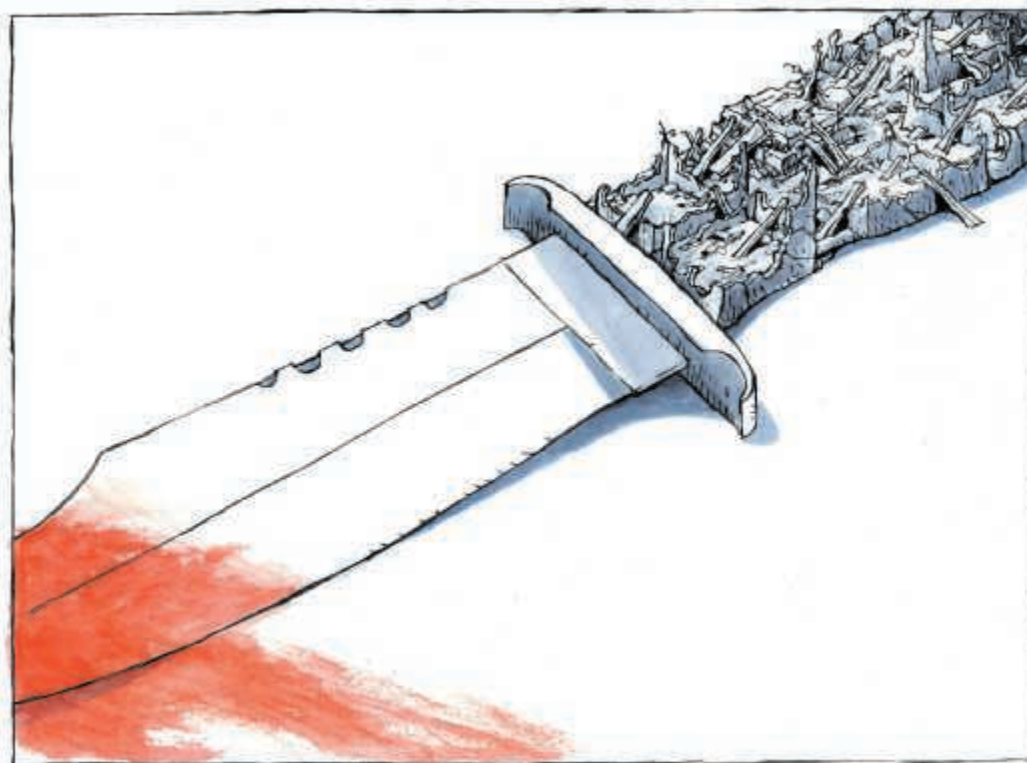
—Frontier Myanmar
(extraits) Rangoon

Sitt Naing fixe le cadavre avec désespoir. Celui-ci gît au milieu des cendres, les mains liées derrière le dos. Il est carbonisé et il est impossible d'en reconnaître le sexe. Le village brûlé dégage une odeur âcre. Sitt Naing sort son smartphone et prend des photos – il y a huit corps au total. Le 30 mai dernier, les soldats des forces armées gouvernementales sont entrés ici, à Hin Thar, un village du canton d'Ayadaw, dans la région de Sagaing [dans le centre du pays]. En une journée, ils ont brûlé 23 maisons et plus de 300 tonnes de riz, et tué huit personnes. Deux d'entre elles ont été brûlées vives, selon des survivants. Sitt Naing confie : *“Quand j'ai vu cette scène, je me suis demandé si les soldats de la junte étaient vraiment des êtres humains.”*

Sitt Naing a 37 ans. Ancien membre de la Branche spéciale de la police, une unité en civil chargée d'espionner la population, il a quitté la police après le coup d'État de février 2021 et rejoint le mouvement de désobéissance civile contre la junte. Depuis le mois de mai 2021, il combat à Ayadaw dans une petite unité de résistants baptisée Flèche fidèle. Il a rapidement fait ses preuves sur le champ de bataille et y a gagné son nom de guerre (Sitt Naing signifie “Conquérant” ; comme pour les autres sources vivant en Birmanie, nous ne donnerons pas son vrai nom).

Coupures d'Internet. Après les événements du 30 mai à Hin Thar, Sitt Naing a estimé que tendre des embuscades aux forces de la junte à titre de représailles ne suffisait plus. Désormais, il allait révéler au reste du pays et au monde ce qui se passe à Sagaing. Sitt Naing partage donc son temps entre Flèche fidèle et la branche informationnelle de la résistance. Il documente les atrocités commises par la junte et couvre les activités des groupes de résistance – regroupés sous l'appellation de Forces de défense populaire (FDP). Il envoie ces informations aux médias ou les diffuse sur les réseaux sociaux.

On pourrait le qualifier de “journaliste citoyen”, mais il ne se considère pas comme tel. Ce travail d'information fait, selon lui, partie intégrante de la lutte



Birmanie. Comment trouver des preuves contre la junte

En pleine guerre, la diffusion de l'information est assurée par des journalistes citoyens. Leur rôle est crucial : ils alertent les villageois des opérations de l'armée et collectent des preuves des atrocités commises par les soldats.

contre la junte. Dans un contexte où les médias ne peuvent travailler en toute sécurité, les gens comme Sitt Naing fournissent une source d'information essentielle sur le conflit. Il raconte : *“Ce que fait l'armée ici est tellement horrible qu'elle ne veut pas que la population le voie.”*

Les exactions qui ont eu lieu à Hin Thar se produisent dans toute la région de Sagaing. Le coup d'État y a provoqué une vaste résistance à laquelle l'armée et des milices ont répondu par de violentes opérations. D'après les données de l'organisation Data for Myanmar [autre nom de la Birmanie], au 27 août, les deux

tiers des près de 30 000 maisons incendiées par les troupes de la junte dans le pays se trouvaient dans la région de Sagaing.

Plus d'un million de personnes ont été chassées de chez elles dans cette région, ce qui représente plus des deux tiers des personnes déplacées dans le pays depuis le coup d'État, rapporte l'Institut d'études stratégiques et politiques du Myanmar.

Sitt Naing se sent obligé de rapporter ces crimes. *“Si personne ne les voit, c'est comme s'ils n'avaient pas eu lieu.”*

Cependant, il ne peut les couvrir en temps réel, car la junte a coupé le réseau Internet à Sagaing.

En mai dernier, après avoir pris les photographies des corps calcinés de Hin Thar, il est monté sur sa moto et s'est rendu près de la frontière avec la région de Mandalay, à 130 kilomètres de là vers l'est, lieu le plus proche pour capter Internet. Un voyage dangereux, car, sur la route, il a croisé plusieurs barrages militaires.

Steel (c'est aussi un nom de code révolutionnaire) a 33 ans. Quand le conflit déclenché par le coup d'État est arrivé dans son village, dans le canton de Ye-U, il a cessé de s'occuper de sa ferme. Il passe désormais ses journées à collecter et à diffuser des informations et à mettre en relation les journalistes avec les combattants des FDP.

✍ Dessin de Kountouris
paru dans Efimerida
Ton Syntakton, Athènes.

Quand il veut poster des messages sur les réseaux sociaux ou envoyer des documents aux médias, il se rend à moto à la ferme d'un ami, située dans un autre village. Il fixe un téléphone à une perche sur le toit et peut ainsi capter une connexion 2G, lui donnant accès à une faible connexion Internet et permettant de se relier avec les autres appareils, à proximité, grâce à la fonction Hotspot. Ce type de connexion improvisée est très utilisée.

Sans formation. L'absence d'Internet est un problème. Et pas uniquement pour ceux qui veulent faire connaître les crimes de l'armée. Les soldats [de la junte] conduisent des opérations punitives dans les villages soutenant la résistance. Privés d'Internet, ces villages n'ont pas le moyen de savoir quand les soldats arrivent. De plus en plus, les informations sur les mouvements de troupes passent par des SMS et des appels téléphoniques émanant des groupes de résistants. Manière pour les villageois d'échapper aux maraudes meurtrières.

Ces avertissements par SMS et téléphone sont envoyés par les équipes animant les chaînes d'informations locales sur Facebook et Telegram – des groupes en général étroitement liés aux FDP. Même si leurs membres prennent part aux combats, certaines équipes, comme celle du *Ayadaw Post* par exemple, qui compte plus de 125 000 abonnés sur Facebook, recherchent une plus grande objectivité dans leurs articles.

“Il faut qu'on informe la région des lieux vers où se dirigent les forces et les avions de la junte”, déclare Tony, 27 ans, un ancien instituteur travaillant pour l'*Ayadaw Post*.

De plus, le site *“met en relation des personnes déplacées avec des donateurs qui veulent les soutenir”*, nous explique-t-il.

Bien qu'ils jouent un rôle central dans la diffusion de l'information, ces personnes ont rarement eu la possibilité de se former en journalisme ou en communication. *“On a appris tout seuls, en lisant la presse grand public et on essaie simplement de faire de notre mieux”,* confie Steel.

Ils ne sont que peu rémunérés, quand ils le sont, pour les risques qu'ils prennent même si



REPORTAGE

les médias grand public utilisent régulièrement leurs photos et leurs informations, souvent sans les citer. Tony lance : “Quand on disparaîtra, Sagaing sera dans le noir, et c’est exactement ce que veut [la junte].”

Des gens comme Sitt Naing, Steel et Tony ont contribué à révéler certaines des pires atrocités commises par la junte. Le massacre de Mone Taing Pin, dans le canton de Ye-U, en est un bon exemple.

Les soldats des forces gouvernementales sont entrés dans le village en tirant à tour de bras le 10 mai. La plupart des habitants se sont enfuis. Deux jours plus tard, à leur retour, ils ont trouvé 28 corps carbonisés dans les ruines fumantes du village.

“C’est l’un des crimes les plus barbares qui aient été commis à Sagaing”, déclare Aung Myo Min, le ministre des Droits de l’homme du gouvernement d’unité nationale [GUN]. Et la population n’a eu connaissance

Aucune région n’est épargnée

●●● Plus de 7 000 civils sont morts entre le coup d’État du 1^{er} février 2021 et le 20 septembre dernier, selon les données de l’Institut d’études stratégiques et politiques du Myanmar (autre nom de la Birmanie). Dans ce conflit, qui oppose l’armée aux forces de résistance, aucune région n’est épargnée : les affrontements s’étendent à des zones traditionnellement préservées des combats, notamment les plaines centrales du pays, explique le site **The Myanmar Conflict Map**. Autre particularité de cette guerre civile : la guérilla urbaine menée par les opposants à la junte. “La Tatmadaw [l’armée birmane], habituée à combattre dans les zones frontalières, a du mal à faire face à ces actions de guérilla menées par d’anciens manifestants”, analyse le site.

de l’ampleur de l’horreur que grâce au travail des équipes locales d’information.

Celles-ci avaient d’abord envoyé des reportages et des photos aux médias mais n’avaient pas éveillé leur intérêt. Les détails étant fragmentaires, le massacre ne semblait pas particulier au milieu des

nombreuses autres atrocités commises par l’armée dans la région. Une découverte allait cependant tout changer.

Début juin, un villageois trouva par hasard un téléphone dans le canton de Tabayin, au sud-ouest de Ye-U. L’appareil appartenait à un soldat du gouvernement et contenait 144 photos et vidéos

où on le voyait, avec ses collègues, arrêter, torturer et tuer des gens et même plaisanter, tout en prenant des selfies.

Téléphone oublié. L’équipe information de Ye-U a pu identifier le site et une enquête a pu avoir lieu sur place. Le massacre n’a cependant reçu de l’attention qu’une fois le téléphone envoyé à des journalistes travaillant pour Radio Free Asia [RFA, une radio et un site d’information financés par les États-Unis]. “Du fait du blocage d’Internet, il nous était impossible de transmettre toutes les images et toutes les vidéos, donc on a décidé d’envoyer le téléphone”, raconte Sitt Naing.

RFA a publié fin juin un article contenant une des vidéos dans lesquelles on voit les soldats plaisanter sur le fait de tuer des civils. Le monde entier a été choqué. Une enquête complémentaire a permis d’identifier le commandant et le bataillon responsables des massacres.

“Si l’affaire a éclaté, c’est parce qu’on était ensemble sur le coup”, explique Steel, en évoquant la collaboration entre les équipes d’information, les armées de résistance et les gens des villages. D’après lui, ce travail a produit un dossier solide.

Le ministre des Droits de l’homme, Aung Myo Min, partage cet espoir : “Ces preuves sont plus que suffisantes pour traîner cette armée terroriste devant la justice internationale.” Avec son équipe, il recueille également des preuves des atrocités. [Les Nations unies ont créé le Mécanisme d’enquête indépendant sur le Myanmar, qui recueille des éléments de preuves attestant de la commission de crimes internationaux en vue de faciliter des procédures pénales.] Pour le ministre, “il est difficile d’obtenir ces éléments et ça prend du temps. Mais avec le travail des bénévoles et des groupes d’information sur le terrain, la junte ne peut pas dissimuler ses exactions.”—

Publié le 29 septembre

Pour être plus proche
de Thomas,
on est présent dans
35 000 endroits
à la fois.

Bureaux de poste, commerçants,
mairies, consignes... Retrouvez le point
de services le plus proche de chez vous
sur laposte.fr.

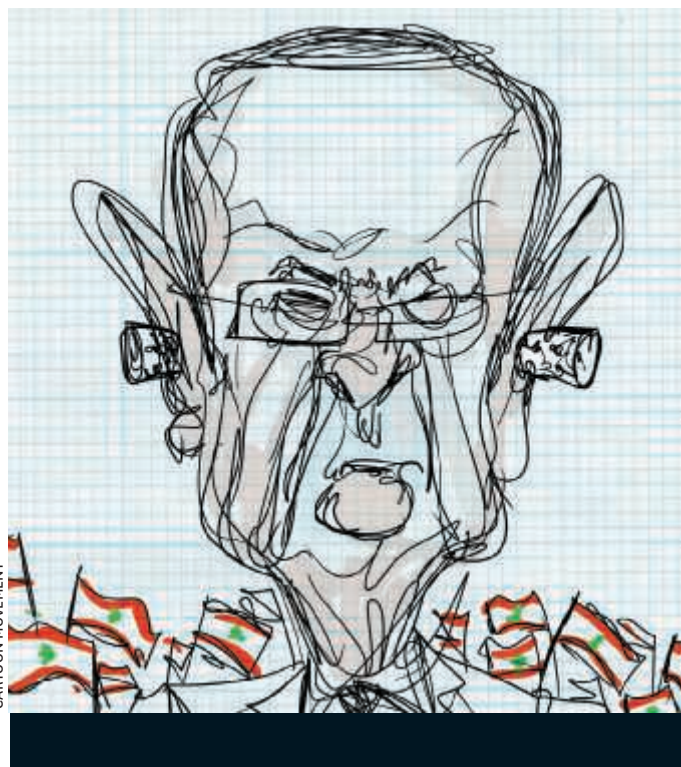


vous simplifier la vie



Liban. Six ans d'enfer

La présidence de Michel Aoun a pris fin le 31 octobre. Celui qui avait promis d'être le "père de tous" est éreinté par la presse locale, qui parle d'"un échec total" et d'un "marchand de haine".



CARTOON MOVEMENT

Les six années du mandat présidentiel de Michel Aoun, qui s'est achevé le 31 octobre, ont été marquées par la pire crise économique et financière de l'histoire du Liban, un soulèvement populaire contre la classe politique et par la double explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020, qui a fait plus de 200 morts. Des événements qui ont "beau-coup affaibli l'ancien général [de l'armée], qui avait pourtant promis d'être un président 'fort' et le 'père de tous'", écrit **L'Orient-Le Jour**.

Ses quinze ans d'exil en France, après avoir été délogé en 1990 du palais présidentiel par l'armée syrienne, avaient fait de lui le chantre de l'indépendance du Liban durant la période de tutelle de Damas. Depuis, Aoun "est devenu l'un des personnages les plus détestés de la République",

poursuit le quotidien libanais, qui consacre une série d'articles au bilan de ce mandat "tourmenté".

Le sexennat de Michel Aoun aura été "une expérience terrible et un échec total", affirme le quotidien **Al-Liwaa**, qui lui reproche sa "gestion abusive du pouvoir", son "obstruction aux réformes", la "généralisation de la corruption" et "l'isolement du Liban vis-à-vis des pays arabes, qui a conduit le Liban au pire désastre financier, économique et humain qu'il ait connu dans son histoire moderne". Un bilan donc en contradiction totale avec ses "belles promesses" sur le changement ou la lutte contre la corruption.

"Adieu au marchand de haine", écrit l'éditorialiste libanais Hazem Saghieh dans les colonnes du quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**, pour qui l'"aounisme"

est un "populisme" teinté de "fluctuations et d'opportunisme" qui divise "dans une logique du 'nous' contre 'tous'".

Dans la logique de l'"aounisme", renchérit le site **Al-Modon**, les notions d'"injustice" et de "victimisation" sont très présentes. Pour ses partisans, le chef de l'État "a été assiégé, encerclé et soumis à un complot car il est le héros salvateur, le leader juste et intègre, et le garant de la nation".

Le site libanais **Al-Modon** poursuit son analyse du bilan des années Aoun : "Plus significative [...], sa subordination au chef du Hezbollah [...] le ramène des décennies en arrière, à une époque où il avait été un officier obéissant aux ordres."

L'Orient-Le Jour évoque également "l'ombre du Hezbollah, [qui plane] sur le président Aoun" depuis que ce dernier a signé, en 2006, une entente avec le parti armé pro-iranien et allié du régime syrien. Une alliance perçue comme une "volte-face" du champion de la lutte contre la tutelle de la Syrie sur le Liban. Depuis, lui et son parti Courant patriotique libre, à la tête duquel son gendre, Gebran Bassil, lui a succédé, ont totalement épousé les thèses du Hezbollah.

Certes, c'est grâce à cette alliance que Michel Aoun a remporté "la bataille pour le fauteuil présidentiel", et ce "au prix de deux ans et demi de blocage". Mais aujourd'hui, à l'heure du bilan, nombreux sont les partisans de l'ancien chef de l'armée libanaise à reprocher au Hezbollah de ne pas avoir soutenu ce dernier dans son combat contre la corruption, "celui-là même qui devait lui permettre de sauver son mandat".

"Mais le chef de l'État s'est enfermé dans le déni", écrit le quotidien francophone, "conseillant même aux Libanais qui n'étaient pas satisfaits de 'partir'".

Dans un autre article publié par **Al-Modon**, l'auteur Faouzi Thebian écrit : "Quel avenir nous laisse ce mandat qui a façonné notre présent avec nombre de désastres? Qui oserait se tourner vers le futur alors que nous regardons l'abîme? Peut-être est-il plus juste de dire que cette époque nous aura surpris avec ses formes inimaginables d'indignité, d'humiliation et de dévastation. Peut-être est-il plus juste de dire que c'est l'abîme qui nous regarde."

— **Courrier international**

Contexte

Le pays du blocage institutionnel

●●● Depuis la signature des accords de Taëf, en 1989, qui mettent fin à la guerre civile (1975-1990) et, surtout, après le retrait des troupes syriennes, en 2005, le Liban a connu de longues périodes d'instabilité institutionnelle, sur fond de bras de fer entre le camp "souverainiste" et celui emmené par le Hezbollah.

Président : selon **L'Orient-Le Jour**, le pays du Cèdre aura connu 1103 jours de vide présidentiel entre 2005 et la fin du mandat de Michel Aoun. Il s'agit notamment d'une vacance de six mois entre la fin du mandat d'Émile Lahoud (novembre 2007) et le début de celui de son successeur, Michel Sleimane (mai 2008), puis de deux ans et demi entre la fin du sexennat de ce dernier (mai 2014) et l'élection de Michel Aoun (octobre 2016).

Gouvernement : ces dix-sept dernières années, le Liban aura connu plus de 1800 jours d'absence d'un cabinet ministériel de plein exercice. Pendant ces périodes, les gouvernements démissionnaires expédiaient les affaires courantes. Le record – 403 jours sans nouveau gouvernement – a été atteint entre la démission du gouvernement de Hassan Diab (août 2020) et la formation du gouvernement de Najib Mikati (septembre 2021).

Parlement : sur fond de désaccords autour de la guerre en Syrie, la Chambre des députés, issue des élections législatives de 2009, a prorogé son mandat à deux reprises, en 2013 et en 2014, jusqu'au scrutin organisé en 2018.

Chronologie

LES FAITS MARQUANTS DU MANDAT AOUN

31 octobre 2016 — Michel Aoun est élu président de la République par 83 députés sur les 127 présents.

16 juin 2017 — vote d'une nouvelle loi électorale.

6 mai 2018 — premières élections législatives depuis 2009.

17 octobre 2019 — début d'un mouvement de contestation inédit contre la classe politique, accusée de corruption et d'incompétence. Les manifestations dureront plusieurs mois.

7 mars 2020 — surendetté, le Liban annonce son premier défaut de paiement de son histoire.

4 août 2020 — une gigantesque explosion provoquée par l'incendie d'un stock de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium

entreposé dans un hangar du port de Beyrouth ravage plusieurs quartiers de la capitale, faisant plus de 200 morts et 6500 blessés.

14 octobre 2021 — des affrontements entre miliciens chiites et chrétiens font six morts à Beyrouth, en marge d'une manifestation à l'appel du Hezbollah. Celle-ci visait à exercer une pression sur le juge Tarek Bitar, chargé d'enquête sur la tragédie du 4 août.

15 mai 2022 — les législatives, marquées par l'entrée au Parlement d'une dizaine de députés issus du mouvement de contestation, ne donnent aucune majorité absolue, ni au camp du Hezbollah ni à ses adversaires.

27 octobre 2022 — le Liban et Israël signent un accord sur le tracé de leur frontière maritime.

SOCIÉTÉ

L'arabe, une langue en voie de disparition?

Dans les pays du Golfe et du Moyen-Orient, l'arabe littéraire, ampoulé et complexe, est menacé par l'anglais. L'arabe dialectal, lui, résiste encore.

—The Economist Londres

On aurait pu croire que seuls des Occidentaux avaient été invités à cette soirée. De jeunes hommes se bécotaient dans le couloir. Des filles descendaient des gobelets de vin. Même s'il n'y avait là que de jeunes Émiratis, presque tout le monde se parlait en anglais : aujourd'hui, il devient la langue dominante dans le Golfe.

Sur le papier, l'arabe est l'un des idiomes les plus parlés sur

la planète. Il compte plus de 400 millions de locuteurs. Mais les Arabes s'expriment dans une pléthore de dialectes. Le faible niveau d'instruction en arabe sape la pureté de la langue, tandis que l'anglais se répand. De nombreux élèves des écoles primaires bavardent dans un sabir mélangé d'anglais et d'arabe. *"D'ici un siècle, ce sera peut-être une langue morte"*, déplore un ancien diplomate britannique, spécialiste de l'arabe.

Le recul de cette langue est lié à l'histoire récente. Des millions

de gens ont été chassés des établissements d'enseignement à cause de guerres civiles. Bagdad et Damas, qui furent des bastions du nationalisme et de la culture arabes, ont été ravagés par la violence. *"La langue reflète la puissance [des États]",* note Ebtesam Al-Ketbi, une universitaire émiratie. *Les Chinois, les Japonais et les Coréens ont tous préservé leur langue. Pas nous."* *"Ceux qui fuient nos pays ne parlent souvent plus bien l'arabe"*, se lamente un Bahreïni.

L'anglais représente la plus lourde menace. En 2017, l'enquête sur la jeunesse arabe, réalisée par un institut de sondages de Dubaï, a révélé que les Arabes du Golfe le parlaient davantage que leur propre langue. L'Arabie saoudite vient de décider à son tour d'enseigner l'anglais aux élèves dès la première classe de primaire. Pour une importante minorité d'enfants qui fréquentent les écoles privées du Golfe, l'anglais est la première langue d'enseignement. La diffusion de l'anglais

est irrésistible, si l'on en croit M^{me} Al-Ketbi. D'après une étude de la Banque mondiale publiée l'année dernière, de nombreux enfants arabes, même en quatrième année d'école primaire, ont du mal à rédiger une phrase cohérente en arabe.

La fragmentation de la langue arabe témoigne de la désunion des Arabes. Les divers dialectes, avec leur vocabulaire, leur syntaxe et leur accent, s'infiltrèrent dans des bastions de l'arabe lit-

Des millions de gens ont été chassés des établissements d'enseignement à cause des guerres.

téraire, tels que les Parlements, les émissions de télévision et les maisons d'édition. Pour favoriser la diffusion des ouvrages, les éditeurs publient plus de livres en dialecte. En 2019, Nadia Kamel a remporté un prix littéraire en

Égypte pour un roman en arabe dialectal. Les chaînes d'information émettent toujours en arabe littéraire, si bien que de nombreux Arabes préfèrent s'informer sur les réseaux sociaux, dont les textes sont souvent en arabe dialectal mais écrit en caractères latins. Disney double maintenant ses films en dialecte égyptien. L'expression de l'amour paraît ampoulée en arabe littéraire.

Les champions de l'arabe essaient de contre-attaquer. Celui-ci, bien sûr, restera la langue du Coran. *"Je pense que l'arabe est plus vivant que le latin, du fait de son utilisation dans les médias, les sermons et les discours"*, fait valoir Hossam Abouzahr, fondateur de The Living Arabic Project, une plateforme en ligne qui s'efforce de faire revivre la langue. *"Le latin a survécu dans les églises pendant des siècles, alors même qu'il n'avait plus de locuteurs dont c'était la langue maternelle"*, conclut-il sur une note d'espoir.—

Publié le 29 septembre

Pour être plus proche de Martin, on lui permet de retirer son colis avec son smartphone.



Avec L'Identité Numérique La Poste*, retirez plus facilement votre Colissimo en bureau de poste.

* Application gratuite et téléchargeable sur App Store et Google Play. Voir conditions.



vous simplifier la vie



france

Nouvelle-Calédonie. Un nickel très convoité

Des puissances étrangères lorgnent le territoire français, qui abrite un quart des réserves mondiales de ce minerai stratégique. L'exploitation et l'extraction du nickel, destructrices pour l'environnement, divisent les habitants, déjà partagés sur les questions de l'indépendance et du contrôle de terres.



—South China Morning Post Hong Kong

La route sinueuse et crevasse qui relie le site minier de Goro au monde extérieur est encadrée par des falaises bordées de corail et des forêts ponctuées de cascades et de torrents. Mais ce qui fait tout l'intérêt de cette région pittoresque se trouve sous sa terre rouge : le nickel, surnommé "l'or vert".

Goro est en Nouvelle-Calédonie, un archipel perdu à 1 500 kilomètres à l'est de l'Australie et qui n'est peuplé que de 272 000 habitants. Ce territoire français exerce une influence disproportionnée, car il abrite 7,1 millions de tonnes de nickel – un quart des réserves mondiales connues de ce minerai, essentiel pour produire les batteries au lithium nécessaires aux véhicules électriques.

Alors que la Chine s'efforce de s'étendre dans la région indo-pacifique et que les États-Unis et leurs alliés tentent de contrer Pékin en limitant son accès aux chaînes d'approvisionnement, les richesses en nickel de la minuscule Nouvelle-Calédonie en font

un acteur capital dans la rude concurrence pour ce minerai vital, susceptible à terme de façonner l'économie de la planète.

Pour les États-Unis, les enjeux sont énormes. Le pays n'a aucune capacité de traitement du nickel et ne compte qu'une mine active, située dans le Michigan, qui devrait fermer en 2025. Les responsables du secteur énergétique disent du nickel de classe 1 qu'il représente "une vulnérabilité fondamentale, et une occasion unique".

Tesla, principal client. Près de 84 % du nickel mondial est raffiné par des entreprises chinoises. L'Indonésie a toujours été un des principaux fournisseurs, sa production se montant à 34 % du total mondial. Mais son nickel nécessite d'être encore raffiné pour fabriquer des batteries, contrairement à celui de Nouvelle-Calédonie, de meilleure qualité.

L'an dernier, une étude sur les chaînes d'approvisionnement cruciales pour les États-Unis, réalisée à l'occasion des cent premiers jours du gouvernement Biden, avait appelé la Maison-Blanche à "investir dans les capacités de raffinage de nickel

en coordination avec les pays alliés". Washington a également inscrit le nickel sur sa liste des minerais stratégiques. Le producteur américain de voitures électriques Tesla a conclu un accord pour plusieurs années avec la mine de Goro afin d'y acheter directement 42 000 tonnes de nickel.

La décision de sécuriser la chaîne d'approvisionnement en nickel du plus grand constructeur de véhicules électriques au monde concorde avec l'objectif récemment annoncé par Joe Biden de fabriquer et d'assembler de tels véhicules de façon délocalisée dans des pays alliés d'ici à 2030.



✎ Dessin d'Otto paru dans Der Freitag, Berlin.

Si l'implication de Tesla a éveillé l'espoir d'une plus grande productivité et d'une amélioration de la situation environnementale en Nouvelle-Calédonie, le passé sanglant du territoire et la lutte que mène depuis des décennies la population indigène kanak pour reprendre le contrôle de terres qu'elle juge sacrées pourraient torpiller le projet et, redoute-t-on à Paris, accroître l'influence de la Chine.

Les loyalistes souhaitent que la France, puissance européenne, continue à "s'investir dans le contrôle des ressources naturelles", déclare Matthias Kowasch, spécialiste de l'Océanie à l'École supérieure de pédagogie de Graz, en Autriche.

À l'opposé, "les groupes indépendantistes réclament que le contrôle des ressources naturelles du territoire soit confié à la Nouvelle-Calédonie, et non à la France".

Il est difficile de savoir combien de temps la France pourra maintenir son emprise sur la Nouvelle-Calédonie. Les Kanaks représentent 41 % de la population, et la plupart ont préféré ne pas participer au dernier référendum sur l'indépendance de l'archipel. L'histoire récente montre que les décisions liées à l'extraction du nickel ont aussi des répercussions politiques, qui vont bien au-delà des rives de la Nouvelle-Calédonie.

Située sur la côte sud de la Grande Terre, l'île principale, l'exploitation de Goro est l'un des trois principaux producteurs de nickel du territoire. Sa mine à ciel ouvert, qui porte le nom d'une tribu voisine, se heurte depuis des années à l'opposition des riverains, qui dénoncent un désastre écologique et des pertes financières. André Vama, chef de clan des Goro, explique qu'en 1991 les anciens de la tribu avaient

autorisé Inco, géant minier canadien, à construire une raffinerie de nickel, pour un coût de 4,5 milliards de dollars, partant du principe que cela créerait des emplois et serait synonyme de prospérité. Il assure que personne ne les avait prévenus que de l'acide serait utilisé pour extraire le nickel, ni qu'il serait nécessaire d'abattre des arbres d'espèces endémiques pour installer la mine.

"La plupart de ces arbres ont des propriétés médicinales, décrit Vama. Si nous les perdons, nous ne pourrions pas transmettre ce savoir aux générations suivantes." Inco ayant refusé de mettre fin au projet en 2006, des affrontements ont éclaté entre manifestants kanaks et troupes françaises. Dans les deux années qui ont suivi, la méthode d'exploitation a changé. Le nouveau propriétaire, le groupe brésilien Vale, a eu recours à la lixiviation

Les riverains du site minier de Goro dénoncent un péril écologique et des pertes financières.

tion acide à haute pression pour extraire une version plus raffinée du nickel. Mais d'autres problèmes se sont fait jour. Depuis 2010, au moins quatre fuites d'acide ont été signalées sur le site, causant la mort de milliers de poissons d'espèces endémiques et menacées.

La discorde autour de l'extraction du nickel est inextricablement liée à la question de l'indépendance de l'archipel, déclaré colonie française en 1853. Il règne pour l'essentiel une paix durable, mais la capitale, Nouméa, a été le théâtre de violences en 2020, quand Vale a annoncé son intention de vendre la mine, qui perdait de l'argent, à la société australienne New Century Resources.

La décision a entraîné la démission de cinq membres indépendantistes du gouvernement de Nouvelle-Calédonie. Ce qui a précipité la chute de l'exécutif mené par Thierry Santa au début de 2021, ouvrant la voie à Louis Mapou, premier Kanak indépendantiste à devenir président du gouvernement du territoire. Vale a fini par s'entendre avec Prony Resources, un consortium

international dont 19 % sont détenus par Trafigura, courtier en matières premières qui a son siège en Suisse. Plus de la moitié des parts appartiennent conjointement à des communautés locales, y compris à des représentants des tribus. Des membres des conseils des chefs de clan – groupes composés d'anciens des tribus – assistent régulièrement aux réunions du conseil d'administration et surveillent l'impact environnemental de la mine.

Prix multipliés par 3. En dépit des intrigues politiques qui l'entourent, le secteur du nickel reste le poumon de l'économie néo-calédonienne, il représente 90 % du total des exportations du territoire et entre 7 % et 10 % de son PIB. La Nouvelle-Calédonie ne peut que tirer parti du boom annoncé dans le domaine des véhicules électriques, mais, à en croire les spécialistes, il lui faudrait produire plus de 100 000 tonnes de nickel par an pour profiter de la demande mondiale croissante de minerai de classe 1. Matthias Kowasch souligne que les producteurs de nickel de l'archipel prédisent une rentabilité fondée sur cette demande en hausse exponentielle, après des années de pertes.

La mine de Goro est associée à Tesla dans le cadre d'un partenariat technique et industriel pour produire du "nickel vert", précise Kowasch, tandis que les autres producteurs de Nouvelle-Calédonie cherchent à accroître leur rendement. Les prix du nickel ont augmenté de 200 % au cours des trois dernières années. Ils ont crevé le plafond à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, contraignant la Bourse des métaux de Londres à suspendre les échanges sur ce minerai. D'après l'agence londonienne Benchmark Mineral Intelligence, afin de répondre à la demande actuelle en nickel raffiné pour les batteries, le monde a besoin d'au moins 72 sites miniers, représentant une production moyenne de 42 500 tonnes.

Quoi qu'il en soit, le secteur est un employeur vital en Nouvelle-Calédonie, où le chômage frise les 17 %. Un emploi sur quatre dans le secteur privé y est tributaire du nickel, selon l'Institut de la statistique et des études économiques

L'impossible dialogue

●●● Comment renouer le dialogue malgré le blocage à la suite du dernier référendum ? Le 28 octobre, à l'invitation de la Première ministre, Élisabeth Borne, Matignon organisait la première "convention des partenaires" pour la Nouvelle-Calédonie. Indépendantistes, loyalistes et État français devaient mener des consultations pour se mettre d'accord sur la méthode et le calendrier des discussions portant sur l'avenir institutionnel du territoire d'outre-mer. Mais le 23 octobre, les représentants des indépendantistes ont annulé leur participation. La réussite de la reprise du dialogue semble plus que jamais incertaine. Depuis le troisième référendum prévu dans le cadre de l'accord de Nouméa de 1998, boycotté par les indépendantistes le 12 décembre 2021, le dossier est au point mort. Les trois parties ne dialoguent plus. Il y a presque un an, le non à l'indépendance l'avait emporté, comme en 2018 et en 2020, à 96,5 % des voix, mais avec 56,1 % d'abstention.

du territoire. Et plus de la moitié des employés des mines sont des Kanaks, ouvriers pour la plupart. Leur sort dépend ainsi des rivalités géopolitiques à l'œuvre dans la région.

En 2015, la France a voulu bloquer l'expédition de nickel vers la Chine, ce qui a abouti à un blocus d'un mois orchestré par les chauffeurs kanaks, qui redoutaient des suppressions d'emplois. Le congrès de la Nouvelle-Calédonie a par la suite approuvé les exportations. La Chine attire aujourd'hui 57 % du nickel exporté par le territoire. En 2018, elle était la principale destination des exportations néo-calédoniennes, dont elle concentrait 31,7 %, essentiellement grâce au nickel. La mine de Koniambo, détenue à la fois par des Kanaks et par la société suisse Glencore, aurait déjà conclu un partenariat

La demande actuelle en nickel raffiné pour les batteries nécessite au moins 72 mines dans le monde.

avec le chinois Yichuan Nickel Industry et avec le producteur d'acier sud-coréen Posco.

Mais il n'y a pas que le nickel en Nouvelle-Calédonie. Preuve qu'il est conscient de l'importance croissante du territoire, le président Emmanuel Macron y a effectué une visite, ainsi qu'en Australie, en 2018. Il en a profité pour mettre en avant le rôle de la France dans la région et a dépeint un axe constitué avec

l'Inde et l'Australie, étayé par des ventes d'armes : des avions de combat Rafale pour l'Inde, des armements destinés à des pays d'Asie du Sud-Est comme l'Indonésie, et un contrat de 90 milliards de dollars avec l'Australie, portant sur la construction de sous-marins pour la marine nationale. Or, ledit contrat a été annulé par Canberra, qui a préféré acheter des sous-marins nucléaires aux États-Unis et à la Grande-Bretagne l'an dernier dans le cadre d'un pacte de sécurité baptisé Aukus.

Territoire divisé. Pour Cleo Paskal, chercheuse à la Fondation pour la défense des démocraties, à Washington, il est évident qu'"aucune puissance occidentale ne souhaite l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie" et que "tout le monde est conscient que la Chine y est au contraire favorable". "La Nouvelle-Calédonie a servi de base aux opérations américaines dans cette partie du Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale", rappelle-t-elle, en soulignant que beaucoup de "moyens militaires et de renseignement" français y sont installés.

Dans sa volonté d'influencer les pays indépendants du Pacifique, la Chine adopte une approche qui consiste à "rejeter les gens tout en bas de l'échelle économique", ajoute Cleo Paskal. "Regardez ce qui s'est passé dans les Tonga et les Salomon." Un pacte de sécurité passé avec les Salomon autorise la police, les militaires et d'autres forces chinoises à contribuer au maintien

de "l'ordre social". Il a été signé en avril, à la suite de violences qui avaient visé des entreprises chinoises dans l'archipel. En 2019, les Îles Salomon s'étaient jointes à leurs voisins – les Fidji, les Kiribati, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Tonga et le Vanuatu – lors d'un basculement d'alliance, abandonnant Taïwan au profit de Pékin en échange d'une aide au développement.

La Nouvelle-Calédonie reste aujourd'hui profondément divisée, pour l'essentiel entre les indépendantistes kanaks, issus de milieux socio-économiques modestes, et les Européens profrançais, relativement aisés. Trois référendums ont été organisés sur la question de l'indépendance, en 2018, 2020 et 2021, et tous ont confirmé le

"Aucune puissance occidentale ne veut l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, excepté la Chine."

Cleo Paskal, CHERCHEUSE

statu quo. Mais à chaque fois, la marge s'est réduite. La dernière consultation a été compromise par un faible taux de participation [43,87 %], la majorité des Kanaks s'étant abstenus de voter.

Durement touchés par la pandémie de coronavirus, les Kanaks ont été ulcérés quand Macron a invoqué la présidentielle française prévue en avril pour justifier que la date du dernier référendum soit avancée de 2022 à 2021. Une alliance de partis indépendantistes kanaks l'a accusé d'exploiter le Covid-19 et a qualifié sa décision de "déclaration de guerre".

Selon Tess Newton Cain, chercheuse du Griffith Asia Institute, en Australie, les futurs référendums avantageront sans doute les Kanaks, les données de recensement indiquant que leur population augmente : "Plus le temps passera, plus leur base électorale se développera. D'année en année, de plus en plus de jeunes Kanaks sont en âge de voter." L'inverse est vrai pour les autres habitants, qui, en général, soutiennent la présence française. Sonia Backès, présidente des Républicains calédoniens, un parti profrançais, pense que le départ de la France permettrait à la Chine de "profiter de la situation".

La plupart des Kanaks considèrent la Chine comme un probable partenaire à l'avenir. Mickaël Forrest, membre du gouvernement néo-calédonien et représentant kanak au sein du Comité spécial de décolonisation de l'ONU, assure que le territoire pourrait survivre sans la France. "Nous travaillerons en faveur du développement et établirons de bonnes relations avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Chine, entre autres, promet-il. Nous savons ce qui est sur la table pour discuter avec la Chine, avec les États-Unis."

La Nouvelle-Calédonie a gagné en notoriété ; elle fait officiellement partie du Forum des îles du Pacifique depuis 2016, afin de mieux coopérer à l'échelle de l'Océanie. Mais elle a été exclue du sommet du Pacifique de Joe Biden, organisé les 28 et 29 septembre derniers pour lutter contre la présence grandissante de la Chine dans la région. Du point de vue de Jessica Collins, du Lowy Institute, en Australie, Washington n'a pas tant voulu "ignorer" la Nouvelle-Calédonie que montrer que Biden "respectait la gouvernance française dans le Pacifique".

Le territoire n'aurait de valeur stratégique pour la Chine que s'il devenait indépendant, conclut Collins, ajoutant que les États-Unis "peineront [...] à contrôler les chaînes d'approvisionnement depuis la Nouvelle-Calédonie, que le projet de Tesla réussisse ou non et que l'archipel devienne indépendant ou non".

—Khushboo Razdan

Publié le 16 septembre

SOURCE



SOUTH CHINA MORNING POST

Hong Kong, Chine

Quotidien, 100 000 ex.

scmp.com

Propriété de Jack Ma (Ma Yun), patron du géant du commerce électronique chinois Alibaba, le grand quotidien de langue anglaise de Hong Kong est indispensable à qui veut suivre la Chine. Le quotidien assure un suivi factuel de l'actualité chinoise et hongkongaise très complet. Les pages magazine fournissent parfois de bons reportages sur les pays voisins.



afrique

✎ Dessin de Ramsès, Cuba.

Politique. Kemi Seba, chantre de la haine

Sous prétexte d'un discours panafricain, ce militant franco-béninois distille en réalité une rhétorique qui n'a rien à envier à celle du nationalisme européen.

—Africa Is a Country
(extraits) New York

Si vous vous intéressez de près à la politique migratoire de l'Europe, en particulier celle de l'Italie, vous aurez peut-être remarqué que la droite raciste et nationaliste s'approprie le discours des héros et penseurs marxistes et anti-impérialistes d'antan pour défendre ses idées xénophobes et nationalistes.

Et les sources d'inspiration sont variées : Samora Machel (père de l'indépendance au Mozambique) [1933-1986, premier président de la République populaire du Mozambique indépendant entre 1975 et 1986], Thomas Sankara (révolutionnaire burkinabè) [1949-1987, président de la Haute-Volta, devenue le Burkina Faso, de 1983 à 1987], Che Guevara [révolutionnaire marxiste-léniniste et internationaliste argentin], Simone Weil

(philosophe française influencée par les courants marxiste et anarchiste), et plusieurs figures emblématiques de l'intelligentsia italienne comme Sandro Pertini (militant antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale, il prit ensuite la tête du Parti socialiste avant d'être élu président de la République dans les années 1980), et Pier Paolo Pasolini (intellectuel communiste de premier plan).

En Italie, la récupération des idées marxistes, souvent déformées ou sorties de leur contexte, pour défendre des doctrines racistes, ultraconservatrices ou nationalistes porte un nom : le *rossobrunismo* [mouvance rouge-brun].

Le phénomène a pris une telle ampleur que plusieurs écrivains – notamment les membres du collectif Wu Ming [pseudo-nyme d'un groupe d'écrivains italiens dont l'un des romans, *Q*, aurait involontairement donné

naissance au mouvement complotiste QAnon] – s'emploient à battre en brèche ces arguments. Parmi leurs faits d'armes : une fausse citation de Samora Machel accusant les puissances coloniales et capitalistes d'utiliser l'immigration pour affaiblir les sociétés africaines, et régulièrement relayée par les nationalistes sur les réseaux sociaux [Dans la citation qui lui est faussement attribuée, il aurait dénoncé "*le mythe de l'émigration*" et qualifié les Africains qui quittent leur continent de "*contre-révolutionnaires*", "*de pions de l'impérialisme*"].

En se réappropriant ainsi les discours d'intellectuels et d'hommes politiques panafricanistes comme Machel et Sankara, l'extrême droite a franchi un cap dans l'art de la récupération.

Qu'est-ce qui peut bien pousser les électeurs d'un parti xénophobe, dont les dirigeants ont prôné l'épuration ethnique, proféré des injures racistes à l'encontre d'une ministre noire et milité pour la défense de la "*race*

blanche", à justifier leur refus de l'immigration par des citations – souvent erronées – de Machel ou Sankara ?

Pour bien comprendre ce phénomène, il n'est pas inutile de se pencher sur la trajectoire de Kemi Seba, militant franco-béninois à l'origine de nombreuses polémiques dans le monde francophone et dont les idées commencent également à être reprises sur les forums et les blogs italiens.

Au départ affilié à la branche française de l'organisation américaine Nation of Islam [groupe américain suprémaciste noir], Kemi Seba s'est fait connaître au début des années 2000 par l'intermédiaire de différents mouvements militants puis de ses propres associations, se réclamant toutes, à des degrés divers, de l'afrocentrisme radical.

En France, où la classe politique est très divisée et où les formes les plus modérées de pensée identitaire suscitent la méfiance, les déclarations de Kemi Seba ont provoqué des tollés prévisibles et lui ont valu plusieurs condamnations pour incitation à la haine raciale.

Il prône la ségrégation raciale (ou "*l'ethno-différencialisme*", selon ses propres termes) et cite régulièrement l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop [historien et homme politique qui s'est attaché à montrer l'apport de l'Afrique à la civilisation mondiale], dont il s'est inspiré pour créer ses mouvements "*kémistes*" [le *kémisme* est une spiritualité s'inspirant de la religion de l'Égypte antique], qui attribuent la fondation de la civilisation égyptienne antique aux peuples noirs [s'inspirant de l'une des thèses de Diop].

Appel à se défendre. Parmi ses modèles figurent aussi Marcus Garvey [militant panafricain jamais quain], dont il détourne les idées pour exhorter tous les Français et Européens noirs à rentrer dans la mère patrie africaine – et qualifie ceux qui décident de rester de "*traîtres*".

On pourrait s'attendre à ce que les attaques véhémentes de Kemi Seba se concentrent sur l'oppressé blanc, alors qu'il s'en prend en fait régulièrement aux militants et personnalités publiques noires vivant en France, qu'il

accuse d'encourager l'intégration et la coopération avec le système blanc.

Depuis quelques années, Seba prétend toutefois vouloir renoncer à ses thèses suprémacistes au profit d'une approche panafricaine plus globale, et s'est installé au Sénégal puis au Bénin.

Et puisqu'il s'adresse désormais à un public majoritairement issu d'Afrique de l'Ouest, il a rallongé

"Les nationalistes blancs ne veulent pas de nous et nous ne voulons pas d'eux."

Kemi Seba

la liste de ses prétendues sources d'inspiration en conséquence. On y trouve désormais l'ancien président burkinabè et révolutionnaire Thomas Sankara – qui reste l'un des plus grands modèles politiques de la jeunesse en Afrique francophone.

Seba a aussi épousé la lutte contre le franc CFA [franc de la Communauté financière africaine hérité de la colonisation française et utilisé par 14 pays d'Afrique], s'appuyant sur une réflexion lancée par les travaux d'économistes tels que Ndongo Samba Sylla [économiste sénégalais qui prône une refonte totale du système monétaire ouest-africain] et Kako Nubukpo [économiste et ancien ministre des finances togolais engagé contre le franc CFA], bien avant que le Franco-Béninois ne reprenne le sujet à son compte. En août 2017, il a mis le feu à un billet de 5 000 francs CFA [environ 7,50 euros] en public à Dakar – un acte interdit par la loi sénégalaise –, ce qui lui a valu quelques jours de détention et son expulsion du pays.

Les rapports ambigus qu'entretient l'extrême droite avec les idées de Kemi Seba ne datent pas d'hier, notamment en France. Évidemment, ses doctrines ségrégationnistes et son appel à regagner le continent africain sont une aubaine pour les racistes blancs qui luttent de toutes leurs forces contre la perspective d'une France multiculturelle et pluri-ethnique. Seba, de son côté, tend régulièrement la main aux nationalistes blancs.

En 2007, il déclarait : "*Je rêve de voir les Blancs, les Arabes et les Asiatiques s'organiser pour défendre*

leur identité propre. Nous combattons tous ces macaques qui trahissent leurs origines [...]. Les nationalistes sont les seuls Blancs que j'aime. Ils ne veulent pas de nous et nous ne voulons pas d'eux."

Quelques années plus tard, il affirmait aussi : "Je veux que les gens comprennent qu'ils n'ont rien à gagner à rester en France, et tout à gagner à vivre en Afrique. Malheureusement, les Noirs sont lents à comprendre et ne se réveillent que lorsqu'ils se sentent en danger, une fois confrontés à la bestialité et à la brutalité." "Alors peut-être que s'il y avait un France un mouvement similaire à Aube dorée, avançait-il en 2012 en réaction au succès grandissant du parti néonazi grec, [une formation] dont les militants jetteraient les Noirs à la mer et en violeraient quelques-uns, peut-être que certains Noirs comprendraient qu'il ne fait pas bon vivre en France et retourneraient dans la mère patrie africaine."

Si ses soutiens ont prétendu par la suite qu'il s'agissait d'une simple provocation, Seba reste un interlocuteur et un invité privilégié des groupuscules d'extrême droite. Le magazine en ligne de l'association Égalité & Réconciliation, fondée par Alain Soral, a souvent servi de porte-voix au Franco-Béninois – Soral, qui a troqué ses convictions communistes de jeunesse contre les idées du Rassemblement national, est une figure bien connue de la mouvance rouge-brun française.

En 2006, le Franco-Béninois chantait les louanges des jeunes militants nationalistes blancs dans un long entretien avec *Novopress*, le site d'actualité du parti Bloc identitaire [rebaptisé Les Identitaires en 2016]. Ce mouvement nationaliste œuvre à la démocratisation de la théorie complotiste du "grand remplacement", qui dénonce un soi-disant projet de "colonialisme inversé" en Europe. Il y a quelques années, des militants de [Génération identitaire, un groupe créé comme la branche jeunesse de Bloc identitaire et dissout en 2021] ont organisé des patrouilles pour intercepter les réfugiés qui tentaient de franchir la frontière franco-italienne.

En 2008, Kemi Seba organisait une manifestation contre la présence militaire française à l'étranger en collaboration avec Droite socialiste, un groupuscule dont plusieurs proches ont ensuite

Repères

Les accointances russes d'un multirécidiviste

●●● De son vrai nom Stello Gilles Robert Capo Chichi, Kemi Seba, 41 ans, a plusieurs fois été condamné par la justice française, notamment pour des propos incitant à la haine raciale ou antisémites. Il l'a été également pour avoir reconstitué son organisation, la Tribu Ka, pourtant dissoute en 2006 par les autorités françaises. Après la dissolution de la Tribu Ka, il a fondé le groupe Génération Kemi Seba, puis Jeunesse Kemi Seba et enfin le Mouvement des damnés de l'impérialisme (MDI). Ce dernier est très actif sur Internet. Installé au Sénégal, il intervient également dans divers médias du pays et d'Afrique de l'Ouest. Kemi Seba ne cache pas son admiration pour la Russie de Vladimir Poutine, estimant que ce dernier "n'a pas le sang de l'esclavage et de la colonisation sur les mains". Il vilipende aussi régulièrement sur les réseaux sociaux certains dirigeants africains, dont le Nigérien Mohamed Bazoum et le Béninois Patrice Talon, tout comme les institutions internationales comme le FMI ou encore l'ONU.



été impliqués dans une fusillade et reconnus coupables de détention illégale d'armes et de matériel explosif. Dans leur planque, la police avait retrouvé des livres d'Hitler et des éléments de propagande néonazie.

Jusqu'alors peu connu de l'autre côté des Alpes, Kemi Seba a fait son apparition il y a quelques mois sur les sites italiens. Lorsque la Ligue s'est alliée au Mouvement 5 étoiles pour former une coalition de gouvernement, le pays est devenu l'un des pionniers dans l'asso-

Seba reste un interlocuteur et un invité privilégié des groupuscules d'extrême droite.

ciation de projets politiques réactionnaires issus d'horizons divers – mouvance rouge-brun, euroscepticisme, nationalisme antimondialisation, nationalisme blanc et néofascisme, entre autres.

Rome a ainsi piqué la curiosité d'idéologues tels que Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, ou le philosophe populiste Alexandre Douguine, que l'on dit proche de Vladimir Poutine. Ce dernier a d'ailleurs reçu Kemi Seba à Moscou en 2017.

Les petites publications en ligne – comme *Oltre la Linea* ["Au-delà de la ligne"] et *L'Intellettuale*

dissidente ["L'intellectuel dissident"] –, qui mêlent prises de position pro-Poutine (sur le modèle de Douguine), critique du libéralisme et nostalgie traditionaliste, galvanisent les contempteurs du féminisme, de l'antiracisme et de l'"immigrationnisme". Elles offrent une tribune aux idées de Seba et l'ont même interviewé à l'occasion de sa venue à Rome, en juillet 2018.

Invité dans la capitale par un groupe de sympathisants italiens, le Franco-Béninois s'était rendu dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Dans un discours parsemé d'invectives contre l'Union européenne [UE] et les élites africaines qui appauvrissent l'Afrique (et forcent donc les jeunes à tenter leur chance en Europe), il avait glissé un message de soutien quelque peu particulier au ministre de l'Intérieur de l'époque et xénophobe notoire, Matteo Salvini.

"Salvini défend son peuple, avait-il déclaré – intimant à la foule, qui s'était mise à huer le ministre, de le laisser terminer sa phrase –, mais il devrait savoir que nous défendrons notre peuple nous aussi."

Dans un entretien accordé à un blog nationaliste, Seba avait ensuite apporté son soutien à la campagne virulente que mènent certains membres du gouvernement italien contre les ONG. "Vos combats rejoignent ceux de Matteo

Salvini, lui suggérait son interlocuteur : *Salvini a déclaré la guerre aux bateaux des ONG qui transportent les migrants des côtes libyennes jusque dans nos ports, parfois grâce au soutien financier des fondations de George Soros [milliardaire et philanthrope américain]; vous militiez contre l'influence en Afrique des associations humanitaires occidentales, qui vous enferment dans un état de soumission psychologique permanente.*"

"Oui, j'en ai parfaitement conscience, avait alors répondu Kemi Seba. Nous avons le même problème."

Au sein de l'extrême droite italienne, plusieurs blogueurs et leaders d'opinion ont adopté la méthode du Franco-Béninois. Ils sont désormais de plus en plus nombreux à relayer des citations anti-impérialistes – de Thomas Sankara, notamment – pour nourrir la haine envers les ONG et dénoncer les multinationales qui pillent les ressources et les richesses de l'Afrique avec la bénédiction de gouvernements locaux corrompus.

Idées déformées. Selon la logique absurde des nationalistes, le tarissement des flux migratoires à destination du Vieux Continent s'inscrirait lui aussi dans la lutte contre l'appauvrissement de l'Afrique par les Européens. Mais les partisans de cette théorie oublient que les migrations vers l'Europe ne représentent qu'une infime partie de l'ensemble des mouvements migratoires mondiaux, et que les déplacements au sein du continent africain sont bien plus nombreux.

Que penseraient Samora Machel et Thomas Sankara de la "crise des réfugiés" et des réactions populistes et xénophobes qu'elles ont provoquées aux quatre coins de l'UE? Les nationalistes blancs sont convaincus qu'ils seraient de leur côté. Mais les écrits de ces deux révolutionnaires montrent bien qu'ils n'ont jamais défendu l'exclusion des autres peuples, et encore moins la ségrégation raciale. Au contraire, leurs théories s'appuyaient sur une analyse de l'origine des inégalités et de l'exploitation à l'échelle mondiale, et de l'internationalisme fondé sur le système des classes sociales.

Thomas Sankara a clairement exprimé ces idées à plusieurs

reprises, notamment dans son discours sur la dette étrangère, prononcé lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en juillet 1987 (quelques mois avant son assassinat), une intervention fréquemment reprise aujourd'hui : "En refusant de payer, nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse mais au contraire dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est. Du reste, les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique. Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun."

Aujourd'hui, les idées de Thomas Sankara restent un outil incontournable pour tous ceux qui veulent s'affranchir d'une tutelle. La jeunesse africaine a su s'en emparer pour exiger des réformes politiques, notamment lors de la révolution burkinabè de 2014. C'est un héritage précieux, et les adversaires du racisme devraient tout faire pour le protéger de la manipulation et de la récupération par la droite raciste européenne.

— **Cristiano Lanzano**
Publié le 9 septembre

L'auteur

CRISTIANO LANZANO

Enseignant-chercheur au Nordic Africa Institute, à Uppsala, en Suède, cet anthropologue social a mené diverses enquêtes au Sénégal, au Burkina Faso, en Guinée Conakry et au Ghana.

SOURCE

AFRICA IS A COUNTRY

New York, États-Unis
africasacountry.com
Créé en 2009, *Africa Is a Country* ("L'Afrique est un pays") est un site d'information de gauche sur l'actualité africaine. Son objectif est de remettre en cause les traditionnels stéréotypes répandus dans les médias occidentaux sur les 54 pays africains.





amériques

Salvador. Un président contre le reste du monde

Trois ans après son élection, Nayib Bukele est toujours très populaire dans son pays. Mais il est devenu un paria à l'international.



—El País México (extraits)
Mexico

Le jeudi 15 septembre, quelques heures à peine après avoir annoncé officiellement sa candidature à sa réélection en 2024, et fait voler en éclat la tradition politique du Salvador [depuis deux cents ans, toutes les Constitutions n'autorisent qu'un seul mandat], le président Nayib Bukele s'est exprimé sur Twitter. Lui qui a fait des réseaux sociaux sa seule tribune a publié une photo où on le voyait embrasser passionnément sa femme dans le palais présidentiel. En dépit de la gravité de la situation, ce tweet a eu plus de succès que le discours présidentiel

annonçant sa candidature. Une fois de plus, le président excelle dans l'art de brouiller la frontière entre vie publique et vie privée, une stratégie qui fonctionne très bien pour régler les débats dans le pays, mais qui est très mal vue à l'étranger.

Programme ambigu. Critiqué par les États-Unis, tenu à distance par l'Europe et source d'étonnement pour l'Amérique latine, Nayib Bukele ne fait pas l'unanimité. C'est peut-être pour cette raison que, lors de l'annonce de son intention de rester au pouvoir jusqu'en 2029, il a réservé la primauté de ses attaques à la communauté internationale : "Nous ne nous plions pas aux diktats

internationaux. Cela fait deux cents ans qu'on nous donne des leçons, et toutes ont échoué. Maintenant que nous commençons à aller de l'avant, une partie de la communauté internationale condamne les actions qui font notre succès." "Ils auront beau ne pas être d'accord, ce ne sont pas eux qui décident, c'est le peuple du Salvador", a-t-il ajouté.

Jusqu'à présent, pendant ses trois années à la tête du pays, Bukele a navigué entre succès nationaux et désapprobation de la communauté internationale.

L'arrivée au pouvoir d'un outsider au programme électoral ambigu, qui n'a pas besoin de battre le pavé ou de participer à des débats pour jouir d'une cote de popularité de 85 % – la plus

forte pour un président sur tout le continent –, a suscité au départ une certaine méfiance, qui s'est peu à peu changée en défiance pour de nombreux pays, comme les États-Unis, très critiques à l'égard de l'ancien publicitaire de 41 ans. Ces derniers mois, l'administration Biden a sanctionné des proches de Bukele en retirant des visas et en gelant les biens de fonctionnaires et d'anciens fonctionnaires de son gouvernement pour corruption ou activités contraires à la démocratie.

L'année dernière, l'Usaid, l'agence américaine pour le développement, a décidé d'arrêter de financer la police, la justice et la Cour suprême après la destitution illégale des juges de cette même Cour suprême par le président pour en nommer d'autres – ceux qui aujourd'hui autorisent sa réélection.

Ces fonds sont désormais affectés à la société civile et au soutien d'un journalisme indépendant, ce qui n'a fait que nourrir les critiques de Bukele vis-à-vis des États-Unis ou de George Soros, qu'il a accusé d'avoir financé des manifestations contre le pouvoir il y a un an.

Lors de la célébration de la fête de l'Indépendance, en 2021, Bukele avait violemment attaqué en sa présence la chargée d'affaires américaine Jean Manes, qui l'avait comparé à Hugo Chávez.

Le corps diplomatique ne fait pas non plus confiance à Bukele.



Lors d'une rencontre en mai 2021 avec la plupart des ambassadeurs, très critiques à l'égard de sa dérive autoritaire, ces derniers ont eu la surprise de découvrir que le président avait enregistré la réunion pour la diffuser à la télévision nationale.

"Ne nous fais pas chier". Face aux protestations de l'ambassadeur chilien, l'un des porte-parole de Bukele, Walter Araujo, a réagi sur les réseaux sociaux en disant : "Un président n'a pas à demander la permission à un ambassadeur. Si vous êtes habitué à rester dans l'ombre, c'est votre choix, mais vous n'avez pas à l'exiger. Ne nous fais pas chier, command."

À la méfiance internationale s'ajoute la réprobation des organismes économiques depuis l'adoption du bitcoin comme monnaie légale au Salvador [parallèlement au dollar]. Le pays, l'un des plus pauvres du continent, est en effet très dépendant des prêts internationaux.

Lorsque la cryptomonnaie est entrée en vigueur, le 7 septembre 2021, sa valeur était d'environ 45 000 dollars, mais elle se négocie aujourd'hui à environ 20 000 dollars, ce qui a eu des répercussions négatives sur ses relations avec le Fonds monétaire international, qui a exigé à plusieurs reprises l'abandon du bitcoin en raison des "grands risques" que cette cryptomonnaie faisait courir au pays.

Les relations de Bukele avec les ONG ne sont guère meilleures. Selon Tamara Taraciuk, présidente de Human Rights Watch pour les Amériques : "L'avenir de la démocratie salvadorienne est plus que jamais menacé par cette décision [de se représenter], qui accentue la dérive autoritaire."

Avec son annonce, Bukele a une fois de plus réussi à séduire sa femme et le peuple salvadorien, mais la communauté internationale devra attendre.

—Jacob García
Publié le 18 septembre



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Carac est une mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance accessible à tous.

La Carac donne un coup de pouce à votre pouvoir d'achat

**0% de frais
sur versement*
sur toute la gamme**

**Une épargne
sécurisée
sur le fonds en euros**

**Un placement
disponible
en cas de coups durs**



**Contactez
un conseiller Carac**

www.carac.fr

► N° Cristal 0 969 32 32 52

APPEL NON SURTAXÉ

* Les contrats Carac Épargne Génération, Carac Épargne Patrimoine, Carac Épargne Protection, Carac Épargne Solidaire et le PER Individuel Carac bénéficient de 0% de frais sur versement. Les frais de gestion appliqués sur l'épargne gérée sur le support Sécurité libellé en euros et sur les supports libellés en unités de compte : 0,90 % prélevés annuellement.

Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. La Carac s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur. Le risque financier de moins-value est donc supporté par l'adhérent.



Carac - Mutuelle d'Épargne, de Retraite et de Prévoyance
Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité - SIREN : 775 691 165
Siège : 159, Avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine cedex
Numéro Cristal : 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) - www.carac.fr

à la une



L'AMÉRIQUE AU POINT DE RUPTURE

Le 8 novembre, c'est en ordre dispersé que les Américains vont se rendre aux urnes pour les élections de mi-mandat. Du Texas à la Californie, de la Géorgie au Wisconsin, jamais les États-Unis n'ont été aussi divisés, comme l'a montré cette campagne électorale où les sujets de discorde ont abondé : l'avortement, l'immigration clandestine, l'inflation ou encore la politique étrangère. Une menace pèse sur la démocratie américaine, sur son système électoral et ses institutions, de plus en plus écartelées entre deux camps irréconciliables. Jusqu'à la sécession ? Les analyses de la presse américaine.

Qu'est devenu le rêve américain ?

Ce concept quasi centenaire, promesse de prospérité et d'ascension sociale, a longtemps été un idéal à atteindre. Aujourd'hui, le rêve américain est devenu un symbole à défendre, brandi par les républicains comme une arme contre les démocrates.

—The New York Times (extraits)
New York

Quand il était jeune, Juan Ciscomani lavait des voitures pour aider son père, un immigré mexicain, à payer les factures. Aujourd'hui, il est candidat du Parti républicain au siège de député de l'Arizona au Congrès de Washington. Toute sa campagne électorale repose sur une simple formule : le "rêve américain".

Pour lui, ce concept quasi centenaire, lourd de sens et d'histoire, n'est plus un idéal auquel aspirer, mais un symbole à défendre. Il explique dans un spot de campagne que le président Joe Biden et Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, sont "en train de détruire le rêve américain" avec "la crise des migrants, une inflation en roue libre et des écoles qui n'enseignent pas les bons côtés de l'Amérique".

Depuis des décennies, hommes et femmes politiques invoquent le rêve américain pour promettre ascension sociale et prospérité à tous ceux qui sont prêts à retoucher leurs manches. Une promesse longtemps porteuse d'espoir, qui attirait des immigrés du monde entier, prêts à réaliser ce rêve, génération après génération.

Désormais, une nouvelle génération de candidats et d'élus républicains utilise cette formule dans leurs discours, leurs spots de campagne et leurs tracts, mais en affirmant que le rêve américain est en train de déperir ou qu'il est en danger, menacé, selon eux, par une forte poussée de la criminalité, une immigration incontrôlée, des réglementations inutiles et des programmes sociaux trop progressistes. Nombre de ces républicains appartiennent aux minorités visibles – ce sont des immigrés ou des enfants d'immigrés, pour qui cette expression, forgée en 1931, a une profonde résonance.

Message politique d'exclusion. Pour les politiques de l'ancienne génération, le rêve américain était un formidable outil rhétorique, d'un optimisme inébranlable ; même si cet idéal passait souvent sous silence les barrières économiques et raciales qui rendaient ce rêve inatteignable pour certains. Pour les candidats républicains d'aujourd'hui, l'expression

a une tonalité plus sombre et plus pessimiste, faisant écho aux propos de Donald Trump, qui, en 2015, avait asséné : "Le rêve américain est mort." De même que de nombreux partisans de Trump veulent faire du drapeau américain un emblème de la droite, ces républicains cherchent à s'approprier le rêve américain.

La disparition du rêve américain est une petite musique fredonnée depuis longtemps par les politiques, que l'on a pu entendre chez Barack Obama ou Bill Clinton. La différence, c'est que les républicains présentent désormais la situation de manière plus offensive et font de la fin du rêve américain une ligne d'attaque, affirmant que les démocrates ont remis en cause le patriotisme lui-même. Jason

POUR LA NOUVELLE GÉNÉRATION RÉPUBLICAINE, DES PROGRAMMES SOCIAUX TROP PROGRESSISTES ET UNE IMMIGRATION INCONTRÔLÉE MENACENT LE RÊVE AMÉRICAIN.

Miyares, républicain et fils d'immigrés cubains, estime ainsi : "Les deux partis vantaient autrefois le caractère exceptionnel de l'Amérique, maintenant il n'y a plus qu'un seul parti à le faire."

Le rêve américain a participé au succès de sa campagne, qui a fait de lui le premier Latino élu procureur général de Virginie.

La députée Mayra Flores, une immigrée mexicaine qui est devenue la première républicaine latine du Texas élue au Congrès de Washington, a souligné durant sa campagne que "les démocrates sont en train de détruire le rêve américain". Dans la banlieue de Dallas, Antonio Swad, un immigré italo-libanais candidat à la Chambre des représentants de Washington, raconte dans un spot qu'il a fait la plonge à 15 ans avant d'ouvrir ses deux restaurants, et que le rêve américain ne "vient pas des largesses de l'État".

Et cette expression revient dans les spots télévisés de plus d'une dizaine de candidats républicains au Sénat ou à la Chambre des représentants, dont plus de la moitié font partie des minorités visibles. "Au Congrès, je me battrais pour défendre le rêve américain", souligne sur Twitter Yesli Vega, ancienne policière et

À la une



LINCOLN, RELÈVE-TOI

À l'approche des midterms, le magazine américain **Time** ressuscite Abraham Lincoln, qui a présidé aux destinées de l'Amérique durant la guerre de Sécession (1861-1865). "Comment notre plus grand président a sauvé la démocratie et comment nous le pouvons nous aussi", titre le magazine, qui publie les bonnes feuilles du dernier livre de l'historien Jon Meacham. Celui-ci retrace les efforts d'"Honest Abe" – le surnom de Lincoln – pour maintenir l'Union. "Ce président qui a dirigé un pays divisé [...] a beaucoup à nous apprendre en ce XXI^e siècle, dans un moment d'intense polarisation, de désaccords passionnés et de divergences d'appréciation de la réalité", souligne l'historien américain.

✎ Dessin de Joe Magee paru dans **The Guardian**, Londres.

filles de réfugiés salvadoriens, candidate en Virginie pour être élue députée à Washington.

L'engouement des républicains pour cette expression montre à quel point le parti est en train de diversifier ses rangs. Mais historiens et universitaires alertent sur le fait que certains républicains dénaturent un concept fondateur de l'Amérique pour en faire un message politique d'exclusion. Christina Greer, professeure de sciences politiques à l'université Fordham, estime : "Le Parti républicain l'utilise comme une sorte de message codé. Une manière de dire 'voilà ce que vous pouvez obtenir, à condition de pouvoir empêcher les autres de vous en priver'."

La première occurrence imprimée de l'expression "rêve américain" se trouve dans une publicité pour matelas datant de 1930. Historiens et économistes l'attribuent pourtant à l'écrivain James Truslow Adams, qui aurait popularisé le concept dans son ouvrage à succès *The Epic of America*, paru un an plus tard, en 1931.

La définition qu'il en a donnée en pleine Grande Dépression était celle-ci : "Un pays de rêve où la vie peut être meilleure, plus riche et plus épanouissante pour tous." Pour Adams, ce concept s'inscrivait dans une vision progressiste où l'État était perçu comme une force permettant de contrebalancer le pouvoir du monde des affaires.

Pour les générations suivantes, la phrase d'Adams a été associée à une image : une maison avec une clôture blanche. Les présidents, les entreprises et la culture populaire faisaient alors la promotion de l'accession à la propriété. La possibilité de devenir propriétaire s'étant réduite avec le krach de 2008, démocrates et républicains ont cherché à lui donner un nouveau sens.

Aujourd'hui, l'expression est largement détachée de ses origines progressistes : selon les républicains, l'interventionnisme de l'État est l'ennemi à abattre. "C'est là le grand tournant", explique Sarah Churchwell, autrice de l'ouvrage *A History of America First and the American Dream* [sur l'histoire des expressions "l'Amérique d'abord" et le "rêve américain"] , paru en 2018.

Hors d'atteinte. Les origines de cette vision plus conservatrice du rêve américain sont à imputer au président Ronald Reagan, qui employait souvent l'expression et l'utilisait également pour séduire l'électorat latino, vantant les louanges de la famille et de la religion et son opposition aux aides sociales de l'État. Une stratégie qui a perduré sous George W. Bush.

Les républicains continuent, certes, d'utiliser le rêve américain comme Reagan et Bush avant eux, mettant en avant une éthique très forte du travail, les valeurs chrétiennes et l'esprit d'entreprise. Mais de nombreux républicains latinos durcissent le ton : ils n'hésitent pas à souligner qu'ils sont arrivés dans ce pays "légalement", s'inquiètent de l'ouverture des frontières et appellent à terminer le mur frontalier avec le Mexique.

Cette instrumentalisation du rêve américain à des fins politiques intervient alors que les études montrent que les Américains pensent de moins en moins pouvoir atteindre cet idéal. Ces dernières années, soutiennent les historiens,

les républicains ont utilisé cette expression bien plus fréquemment que les démocrates. Dans cette campagne pour les élections de mi-mandat, plus d'une dizaine de candidats républicains citent le rêve américain dans leurs spots, mais ils ne sont que quatre démocrates à le faire.

L'un d'entre eux est Shri Thanedar, un législateur du Michigan indo-américain et candidat au Congrès de Washington, qui regrette : *“Nous avons abandonné ce terrain aux républicains.”*

Gabe Vasquez, l'adversaire démocrate d'Yvette Herrell au Nouveau-Mexique, s'est également emparé de cet idéal. Il explique à ses partisans que c'est grâce à son grand-père, qui s'était lancé en autodidacte dans la réparation de télévisions et avait fini par ouvrir sa propre officine, qu'il a pu se présenter au Congrès. Pour lui, le rêve américain ne consiste pas à acheter une maison, mais à faire en sorte que l'ascenseur social *“fonctionne pour tous et que tout le monde puisse y grimper avec vous”*.

Pourtant, même les démocrates se retrouvent à évoquer le rêve américain avec pessimisme. Selon eux, ce sont les républicains qui compliquent l'accession au rêve américain en s'attaquant au système social et en bloquant l'augmentation du salaire minimum. Ils leur reprochent en outre de s'être arrogés les symboles du patriotisme et d'en avoir fait des armes politiques. Et Vasquez de conclure : *“Ce rêve américain est en train de devenir une hallucination.”*

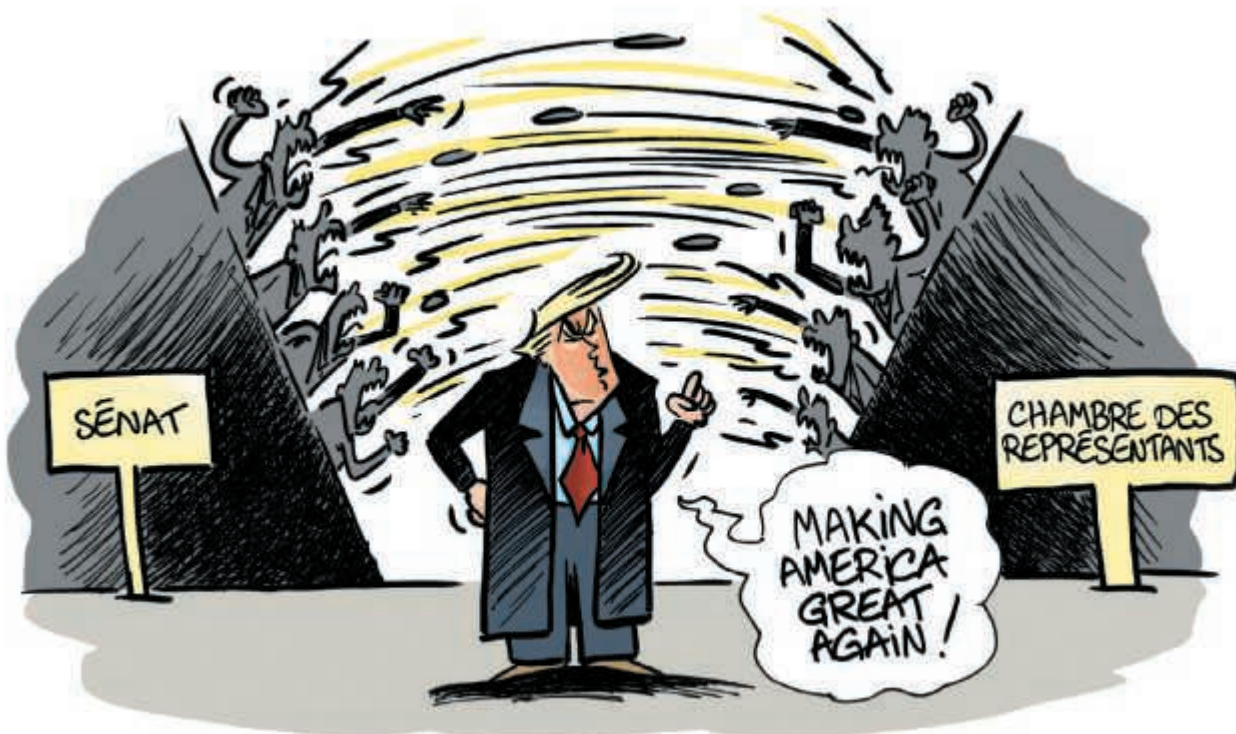
—Jazmine Ulloa

Publié le 21 août

Repères

Midterms, mode d'emploi

●●● Le mardi 8 novembre, les Américains sont appelés aux urnes pour renouveler l'ensemble des sièges de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat de Washington, ainsi que pour une multitude de scrutins locaux, depuis les gouverneurs de certains États jusqu'aux shérifs, en passant par les élus des Parlements locaux. En général le parti du président en exercice perd des élus lors de ce scrutin, pourtant les démocrates pourraient cette année conserver le contrôle du Sénat, où les dernières projections du site **FiveThirtyEight** les donnent au coude-à-coude avec les républicains. Ceux-ci sont en revanche largement favorisés pour la Chambre des représentants, selon les sondages, du fait notamment d'une carte électorale favorable. Les démocrates disposent actuellement de 220 sièges sur 435 à la Chambre et de 50 sièges sur 100 au Sénat, où la voix de la vice-présidente, Kamala Harris, leur permet de faire pencher la balance. Ce fut le cas, en août, lors de l'adoption par le Sénat d'une vaste loi pour le climat et la santé.



↑ Dessin de Caro, Suisse.

DEUX ANS DE ZIZANIE À WASHINGTON

Si comme le prédisent les sondages, les élections de mi-mandat se soldent par une victoire des républicains, parmi lesquels les plus radicaux du parti, Joe Biden aura bien du mal à gouverner.

—Los Angeles Times (extraits) Los Angeles

A moins de deux semaines des élections de mi-mandat, la probabilité – déjà forte – que les républicains reprennent le contrôle de la Chambre des représentants à Washington semble encore plus élevée. À moins d'une surprise, le président Biden devra composer pendant les deux prochaines années avec certains de ses plus fervents opposants.

Ce qui n'est pas inhabituel : depuis quarante ans, chaque président américain a dû faire face à un gouvernement divisé. Cela a même parfois produit de bonnes choses – une manière constructive de contrôler le pouvoir exécutif, par exemple. Mais pas aujourd'hui.

La Chambre des représentants ne sera pas seulement contrôlée par des républicains. Elle sera aux mains de républicains fidèles à l'ancien président Trump, parmi lesquels nombreux sont ceux qui refusent de reconnaître la légitimité de la présidence Biden.

La plupart des membres de cette nouvelle majorité auront été élus avec le soutien de Trump. Elle ne comptera pratiquement aucun critique de l'ancien président – du moins, pas un

seul qui ose exprimer publiquement ses états d'âme. Les dissidents ont été purgés.

Sur les dix républicains de la Chambre des représentants qui ont voté en faveur d'une destitution de Trump après l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021, huit sont partis à la retraite ou ont perdu les primaires. Seuls deux sont encore candidats.

Une bonne moitié des membres probables de la future majorité à la Chambre des représentants a nié ou mis en doute la légitimité de l'élection présidentielle de 2020. Et ces nouveaux élus seront encore présents lorsque le Congrès devra certifier les résultats de l'élection présidentielle de 2024.

Le probable prochain président de la Chambre des représentants, le député républicain de Californie Kevin McCarthy, est lui aussi un fidèle de Trump. Il a su tisser une relation spéciale avec l'ancien président – qui lui a témoigné sa gratitude en l'appelant de façon condescendante *“mon Kevin”*. Après l'invasion du Capitole, McCarthy a très brièvement rompu avec Trump, avant de courir trois semaines plus tard à Mar-a-Lago pour se faire pardonner.

McCarthy a indiqué que, sous son égide, d'autres proches de Trump allaient monter en

SOURCE

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles, États-Unis
Quotidien, 142380 ex.
latimes.com

Le géant de la côte Ouest. Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement.

grade. Il a notamment promis à Jim Jordan, élu républicain de l'Ohio, la présidence de la très puissante Commission judiciaire. Il a garanti à la députée de Géorgie Marjorie Taylor Greene – qui a un jour déclaré que les incendies en Californie avaient été provoqués par des lasers spatiaux financés par les Juifs – un siège à la Commission de contrôle, qui ne manquera pas d'ouvrir une enquête sur l'imprévisible fils du président, Hunter Biden.

Jordan et son Freedom Caucus [un groupe parlementaire ultraconservateur] étaient autrefois considérés comme des agitateurs. Quant à Marjorie Taylor Greene, elle faisait figure de personnage marginal, dont la capacité à attirer l'attention des médias était plus problématique qu'avantageuse. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Tous deux sont des figures centrales d'un parti qui s'est donné pour mission de paralyser l'administration Biden sur tous les sujets.

PLUSIEURS ÉLUS RÉPUBLICAINS SONT DÉCIDÉS À S'OPPOSER AU RELÈVEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE, CE QUI POURRAIT CAUSER UN KRACH MONDIAL.

En tête de leurs priorités figurent des coupes drastiques dans les budgets des programmes fédéraux afin, disent-ils, de réduire le déficit public et de contrôler l'inflation. Pire encore, plusieurs responsables républicains ont fait part de leur intention de s'opposer au relèvement du plafond de la dette publique – ce qui pourrait augmenter le risque d'un défaut de paiement au niveau fédéral et faire planer la menace d'un krach financier mondial.

Autre signe que les républicains les plus radicaux ont le vent en poupe : McCarthy dit vouloir poser des limites à l'aide américaine à destination de l'Ukraine – un cheval de bataille de l'animateur de Fox News Tucker Carlson. *“L'Ukraine est un sujet important, mais on ne peut pas faire un chèque en blanc”*, a récemment déclaré McCarthy.

Finalement, tous les ingrédients sont réunis pour une série d'affrontements – non seulement avec la Maison-Blanche mais aussi avec le Sénat. Quel que soit le résultat des élections, il est à peu près certain qu'il n'y aura pas de majorité nette au Sénat. Or en raison de la règle du *filibuster* permettant l'obstruction parlementaire, tout texte de loi significatif aura besoin d'un minimum de soutien des deux partis.

Il n'y a donc guère de sérénité à attendre de la part d'une Chambre des représentants présidée par McCarthy et autres affidés de Trump.

Les électeurs trumpistes qui ne souhaitent que la paralysie de l'administration Biden – quel qu'en soit le prix – se réjouissent peut-être des batailles à venir. Mais les électeurs modérés et les indépendants qui votent aujourd'hui en espérant autre chose que le chaos, ceux-là se bercent d'illusions.

—Doyle McManus
Publié le 23 octobre

À la une



“MAISON DOUBLE”

L'hebdomadaire **The New Yorker** a confié la une de son numéro daté du 4 juillet 2022, jour de la fête nationale américaine, à Chris Ware. L'illustrateur américain livre une subtile illustration du fossé qui divise les Américains – progressistes contre conservateurs – et qui fonctionne un peu comme un jeu de sept erreurs très révélateur. Comme Ware l'a confié au magazine : *“Suis-je ridiculement naïf de penser que nous allons tous grandir et poursuivre cette relativement jeune ‘expérience américaine’ qui n’a que 246 ans ? Je commence à le croire !”* Et d'ajouter : *“On m’a appris à l’école que l’expérience américaine était fondée sur le consensus et le compromis. Mais les algorithmes et Internet nous ont menés tout droit dans cette époque où le compromis n’existe plus et la réalité ne fait plus consensus. On a parfois l’impression que la droite et la gauche ne s’accordent plus que sur une chose, leur conviction que le consensus est un concept naïf et risible.”*

Contexte

L'avortement, cri de ralliement

●●● Depuis que la Cour suprême a annulé, en juin, l'arrêt *Roe vs Wade*, qui garantissait le droit à l'avortement, les restrictions se sont multipliées : 13 États l'interdisent même totalement. Pourtant, 60 % des Américains estiment que l'interruption volontaire de grossesse (IVG) doit être autorisée dans la plupart des cas, voire tous. Les démocrates espèrent que cette liberté perdue va galvaniser leur base et faire basculer de leur côté des électrices républicaines ou indépendantes, explique **The Guardian** dans un article traduit sur notre site : *“Avortement : un droit à reconquérir dans les urnes”*. Ils ont axé largement leur campagne sur le sujet ; le président Biden a promis d'inscrire le droit à l'IVG dans la loi fédérale si son parti l'emportait. En août, un référendum leur a donné espoir : *“Dans l'État très conservateur du Kansas, les électeurs ont [voté] à une majorité écrasante pour le maintien du droit à l'avortement.”* De leur côté, les républicains n'ont pas vraiment rassuré : un projet de loi du sénateur Lindsey Graham interdirait l'avortement à l'échelle nationale après quinze semaines de grossesse. Reste à savoir dans quelle mesure cette question déterminera le choix des électeurs, notamment celui des femmes des banlieues résidentielles, *“très sensibles aux enjeux économiques”*, rappelle le journal. À noter : en fin de campagne, sans abandonner le terrain de l'avortement, les démocrates ont cherché à mettre plus en avant les sujets économiques afin de répondre au mécontentement des électeurs au sujet de l'inflation.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Suivez les derniers jours de la campagne cette semaine et tous les résultats des élections de mi-mandat du 8 novembre.

Contrepoint

“L'extrême gauche” impose son programme

Pour les médias de droite, les démocrates cherchent à masquer les vrais enjeux des élections de mi-mandat.

“Cette élection représente votre dernier véritable espoir de mettre un frein à l'extrémisme des démocrates et à leur soif de pouvoir” : l'avertissement est lancé en titre d'un éditorial du **Washington Examiner**.

Pour ce quotidien très conservateur, *“le président Joe Biden a déjà causé d'énormes dégâts aux États-Unis [...] Il a effacé la frontière sud, provoquant un déluge d'immigration clandestine”,* et *“a injecté des milliers de milliards de dollars dans l'économie, portant l'inflation à des sommets historiques”*. Depuis leur arrivée au pouvoir, en 2020, les démocrates ont mis en œuvre *“un programme d'extrême gauche en faveur des travailleurs”* et ont présidé à *“la plus grande expansion de l'État dans l'histoire récente”*, confirme **The Wall Street Journal**. Et ils ne vont pas s'arrêter là, ajoute le journal des affaires. Surtout s'ils disposent, après les élections, d'une majorité plus confortable au Sénat, qui leur permettrait de passer en force sur l'avortement et le droit de vote des minorités. Pour inscrire dans la loi fédérale le droit d'avorter, les démocrates, même majoritaires, devraient en effet contourner la règle du *filibuster*, qui permet à un parti minoritaire de bloquer des projets de loi au Sénat. Ce serait un coup de force antidémocratique, selon la presse conservatrice. S'ils en ont les moyens, ajoute le **Washington Examiner**, *“les démocrates s'emploieront à piper les dés en offrant le statut d'État à Porto Rico et au district de Columbia [la capitale fédérale], dans l'espoir d'obtenir quatre nouveaux sièges garantis au Sénat”,* et ils *“bourreront la Cour suprême, en ajoutant au moins quatre nouveaux juges nommés par Biden”* aux neuf qui y siègent déjà. En axant leur campagne sur le droit à l'avortement et la menace que représente Donald Trump, souligne le **Wall Street Journal**, les démocrates cherchent à faire oublier les vrais enjeux du scrutin.

Décryptage

La démocratie n'est pas la priorité

●●● “Selon un récent sondage The New York Times/Siena College, 71 % des électeurs jugent la démocratie en danger, mais seuls 7 % y voient le problème le plus important auquel le pays est confronté”, rapporte

The New York Times. “Les Américains ont des priorités plus immédiates” : l’inflation, la criminalité, l’avortement. Dans un reportage à lire sur notre site, le quotidien est allé les interroger dans le Wisconsin. Une des raisons à leur résignation est que “certains ne croient déjà plus en la capacité de la démocratie à les représenter”. Pour la gauche, cela tient au charcutage électoral, très poussé dans cet État, qui assure la majorité aux républicains. Mais beaucoup d’électeurs de droite sont tout aussi mécontents.

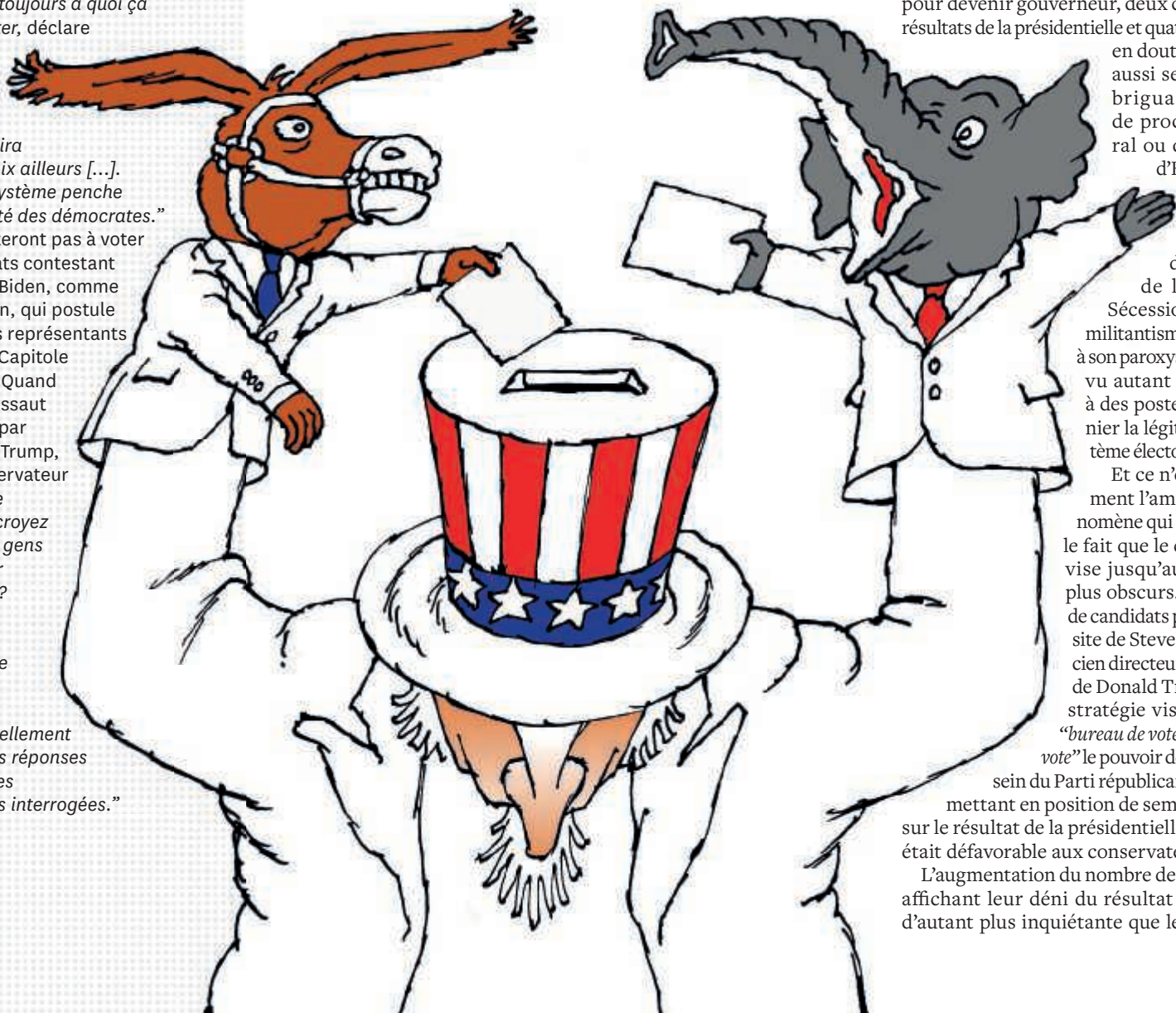
“Je me demande toujours à quoi ça sert que j’aie voter, déclare une républicaine modérée.

Il y aura toujours un magouilleur quelque part qui ira mettre plus de voix ailleurs [...]. Je pense que le système penche clairement du côté des démocrates.”

Beaucoup n’hésiteront pas à voter pour des candidats contestant l’élection de Joe Biden, comme Derrick Van Orden, qui postule à la Chambre des représentants et se trouvait au Capitole le 6 janvier 2021. Quand on lui parle de l’assaut donné ce jour-là par des partisans de Trump, un électeur conservateur s’irrite : “En toute honnêteté, vous croyez vraiment que ces gens allaient renverser le gouvernement ? Sincèrement ?”

“De fait, résume le journal, lorsque l’on demande aux Américains ce qui menace réellement la démocratie, les réponses sont aussi diverses que les personnes interrogées.”

↓ Dessin de Tiounine paru dans *Kommersant*, Moscou.



Les républicains s'enfoncent dans le déni

De très nombreux candidats républicains contestent l'élection de Joe Biden et sont déterminés à s'assurer la victoire à la prochaine présidentielle, explique ce magazine de gauche.

—The Nation (extraits) New York

Observateurs et éditorialistes américains restent focalisés, à l’approche des élections de mi-mandat, sur la répartition du pouvoir entre les deux grands partis et sur les conséquences des turbulences à venir pour la présidence de Joe Biden. Or un basculement bien plus inquiétant s’est déjà produit dès le lancement de cette séquence électorale.

Quelque 60 % des électeurs américains verront concourir dans leur circonscription des candidats “négateurs” de la présidentielle de 2020 – des républicains qui affirment sans aucune preuve que cette élection était truquée –, rapporte *FiveThirtyEight*. Le site pronostique ainsi, rien qu’à la Chambre des représentants, l’arrivée de 118 négateurs [deniers, voir ci-contre], mais aussi de huit “sceptiques”, au discours plus ambigu.

Au niveau des États, toujours selon *FiveThirtyEight*, parmi les candidats bien placés pour devenir gouverneur, deux contestent les résultats de la présidentielle et quatre les mettent en doute. On compte aussi sept négateurs briguant un poste de procureur général ou de secrétaire d’État à l’échelon des États fédérés.

Jamais depuis la veille de la guerre de Sécession, lorsque le militantisme sudiste était à son paroxysme, on n’avait vu autant de candidats à des postes importants nier la légitimité du système électoral américain.

Et ce n’est pas seulement l’ampleur du phénomène qui inquiète ; c’est le fait que le camp du déni vise jusqu’aux postes les plus obscurs. Cette masse de candidats prouve la réussite de Steve Bannon, l’ancien directeur de campagne de Donald Trump, et de sa stratégie visant à asseoir “bureau de vote par bureau de vote” le pouvoir des militants au sein du Parti républicain – tout en les

mettant en position de semer la discorde sur le résultat de la présidentielle de 2024, s’il était défavorable aux conservateurs.

L’augmentation du nombre de responsables affichant leur déni du résultat électoral est d’autant plus inquiétante que les secrétaires

d'État (et parfois les procureurs généraux) sont chargés de certifier les résultats de la présidentielle [à l'échelle des États]. Le procureur général d'un État est par ailleurs celui qui garantit l'application du droit électoral – ou, bien trop souvent, celui qui regarde ailleurs pendant que le droit de vote est démantelé, bafoué et jeté aux oubliettes.

Il n'est pas très difficile d'imaginer en 2024, dans certains États, des responsables officiels de l'élection orienter les résultats en faveur d'un Trump – ou d'un Ron DeSantis [le gouverneur de Floride] – avec l'aide d'une armée de militants du déni, d'émeutiers et de scrutateurs des bureaux de vote rassemblés derrière la bannière MAGA [le slogan de Trump, "Rendre sa grandeur à l'Amérique"].

"Le 6 janvier [2021] n'était qu'une mise en jambes pour ce que nous verrons dans deux ans si ces tenants du déni qui briguent des postes partout dans le pays continuent de gagner", met en garde David Daley, chercheur auprès de l'association de défense du droit de vote FairVote. "À bien des égards, les insurgés du Capitole sont aujourd'hui plus forts qu'ils ne l'étaient il y a vingt mois."

CE N'EST PAS SEULEMENT L'AMPLEUR DU PHÉNOMÈNE QUI INQUIÈTE; C'EST LE FAIT QUE LE CAMP DU DÉNI VISE JUSQU'AUX POSTES LES PLUS OBSCURS.

Selon Daley, les multiples attaques de la droite contre l'accès au vote se sont désormais transformées en une mobilisation idéologique de bien plus grande envergure. "Nous sommes face à un grand parti politique qui a totalement tourné le dos aux piliers de la démocratie américaine, et qui voudrait la remplacer par autre chose, sur le modèle de ses idoles de Hongrie. La Conservative Political Action Conference, grand raout de la droite américaine, a eu lieu cette année à Budapest."

"Pour eux, le système hongrois [de 'démocratie illibérale'] est une merveille : vous continuez d'organiser des élections, mais les élections ne comptent pas puisque le résultat est arrangé à l'avance."

Sur l'avenir de la démocratie en Amérique, en 2024 et au-delà, l'analyse de Daley prend de glaçants accents orwelliens. "Que le gagnant du vote populaire à la présidentielle de 2024 ne soit pas investi à cause d'une poignée d'assemblées acquises aux républicains grâce au charcutage des circonscriptions électorales et de tribunaux aux mains d'extrémistes de droite, voilà une perspective terrifiante, et bien plus probable qu'on n'est prêt à l'admettre aujourd'hui. Or il est vital que nous en parlions maintenant, car je n'ai vraiment aucune idée de ce qu'il faudrait faire en pareil cas. À la question 'Et ensuite?' je n'ai pas de réponse, sinon que le drapeau hongrois flotterait pour des décennies sur l'Amérique."

—Chris Lehmann
Publié le 15 septembre

Le mot

"DENIERS"

Ce mot, que nous avons choisi de traduire par "négateur" dans l'article ci-contre, désigne les candidats qui "ont déclaré clairement que l'élection de 2020 avait été volée à Trump ou ont pris des mesures pour inverser les résultats, en votant contre leur certification ou en s'associant à des procédures judiciaires", explique le site **FiveThirtyEight**, qui comptabilise ces candidats. Ce site identifie aussi des *doubters*, des "sceptiques" qui ont "questionné" les résultats, notamment en évoquant de possibles fraudes.

SOURCE

THE NATION

New York, États-Unis
Hebdomadaire

132 000 ex.

thenation.com

Fondé par des abolitionnistes en 1865, résolument à gauche, *The Nation* est l'un des premiers magazines d'opinion américains. Comme la plupart des journaux d'opinion américains, *The Nation* reste largement financé par des donateurs.

Zoom

À droite comme à gauche, des candidats clivants

Parmi les têtes d'affiche de ces élections de mi-mandat 2022 figurent de nombreux candidats qui divisent.

RON DESANTIS PARTI POUR REMPLIR EN FLORIDE

Le très conservateur gouverneur de Floride (ci-contre) est candidat à sa réélection. Il devrait vraisemblablement l'emporter face à son rival démocrate Charlie Christ. Cet émule de Trump, habitué des attaques contre la gauche et des diatribes antijournalistes, s'est récemment illustré par ses prises de position antimigrants, réussissant même à faire de l'immigration un des enjeux des élections de mi-mandat.



EN PENNSYLVANIE, DUEL POUR LE SÉNAT

Une autre course très commentée outre-Atlantique est celle qui oppose le candidat démocrate John Fetterman au candidat républicain, soutenu par Trump, Mehmet Oz. Tous deux sont en lice pour le siège de sénateur de Pennsylvanie au Congrès de Washington. Le premier, vice-gouverneur de Pennsylvanie, est un progressiste décomplexé, victime d'un AVC au début de la campagne électorale et dont l'état de santé continue de défrayer la chronique; tandis que l'autre est un ancien chirurgien devenu star de la télé, parfois accusé de charlatanisme pour avoir défendu des cures miracles dans son *Dr. Oz Show*.

J. D. VANCE À SUIVRE DANS L'OHIO

Dans l'Ohio voisin, c'est la candidature au siège de sénateur du capital-risqueur J. D. Vance, célèbre pour son roman autobiographique *Hillbilly Élégie* (traduit en français aux éditions Globe) qui concentre toutes les attentions. La parution de son livre aux États-Unis en 2016 avait coïncidé avec la campagne victorieuse de Trump et avait fait sensation car il offrait des clés pour comprendre le désespoir des déclassés de l'Amérique profonde et les raisons de la défaite d'Hillary Clinton.

LA GÉORGIE AU CŒUR DE TOUTES LES BATAILLES

En Géorgie, les yeux sont braqués sur le candidat au poste de sénateur Herschel Walker, ex-joueur de football américain soutenu par Trump, qui affronte le pasteur et démocrate Raphael Warnock. Si ce républicain noir, ouvertement antiavortement et radicalement conservateur, avait le vent en poupe au début de la campagne, il a été rattrapé par ses contradictions : les médias ont révélé qu'il avait payé pour que son ex-copine se fasse avorter en 2009. Toujours en Géorgie, la candidate à la Chambre des représentants **Marjorie Taylor Greene** (ci-contre), connue pour ses propos antisémites et conspirationnistes, devrait réussir à conserver son siège de députée à Washington. Elle a d'ores et déjà promis de lancer une procédure de destitution contre Joe Biden si les républicains regagnent la majorité au Congrès. Enfin, l'autre course très commentée en Géorgie est celle pour le poste de gouverneur de l'État. La candidate



Stacey Abrams (ci-contre), star du Parti démocrate, tente en effet sa chance pour la seconde fois après avoir perdu de peu face à son rival républicain Brian Kemp en 2018.



ARIZONA, KARI LAKE À DROITE TOUTE

Plus à l'ouest, la candidate républicaine au siège de gouverneure de l'Arizona, Kari Lake, est la nouvelle bête noire des démocrates. Cette ex-présentatrice de télévision soutenue par Trump est très à droite sur les questions d'avortement et d'immigration. C'est aussi la voix la plus forte du "camp du déni", qui réfute la victoire de Joe Biden et estime que Trump s'est fait voler sa victoire à la présidentielle de 2020. Elle devrait sans surprise être élue gouverneure et renforcer la mainmise du Parti républicain sur l'Arizona.



CARTOON MOVEMENT

LE GRAND "SAUVE-QUI-PEUT"

Et si les États-Unis se disloquaient, forçant les Américains à fuir à l'étranger ? C'est le postulat de départ du nouveau roman dystopique de l'auteur progressiste Ken Kalfus, d'une actualité brûlante.

—The Washington Post (extraits)
Washington

Imaginez que les querelles politiques actuelles des États-Unis dégénèrent en guerre civile. Imaginez qu'alors les Américains fuient en grand nombre et créent des enclaves, des "mini-Amériques", dans des pays étrangers.

Ces migrants vivraient dans une situation extrêmement précaire, leurs cartes de résidents pourraient leur être retirées à tout moment. Mais alors même qu'ils tenteraient de repartir du bon pied, les clivages ayant provoqué leur fuite réapparaîtraient dans leurs pays d'accueil.

Voici le postulat de *2 A.M. in Little America* ["Deux heures du matin dans la Petite Amérique", non traduit en français]. Ce nouveau livre de Ken Kalfus fait écho à l'actualité. L'action se déroule principalement dans l'une de ces enclaves, située dans un pays non anglophone dont le nom n'est pas cité.

"Ce n'est pas une prédiction, c'est une mise en garde", m'a récemment expliqué l'auteur alors que nous pique-niquions dans la verdoyante Peterborough (New Hampshire), où Kalfus, qui

vit à Philadelphie, était en résidence d'artiste. J'avais hâte de découvrir son raisonnement, aussi j'ai décidé de passer une journée entière avec lui. Coiffé d'un chapeau mou, il m'a salué avec son fort accent du Bronx.

Il a hérité cet accent de ses parents, tous deux natifs de ce quartier new-yorkais. Kalfus y est né en 1954 et a grandi à Long Island. Il a abandonné ses études à l'université de New York – pour avoir le temps de finir *Ulysse* de Joyce, plaisante-t-il –, puis il a fait le taxi et s'est lancé dans une carrière d'écrivain.

Fuite éperdue. *2 A.M. in Little America* est son quatrième roman. Je lui demande d'abord comment l'idée lui est venue. "Je pensais aux Yougoslaves", me répond-il. En 1991, Kalfus et sa femme ont déménagé à Belgrade pour un séjour d'un an. Peu après leur arrivée, la guerre a éclaté entre les nationalistes serbes et les Croates.

La Yougoslavie a commencé à voler en éclats – et avec elle l'idée d'une union des Slaves du Sud, aux identités religieuses et ethniques différentes. "J'ai vu des gens se faire piéger dans leurs propres discours, leurs propres histoires", se rappelle-t-il.

Portrait



KEN KALFUS,

journaliste et écrivain, est l'auteur de quatre romans, dont le très remarqué *Un désordre américain* (éd. Plon, 2006), sur les attentats du 11 septembre 2001, et de la nouvelle *Coup de foudre* (éd. Bloomsbury, 2016), dans laquelle il rédige la lettre d'excuses fictive de Dominique Strauss-Kahn après l'affaire du Sofitel. Son dernier roman, *2 A.M. in Little America* ["Deux heures du matin dans la petite Amérique", non traduit], a été publié en mai aux États-Unis, chez Milkweed Editions.

À mesure que la violence s'intensifiait, Kalfus a vu des gens se lancer dans une fuite éperdue, prêts à partir vers n'importe quelle destination. Une diaspora permanente – de "mini-Yougoslavies" – s'est enracinée. "À ce moment-là, j'ai songé qu'il n'y avait pas de raison que cela ne se produise pas aux États-Unis", m'a-t-il dit.

Pourtant, il a fallu à Kalfus plus de vingt-cinq ans pour commencer à écrire, en 2018, le roman qui allait devenir *2 A.M. in Little America*. Il dit que le déclencheur, après des années passées à ruminer sur "la fragmentation du discours politique", a été l'accession de Donald Trump à la présidence et ses conséquences, sur fond de montée des tensions dans le pays.

Kalfus a mis environ huit mois à rédiger un premier jet. Comme à son habitude, il l'a donné à lire à sa femme, puis il a peaufiné le texte jusqu'à en être satisfait. Après quoi il a attendu qu'un éditeur morde à l'hameçon. Il lui a fallu s'armer de patience : ses livres précédents, dont trois recueils de nouvelles, avaient eu la faveur de la critique, mais aucun ne s'était hissé parmi les meilleures ventes.

Puis, le 6 janvier 2021, le Capitole est pris d'assaut. Le reste du monde est frappé de stupeur face au déchaînement des fureurs tribales américaines. Six jours plus tard, le roman trouvait un éditeur, Milkweed Editions. "C'est une histoire sombre, mais brillante et éclairante", a écrit l'éditeur Daniel Slager, de Milkweed, à l'agent de Kalfus, Christy Fletcher, dans un courriel qu'elle m'a lu.

En tant que journaliste, je fais une fixation sur le déclin de la suprématie mondiale des États-Unis. Mon intérêt pour *2 A.M. in Little America* vient de là. Kalfus et moi sommes d'accord sur le fait que le "siècle américain", terme forgé en 1941 par le fondateur du magazine *Life*,

Henry Luce, est terminé. Les États-Unis ne sont plus un modèle à suivre, mais un repoussoir venant rappeler les dangers d'une polarisation endémique.

Le siècle américain avait érigé l'*hubris* [l'orgueil démesuré] en trait de caractère national. Dans son livre, Kalfus explore l'attribut opposé : le manque de confiance en soi, principale caractéristique de Ron Patterson, le narrateur et personnage principal de son livre.

Nous rencontrons Ron sur le toit d'un immeuble, dans une "ville étrangère". Il y travaille comme réparateur de matériel de sécurité. Son train-train quotidien l'ennuie, même s'il accepte son sort de locataire précaire, "à trois dans une pièce qui ressemble à une cellule. Nous sommes tous migrants, nous apprenons tous la langue du pays, tous nos visas ont sans doute expiré".

Ambiance de suspicion. Une telle description n'est pas sans évoquer le quotidien des migrants qui aujourd'hui fuient vers les États-Unis, quittant les troubles de leurs pays au sud de la frontière. Le lecteur américain ne pourra que frémir en se reconnaissant dans ce portrait d'émigré.

De nouvelles conditions imposées aux résidents obligent Ron à émigrer vers un autre pays, et il s'installe dans la Little America qui donne son titre au roman. Hélas, il ne se sent pas appartenir à cette enclave, du fait de l'ambiance de suspicion qui y règne. Sa confusion dans ces circonstances difficiles est inévitable. Ainsi, quand il décide sur un coup de tête de promener son chien sur un terrain vague voisin, des clans rivaux y voient un signe d'allégeance tribale, ce qui n'est pas du tout le cas.

LES ÉTATS-UNIS NE SONT PLUS UN MODÈLE À SUIVRE, MAIS UN REPOUSSOIR VENANT RAPPELER LES DANGERS D'UNE POLARISATION ENDÉMIQUE.

Il n'est pas fait mention de Trump dans le roman, pas plus que des républicains ou des démocrates. Kalfus, un démocrate progressiste, m'a dit qu'il n'avait pas voulu écrire un livre ouvertement politique. Son but était de restituer "l'expérience" de l'émigration forcée – pour montrer ce que pourrait être une telle vie, jusque dans ses moindres détails quotidiens. Quand on reforme le livre et qu'on se replonge dans les soubresauts de l'actualité, on a parfois l'impression que l'univers de 2 A.M. in Little America empiète sur la vie réelle. Une tentative de coup d'État, une enquête stupéfiante sur l'événement [la commission d'enquête sur le 6 janvier 2021], des allusions à un nouveau putsch en préparation, des fusillades sanglantes – quelle nouvelle horreur va apparaître sur nos écrans? Est-ce qu'il serait temps de foutre le camp?

"Les États-Unis ont l'air mal partis", confiait récemment au *Los Angeles Times* un Californien de quatrième génération qui s'est installé au

← Dessin de Peter Sully, Australie.

Repères

RUMEURS DE GUERRE CIVILE

Quelques heures après la perquisition par le FBI de la résidence de Trump à Mar-a-Lago, le 8 août, les experts ont noté une tendance inquiétante sur les réseaux : "Les messages consacrés à la guerre civile se sont mis à se multiplier, augmentant de 3000 % après que les supporters de l'ancien président ont dénoncé une provocation orchestrée par la police fédérale", rapporte *The New York Times*. Avec les élections de mi-mandat, un nouveau pic de messages, toutes plateformes confondues, est attendu. Un nombre croissant d'Américains "anticipent, voire appellent de leurs vœux, l'avènement d'une ère de violences politiques", relève le quotidien. Certains éléments de l'extrême droite font même une lecture littérale de ces messages et "[les] voient comme autant d'appels à une bataille rangée". D'autres imaginent "une forme d'insurrection ponctuée d'éruptions de violence". D'autres, enfin, évoquent "une guerre civile froide se caractérisant par des divisions irréconciliables et une méfiance généralisée", détaille le journal.

Des États désunis

Jamais les clivages géographiques n'ont été aussi forts entre les deux Amérique, celle des démocrates et celle des républicains.



Si la désunion de l'Amérique n'est pas à proprement parler une idée nouvelle, la division du pays "en deux blocs distincts et monochromes" est de plus en plus manifeste, souligne *The Economist*. Pour l'hebdomadaire britannique, rien de tel que de se rendre dans le Mississippi, le plus conservateur des États américains, puis en Californie, le bastion le plus progressiste du pays, pour se rendre compte à quel point les Américains ne vivent plus tous dans la même réalité.

"L'Amérique n'est plus un laboratoire de la démocratie, mais une véritable boîte de Petri de la polarisation", écrit le magazine, en soulignant que la vie politique du pays se fait et se vit désormais au niveau des différents États.

Même son de cloche dans le *New York Times*, qui comparait récemment la dynamique à l'œuvre outre-Atlantique à une sorte de tectonique des plaques aboutissant à la formation de "deux nations distinctes appliquant des politiques sociales, environnementales et de santé diamétralement opposées".

Les déménagements de citoyens et d'entreprises entre ces deux Amérique, au gré de l'application de nouvelles lois locales sur des sujets comme l'avortement, la fiscalité, les armes à feu ou encore l'éducation, sont d'ailleurs devenus un véritable phénomène. Certains habitants du Texas ou de la Floride décident par exemple de rallier les États dits sanctuaires comme la Californie ou New York, dont l'esprit des lois est plus proche de leurs idées ; tandis

que certaines entreprises déménagent leurs sièges à l'autre bout du pays, à l'instar des fabricants d'armes, qui se réfugient désormais dans les fiefs républicains moins hostiles aux armes à feu.

Pour les chercheurs Steven Simon et Jonathan Stevenson, auteurs d'un récent article sur la désunion dans la *New York Review of Books*, les États-Unis sont déjà "un état binational composé de deux entités nationales comparables en taille et en force politique et qui opèrent comme deux confédérations sous la houlette d'un seul gouvernement fédéral". Pour eux, les clivages entre ces deux entités sont aussi politiques que culturels, "et les fractures entre les deux moitiés de la nation, la bleue (couleur des démocrates) et la rouge (couleur des républicains), semblent de plus en plus irréductibles".

Aujourd'hui, les nouvelles lois promulguées localement sur des questions comme l'interruption volontaire de grossesse (IVG), les droits des personnes LGBTQI, les armes à feu, la liberté d'expression ou encore la santé publique rendent la vie des citoyens radicalement différente selon qu'ils résident dans des États démocrates ou républicains, et "les points de tensions ne font que s'aggraver".

Et les deux auteurs de conclure : "Pour de nombreux Américains – de droite comme de gauche – une 'défédéralisation' des États-Unis reviendrait à admettre que le pays ne peut plus se targuer d'être une nation de citoyens éclairés, partageant un même socle idéologique, ni une grande démocratie unitaire et puissante offrant un exemple politique pour le monde [...]. Malheureusement, on finira peut-être par s'y résoudre."

—*Courrier international*



Portugal dans une communauté d'anciens habitants du Golden State, comme lui. "Est-ce que nous allons continuer à nous quereller entre nous éternellement?" Pourtant, il s'avère que le Portugal n'est pas un paradis. Les Portugais reprochent aux expatriés américains la hausse des prix de l'immobilier, si bien que ces migrants, écrit le *Los Angeles Times*, "débatent de la manière dont ils doivent se définir" – exactement le dilemme que Kalfus expose dans son roman.

J'ai cité cet article à Kalfus. Il m'a dit qu'être un "Américain perdu" – comme il décrit Ron Patterson –, c'est être privé du "privilège" que des générations d'Américains ont considéré comme un dû : avoir un passeport, pouvoir voyager où ils veulent, faire ce qui leur chante. Cette déchéance pourrait être un brutal rappel

à la réalité, mais elle semble inévitable. "Nous sommes en train de nous faire déprogrammer", lance-t-il avec un petit rire contrit.

Alors que compte-t-il faire? Continuer à vivre dans un pays en proie à des querelles perpétuelles? Ou bien appareiller vers des rivages incertains? Le 4 juillet [jour de l'Indépendance, la fête nationale des États-Unis], après avoir appris qu'un homme avait ouvert le feu lors d'une parade à Highland Park, dans l'Illinois, il s'est dit que "ce pays [était] en bout de course. Et puis j'ai réfléchi et je me suis dit que la course n'[était] sans doute pas terminée." Kalfus n'est pas prêt à prendre la poudre d'escampette. Pas encore, du moins.

—*Paul Starobin*
Publié le 23 août



→ Dessin de
Tjeerd Royaards,
Pays-Bas.

Quand le monde ausculte le climat



FOCUS

La COP27 se tiendra en Égypte du 6 au 18 novembre. Les dirigeants du monde entier y parleront des actions à mener pour lutter contre le dérèglement climatique mais aussi pour s'adapter. Pendant ce temps, les recherches pour mieux comprendre le climat se poursuivent. Et de grandes nations, comme l'Inde, investissent dans les énergies renouvelables. Focus sur ces initiatives.



Au pays des dieux, on sonde la glace

Géologie. Pour comprendre l'avenir du climat, les scientifiques s'intéressent à son évolution passée. En Grèce, une mission interdisciplinaire se penche sur les glaces du mont Olympe.

—I Kathimerini (extraits)
Athènes

C'est une journée d'automne ensoleillée sur le site de Gortsia, près de l'Olympe. Il est 9 heures et les mules de Theodore Dosis sont chargées pour la longue ascension vers le plateau des Muses. Ils doivent parcourir une distance de 12 kilomètres, avec un dénivelé de 1800 mètres, à travers des forêts denses et sur des versants alpins, pour atteindre les refuges Kakkalos et Apostolidis.

Mais ce n'est pas un jour ordinaire. Les mules n'emportent pas, comme à leur habitude, ce qui est nécessaire au fonctionnement des refuges de montagne, mais du matériel scientifique – foreuse à glace, groupe électrogène, tuyauterie, capteurs, collecteurs étanches, ordinateurs.

"Qu'est-ce que tu vas me faire porter d'autre?" plaisante Theodore Dosis à l'adresse de sa vieille connaissance, Michalis Styllas.

Pionnier de la grande mission scientifique qui débute, Michalis Styllas guide le chargement. Il est l'homme qui a changé la situation sur l'Olympe. Le géologue, particulièrement actif dans les sports de montagne, s'est fait connaître du grand public comme l'un des neuf alpinistes ayant participé à la première expédition purement grecque sur l'Everest, en 2004. Il a ensuite choisi de rester définitivement au refuge de Kakkalos, à 2650 mètres d'altitude, contribuant au renouveau de l'escalade traditionnelle et développant le tourisme de montagne sur l'Olympe.

Son intérêt pour les neiges éternelles de l'Olympe l'a amené à étudier l'évolution des glaciers de la période paléolithique [il y a environ trois millions d'années] à nos jours, dans le cadre d'un travail de postdoctorat à l'Académie d'Athènes terminé en 2019.

Depuis quatre ans, il participe à l'ambitieux projet de recherche Vanishing Glaciers (Glaciers en voie de disparition) de l'École polytechnique fédérale de Lausanne [en Suisse]. Il a visité 15 pays et gravi 35 chaînes de montagnes, a identifié la vie bactérienne dans plus de 170 rivières et ruisseaux alimentés par les glaciers. Il est aujourd'hui responsable de la première grande expédition interdisciplinaire jamais réalisée sur la mythique montagne grecque.

Le trou à neige de l'Olympe, comme on appelle la grotte inexplorée du site de Zonaria, est l'objet d'étude d'un projet international qui vise

à représenter le paléoclimat et la circulation atmosphérique dans le sud-est de l'Europe. L'objectif principal est d'étudier le pergélisol de la grotte pour reconstituer l'évolution du climat, idéalement sur les cinq mille dernières années. L'équipe est dirigée par le spéléologue,

paléoclimatologue et géomorphologue Aurel Persoiu, de l'Académie roumaine des sciences, avec Michalis Styllas et d'autres chercheurs de renommée internationale, élargissant ainsi les horizons de ce projet unique pour la Grèce.

Ce travail ne se limite pas aux données scientifiques qui émergeront. Comme l'explique Michalis Styllas, l'objectif est de relier l'évolution du climat à l'histoire et à la culture. "Homère décrit l'Olympe comme 'brillant'. Est-ce que les hommes voyaient, à l'époque, les glaciers qui se trouvaient sur la montagne? Il tombe 15 000 coups de foudre par saison. Est-ce ainsi que les dieux ont atterri ici? C'est comme un puzzle qui, lorsque les pièces de la science, de la mythologie et de l'histoire se rejoignent, permettra non seulement de comprendre ce qu'il s'est passé dans ces civilisations anciennes, mais aussi pourquoi. Les réponses éclaireront également le présent", pense-t-il.

Une tonne de matériel. Dans les cercles d'alpinisme, on décrit Michalis Styllas comme l'homme qui est descendu du plateau de l'Olympe à Litochoro en une heure et demie pour acheter un jus de fruit et est revenu en deux heures, battant le record d'endurance. Aujourd'hui pourtant, je le

vois monter lentement, accompagnant Theodore Dosis. La tâche n'est pas facile. Les mules effectueront sept ascensions dans les prochains jours afin d'emporter une tonne et demie de matériel. Il bruine par moments, mais les grands pins noirs gardent l'eau pour eux.

Matériel, animaux et humains resteront au sec jusqu'à Petrostruga, à 1940 mètres d'altitude, abri intermédiaire avant le plateau des Muses. Du thé chaud,

Ce projet vise à révéler le paléoclimat et la circulation atmosphérique dans le sud-est de l'Europe.

de la nourriture et un dernier brin de chaleur nous attendent avant que nous ne passions les prochaines nuits dans des tentes par une température de -10 °C.

La première neige de l'année tombe pendant la nuit. Au moment où nous atteignons le plateau, à midi, il en reste une fine couche.

Les scientifiques qui travaillent sur le terrain n'ont rien à voir avec des professeurs dans une salle de conférences. Ils déchargent les mules, montent leurs tentes et installent leur quartier général – une grande tente igloo qu'ils



REPORTAGE



qualifient de dôme. C'est là qu'est entreposé le matériel, c'est là que se dérouleront les réunions du soir pour l'évaluation quotidienne du travail.

Les travaux commencent le jour même. "Notre plan est de forer à travers la glace et d'en extraire un morceau à la plus grande profondeur possible. C'est-à-dire, le plus vieux possible", m'explique le responsable, Aurel Persoiu. Ça semble simple mais ça nécessite un travail acharné. La première étape consiste à "gréer" la grotte et à transporter la foreuse et le générateur jusqu'au site, accessible uniquement à pied.

Foreuse et précipice. L'équipe revêt les uniformes de spéléologie et porte l'équipement de sécurité – casque, harnais, mécanisme de verrouillage. La plupart portent sur le dos les tuyaux qui composent la foreuse. La tâche la plus difficile revient aux quatre porteurs du générateur – il pèse 60 kilos et son encombrement rend difficile son transport sur le chemin étroit et escarpé. Les erreurs sont interdites. Un seul faux pas et le matériel glisserait dans le précipice.

Giorgos Sotiriadis a préparé le matériel nécessaire au gréement, les planches et les chevilles qui seront placées sur les pentes de la grotte verticale → 38

Contexte

COP27. Comment indemniser les pays pauvres?

●●● Du 6 au 18 novembre, la 27^e Conférence des parties sur les changements climatiques (COP27) réunira des dirigeants du monde entier dans la ville égyptienne de Charm El-Cheikh. En plus de la poursuite des efforts pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et de l'adaptation aux conséquences inévitables des changements climatiques, le financement des "pertes et dommages" sera à l'ordre du jour. "Tout un tas de pays et de grandes entreprises sont responsables de ce fichu bazar. C'est à eux de remettre un peu d'ordre là-dedans", résume dans *Grist* Harjeet Singh, responsable de la stratégie politique mondiale du Climate Action Network, un réseau international qui concentre plus de 1 800 organisations non gouvernementales

de protection de l'environnement. Pour lui, l'idée serait d'élaborer un mécanisme par lequel les nations à haut revenu, responsables de la majeure partie du réchauffement de la planète, indemnisent les pays moins riches, les plus touchés par les aléas météorologiques extrêmes liés au dérèglement climatique. "Ces catastrophes contraignent de nombreux pays à s'endetter davantage, relève le **New Scientist**.

On estime, par exemple, à au moins 10 milliards de dollars le montant des dégâts causés au Pakistan par les récentes inondations." Les pays riches s'étaient engagés à mobiliser, dès 2020, 100 milliards de dollars par an pour aider les pays en voie de développement à lutter contre le réchauffement climatique et s'y adapter (mais pas à compenser les effets des événements extrêmes). "Une cible manquée", dénonce le site suisse **Heidi News** : "Selon l'OCDE, seuls 83 milliards auraient été récoltés. La plupart des fonds mobilisés seraient par ailleurs versés sous la forme de prêts et non de subventions."

Il y a néanmoins des signes encourageants. Le Danemark est devenu en septembre le premier pays à allouer une enveloppe spécifique aux pertes et dommages (de 13,4 millions d'euros). *Grist*, dans un autre article, souligne : "Pour la première fois, les États-Unis semblent disposés à discuter de la possibilité de compenser les pertes et dommages subis par d'autres pays grâce à des mesures financières." Qu'ils soient prêts à mettre la main au portefeuille est un autre sujet... L'an dernier, lors de la COP26, à Glasgow, les États développés s'étaient engagés à doubler le financement de l'adaptation. Cette année, "ils devront établir une feuille de route pour atteindre cet objectif et s'assurer que ces fonds atteignent les régions les plus vulnérables", insiste *Heidi News*.

NOTRE SÉLECTION

Livre de cuisine "La Cuisine en partage"



**25 €*
dont 1€
reversé à
Handicap
international**

Plus que jamais, la cuisine est un langage universel qui permet de comprendre ses racines, de tisser des liens, mais aussi d'atténuer les chagrins et de reprendre goût à la vie.

Alors, pour célébrer les 40 ans de **Handicap international**, Sonia Ezgulian a joué les passeuses de recettes en interprétant, avec des ingrédients faciles à trouver, des plats du quotidien ou de fête originaires du monde entier, proposés par des bénéficiaires de l'association.

De l'Afghanistan au Mozambique, de l'Égypte au Pérou, ces 40 recettes composent une merveilleuse histoire de transmission.

Livre : 19,2 × 28,8 cm, 184 pages

en partenariat avec



Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



37← et permettront une descente en toute sécurité avec des cordes. Spéléologue expérimenté, unique en son genre en Grèce, il allie connaissance de la descente, compétences d'exploration et formation scientifique.

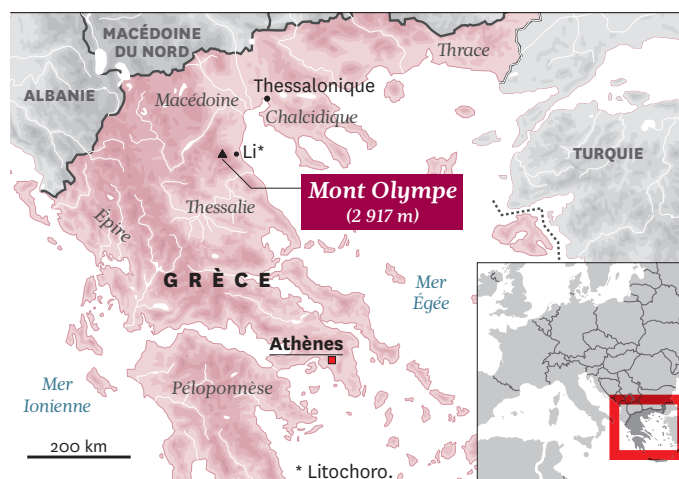
Le matériel arrive au pied du chemin mais les difficultés commencent. La topographie du lieu ne permet pas de déplacer le générateur jusqu'en haut, il est donc décidé de rester à une altitude plus basse. Mais la machine reste silencieuse. La foreuse est morte. L'équipe bat en retraite.

Le soir, au quartier général, les plans d'action alternatifs sont analysés. *«La grotte est dynamique, elle change. La glace, depuis notre arrivée en 2013, a considérablement diminué, signe du changement climatique. Cela signifie que, au fur et à mesure que la neige permanente fond de l'extérieur vers l'intérieur, des espaces se créent entre la glace et les parois, ce qui nous permettra d'aller encore plus bas»*, explique Christos Pennos, chercheur en géomorphologie de l'université de Bergen [en Norvège].

L'âge de la glace. Le travail consiste à placer des capteurs qui récoltent des données de température et d'humidité au fil du temps, ainsi qu'une caméra qui enregistrera les changements de morphologie de la glace.

Au cours des deux jours suivants, les problèmes techniques sont résolus. Le groupe est accroupi à l'entrée de la grotte. Le générateur se met en marche et la plateforme prend vie. C'est un grand moment. Les premiers morceaux de glace sont à la disposition de l'équipe. À travers sa transparence, on voit des inclusions sombres – de la matière organique notamment –, un matériau de recherche précieux. Les messages sont porteurs d'espoir.

La glace est temporairement transférée dans le congélateur du refuge. Ensuite, elle sera coupée tous les 10 centimètres [en tronçons] et placée dans des conteneurs stériles, pour être transportée vers des laboratoires en Grèce et à l'étranger. *«Notre objectif au mont Olympe est double, souligne Aurel Persoiu. Nous voulons analyser l'eau de la glace, ce qui nous donnera des preuves du changement climatique. Dans le même temps, nous*



recherchons des informations sur le déplacement de la poussière du Sahara, car les alpinistes locaux rapportent qu'à la fin de l'hiver la montagne est recouverte d'une couche rouge. Grâce à l'identification et à la datation, nous vérifierons s'il y a eu des changements dans la fréquence ou l'intensité des vents du sud qui apportent la poussière du désert.»

Tout commence par la détermination de l'âge de la glace. Pour cela, on examine les matières organiques qui y sont emprisonnées, telles que des morceaux de bois, des feuilles ou des déjections de chauves-souris. Puis les isotopes de l'oxygène et de l'hydrogène contenus dans l'eau

“La glace contient des informations que vous ne trouvez pas ailleurs sur Terre.”

Athanasios Godelitsas,
MINÉRALOGISTE

(issue de la glace) sont analysés pour comprendre la façon dont la température change pendant l'hiver au fil du temps.

Parallèlement aux recherches d'Aurel Persoiu, le minéralogiste de l'université d'Athènes Athanasios Godelitsas étudie les composants solides qu'il trouve. *«La glace contient des informations que vous ne trouvez pas dans d'autres matériaux sur Terre. Ces composants solides sont au cœur de mon travail : quels sont-ils, quel âge ont-ils et d'où viennent-ils?»*

Le processus est le suivant : le liquide issu de la fonte de la glace est filtré, puis les particules solides en suspension sont récupérées. Selon leur taille, du

nanomètre au millimètre, elles sont examinées au microscope optique ou électronique afin d'être identifiées.

«Plus leur taille est petite, plus c'est difficile à détecter mais plus ça devient scientifiquement intéressant. Les minuscules particules sont généralement transportées par l'air depuis des endroits éloignés et donnent des informations intéressantes en combinaison avec leur composition chimique.»

Si, par exemple, l'un d'eux contient du silicium, de l'aluminium, du magnésium, il peut s'agir de verre volcanique. *«Une particule qui a peut-être voyagé il y a trois mille six cents ans, depuis l'éruption du volcan de Santorin, et a été emprisonnée ici.»*

Les premiers résultats de ces travaux scientifiques complexes sont attendus avec grand intérêt, dès la fin de l'année. La question la plus importante à laquelle l'exploration voudrait répondre est de savoir si le changement climatique observé dans ces carottes de glace est naturel ou [déjà] d'origine humaine. Comme les résultats pertinents publiés en Grèce sont peu nombreux et limités au Péloponnèse et à certaines régions montagneuses du Nord, l'étude de l'Olympe devrait ouvrir de nouvelles fenêtres de connaissances.

«À l'heure actuelle, nous avons devant nous un éventail de scénarios assez large. Le but est d'enregistrer le rythme naturel au niveau local et de faire des liens avec les cultures de l'époque», souligne-t-il.

«La région de l'Olympe a été un carrefour de cultures. Les cultures paléolithiques et néolithiques ne savaient pas ce que signifient les frontières. Aujourd'hui, nos intérêts environnementaux communs

s'ajoutent à notre histoire commune avec les peuples des Balkans et de la Turquie. Dans ce contexte, mon prochain objectif est de créer un Centre d'études sur l'environnement alpin en Europe du Sud-Est, en mettant l'accent sur les catastrophes naturelles et le développement du tourisme de montagne», explique Michalis Styllas.

Poussière, gaz et pluies. En marchant avec l'équipe sur les hautes pentes de l'Olympe ces jours d'automne, je me retourne parfois et je vois toute la Grèce d'un seul coup d'œil. Les hauts sommets, la plaine fertile et la mer Égée s'intègrent dans un cadre photo. *«L'Olympe est l'antenne dans le paysage que vous décrivez»,* me dit Styllas.

«Il reçoit de la poussière africaine, il reçoit des gaz polluants des Balkans, il est affecté par les pluies acides, c'est un indicateur des réserves d'eau et en même temps il a un poids historique et mythologique. Je crois que nous ne voulons pas plus de touristes, nous voulons plus de scientifiques», conclut-il.

Durant notre court séjour au mont Olympe, nous avons remarqué, au refuge, qu'il y avait plus de téléphones portables en train d'être rechargés que de bâtons et de casques destinés à l'exploration.

Si certains voient l'anthropocène comme l'ère de la domination triomphale de l'espèce humaine, l'inverse semble plus exact : sans étude scientifique, planification et infrastructure durable adéquate, l'homme rendra la montagne insupportable – et la planète aussi.

—Natasha Blatsiou
Publié le 10 octobre

SOURCE

IKATHIMERINI

Athènes, Grèce

Quotidien, 46 000 ex.

kathimerini.gr

Fondé en 1919, “Le Quotidien” est considéré comme l'un des journaux les plus sérieux du pays, une référence parmi les médias grecs pour sa couverture de la politique nationale et internationale. Conservateur et de centre droit, il est proche du parti de la Nouvelle Démocratie.

À la une



“L'AFRIQUE SERA SEULE. ELLE DEVRA AGIR EN CONSÉQUENCE”,

titre **The Continent** à la une de son édition du 1^{er} octobre. La COP27, en Égypte, sera la première sur le continent africain depuis 2016, lorsque le Maroc avait accueilli la COP22. Pour les États africains, l'enjeu du sommet sera de “ne pas renoncer à la maîtrise de leur avenir énergétique” sous peine de “reddition morale et stratégique”, assure l'hebdomadaire sud-africain, d'autant que “les pays riches donneront toujours la priorité à leur propre sécurité énergétique au détriment du climat”.



ÉTAT D'URGENCE

Le **New Statesman** a confié les rênes de son édition datée du 21 au 27 octobre à la militante Greta Thunberg, dont l'ouvrage *Le Grand Livre du climat* sortait au même moment. Pour parler de l'urgence climatique, elle a convié des invités de renom, dont le romancier indien Amitav Ghosh, qui réfléchit à l'influence du colonialisme sur le monde naturel, et dont nous traduisons un passionnant entretien à lire p.52. Et pour répondre aux questions abordées dans le numéro, l'artiste plasticien chinois Ai Weiwei a même créé une œuvre spéciale.

POUR LA PLANÈTE, ON EN FERA TOUJOURS MOINS

VOYAGEZ PLUS VITE EN
POLLUANT MOINS*



IL Y AURA TOUJOURS UN ^{TGV} **inOui** SUR LEQUEL COMPTER



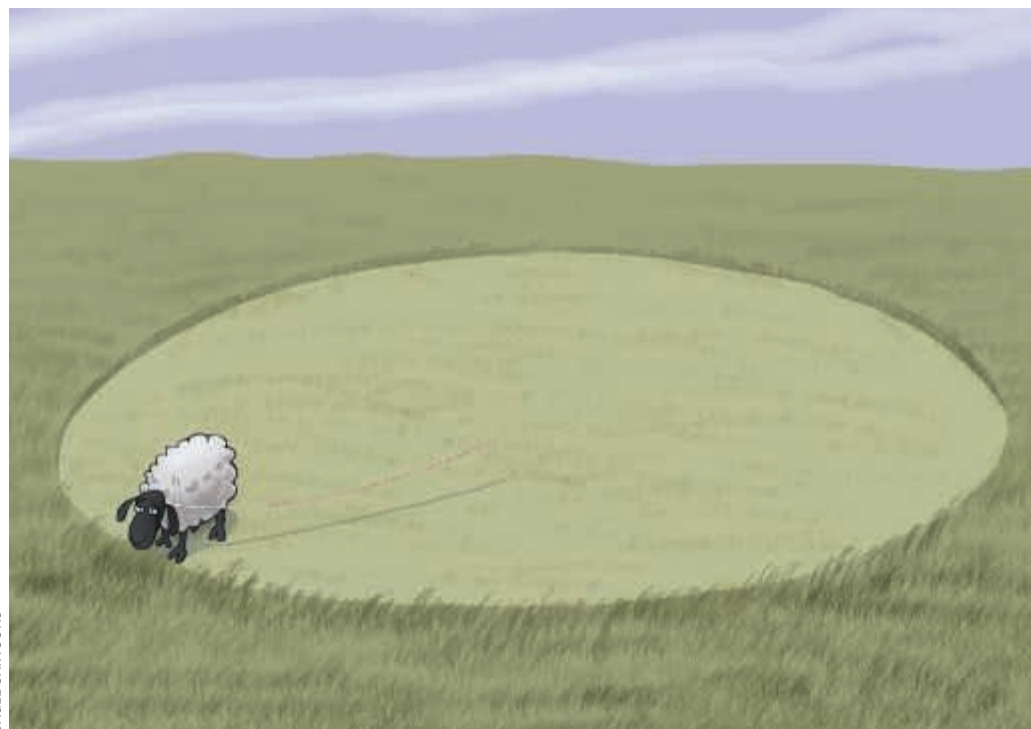
TGV
inOui

RENDEZ-VOUS SUR LE SITE ET L'APPLICATION  **sncfconnect**, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.
DÉCOUVREZ L'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL SNCF SUR : [SNCF.COM/FR/ENGAGEMENTS/DÉVELOPPEMENT-DURABLE](https://www.sncf.com/fr/engagements/dveloppement-durable).

* Sur la base des données GES (Gaz à Effet de Serre) SNCF calculées conformément au guide méthodologique de l'information GES des prestations de transport publié par l'État français et certifiées par les commissaires aux comptes et des données GES du transport de personnes, routier et aérien, publiées en mai 2020 dans la V19.0 de la base de données Base Cabone® (source ADEME : bilans-ges.ademe.fr). Lors d'un voyage à bord d'un train à grande vitesse, sur un trajet longue distance en France, vous émettez 12 fois moins de CO2 qu'en voiture électrique, 26 fois moins qu'en voiture thermique, et 65 fois moins qu'en avion. SNCF Voyageurs - SA au capital social de 157 789 960 €, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 4, rue André Campra - CS 20012 - 93212 Saint Denis Cedex. **ROSA PARIS**



↗ D'après un dessin
d'Elkin, Russie.



CAGLE CARTOONS

Les moutons, travailleurs de l'ombre

Agriculture. L'écopâturage assure le désherbage des fermes solaires, qui se développent aux États-Unis, et produit des millions de dollars de revenus.

—The Wall Street Journal (extraits) New York

L'équipe chargée de désherber le champ des panneaux solaires travaille sans se plaindre malgré la chaleur écrasante. Les panneaux occupent plus de 600 hectares dans cette ferme solaire de Deport [au Texas], près de la frontière avec l'Oklahoma. Ely Valdez, le patron, s'assure que les hautes herbes ne bloquent pas les rayons du soleil. Ses moutons font le gros du boulot.

L'entretien des installations solaires est une manne inattendue pour Ely Valdez et d'autres bergers embauchés dans les fermes photovoltaïques qui fleurissent à travers l'Amérique. Des siècles après avoir joué un rôle central dans la Bible, les bergers sont de retour sur le devant de la scène.

Les moutons, nouvelles bêtes de somme des énergies renouvelables, produisent plusieurs millions de dollars de revenus annuels en désherbant les fermes solaires

dans tout le pays. "Ça change notre vie à tous", explique Ely Valdez, 45 ans. Son troupeau devrait bientôt lui rapporter plusieurs centaines de milliers de dollars par an.

Les centrales solaires qui emploient des moutons aux États-Unis sont passées de 2000 hectares en 2018 à des dizaines de milliers aujourd'hui, selon des estimations du secteur. Les propriétaires de troupeaux facturent 1 235 dollars [1 220 euros] l'hectare par an.

Le secteur a étudié plusieurs méthodes pour résoudre le problème des herbes hautes mais les nombreuses exigences du photovoltaïque ont écarté certaines solutions qui auraient pu sembler évidentes. Comme les tondeuses à moteur, qu'on peut difficilement manœuvrer sous les panneaux et qui risquent d'abîmer les équipements.

Le choix s'est alors porté sur l'écopâturage, mais les contraintes logistiques réduisent la gamme du

troupeau. Les vaches et les chevaux sont trop gros pour passer sous les panneaux. Et si là où passent les chèvres l'herbe dépasse, celles-ci raffolent également des câbles et grimpent sans vergogne sur les installations. Alors que les moutons, dociles, gloutons et d'une taille idéale, cochent toutes les cases.

Ely Valdez a la responsabilité de 1 700 moutons sur la ferme solaire de Lightsource BP à Deport. Il reçoit une partie de l'argent versé au propriétaire du troupeau. À

l'endroit où paissent les ruminants, les bêlements se mêlent au bourdonnement régulier des machines qui convertissent les rayons du soleil en électricité.

Son propre cheptel compte 2000 têtes. Il est réparti sur trois fermes solaires près de chez lui et surveillé par sa femme, ses 3 enfants et 10 employés. Ely Valdez, ancien patron d'une entreprise de béton, est devenu

berger il y a sept ans. Il avait lu un article sur l'écopâturage solaire en Europe et avait discuté par hasard avec un technicien contrarié par les plantes qui poussaient dans l'installation de panneaux solaires toute proche de chez lui. Il a signé un contrat de 30 000 dollars pour ses 27 brebis et a laissé tomber le béton.

Utiliser des moutons pour entretenir le paysage ne date pas d'hier. Pendant la Première Guerre mondiale, la Maison-Blanche avait son troupeau pour contrôler les mauvaises herbes. Mais avant l'avènement de l'énergie solaire, les éleveurs ont connu des temps difficiles.

La demande dépasse le nombre de bergers, et les cours d'initiation au métier de berger sont très rares.

La concurrence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour la viande d'agneau et de mouton est très forte, et ces pays dominent également le marché mondial de la laine, avec la Chine.

Certains bergers sont aujourd'hui tellement optimistes qu'ils empruntent pour agrandir leurs cheptels. JR Howard, un berger de longue date, a décidé d'investir environ 500 000 dollars après avoir discuté avec Ely Valdez et d'autres éleveurs qui profitaient de cette manne solaire. La somme, dont il a emprunté une partie, lui a permis d'avoir assez de moutons pour passer contrat avec la ferme solaire Lightsource BP. L'année dernière, il a déménagé avec toute sa famille, qui vivait à plus de 600 kilomètres, pour s'installer dans la région.

La vie de berger, du moins dans les fermes solaires, n'est pas faite que de contemplation paisible. JR Howard, 42 ans, passe ses journées à déplacer moutons et clôtures là où l'herbe a trop poussé, à transporter des citernes d'eau, et donne parfois des compléments de nourriture à ses bêtes.

De nombreux bergers du solaire limitent les dépenses grâce à des races ovines qui n'ont pas besoin d'être tondues. Lightsource BP emploie des dorpers, des moutons blancs à tête noire, et des katahdins, une race

qui était au départ élevée pour sa viande dans le Maine.

Les centrales solaires sont aux petits soins pour leurs travailleurs à quatre pattes, et leur offrent des pompes à eau sur site ainsi que des bercails pour qu'ils puissent se reposer confortablement.

Michael Baute, vice-président responsable des énergies renouvelables et de l'élimination du CO₂ chez le développeur solaire Silicon Ranch, établi à Nashville, dans le Tennessee, l'affirme : "Les moutons sont la technologie idéale pour faire ce travail." En trouver suffisamment est un défi, explique-t-il. Cet ancien agriculteur travaille désormais comme intermédiaire entre les bergers et les concepteurs de projets photovoltaïques, comme une sorte de courtier en moutons.

Il s'est reconverti en 2018 après avoir loué un troupeau pour tondre l'herbe d'une centrale solaire de 20 hectares gérée par Silicon Ranch. L'exploitant, financé par le géant du pétrole Shell, était tellement content de ses services qu'il a racheté sa jeune entreprise de courtage en moutons. Ses troupeaux paissent désormais sur les 5 000 hectares des fermes solaires de l'entreprise.

La demande dépasse aussi le nombre de bergers disponibles. L'Association américaine de pâturage en fermes solaires et les universités de Caroline du Nord et de Cornell [État de New York] ont beau proposer des programmes de recherche et de formation liés à cette pratique, il est difficile de trouver des cours d'initiation au métier de berger.

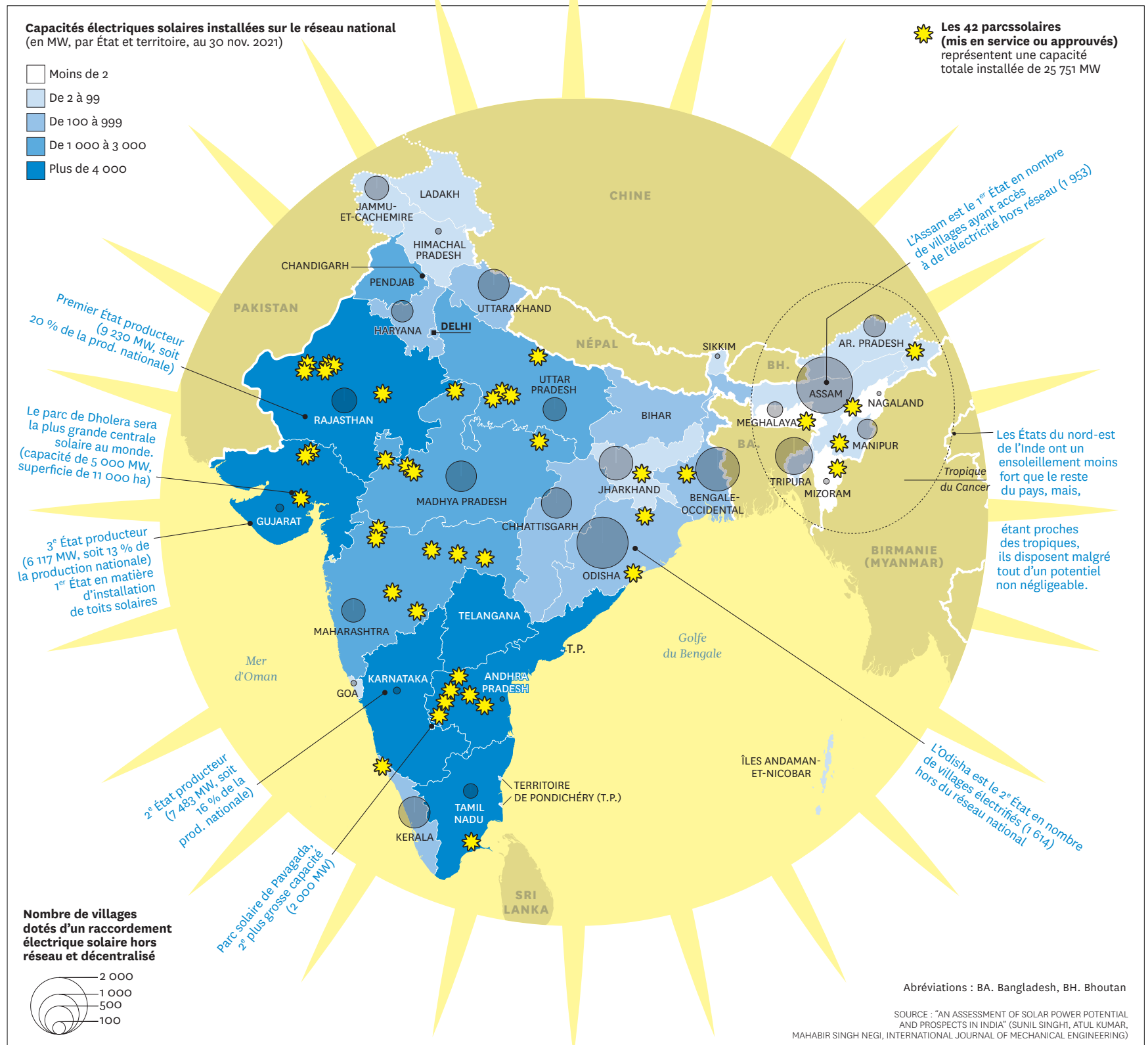
Christy King, chef de projet pour Solv Energy, l'entreprise qui gère les installations de Lightsource BP, a craqué pour les agneaux de JR Howard. En début d'année, elle a eu la permission de ramener une agnelle chez elle. Elle l'a appelée Cordina et lui a donné le biberon, la promenait en laisse et la laissait dormir dans son lit. Cordina, qui a fini par grandir et devenir moins adorable, est désormais au boulot. Christy King dit qu'elle la croise parfois à la ferme solaire, qui produit assez d'électricité pour alimenter 40 000 foyers.

—Amrith Ramkumar
Publié le 5 septembre



L'Inde mise sur le solaire

Le pays a ajouté 10 gigawatts à sa capacité de production d'énergie solaire en 2021. Une stratégie de long terme.



Source

ATLAS DES ÉNERGIES. Cette infographie est extraite de notre hors-série, paru en août dernier. Elle se base sur une étude publiée en avril 2022 dans l'International Journal of Mechanical Engineering. Le gouvernement indien a fait du solaire un facteur

de développement et d'indépendance énergétique, en installant notamment des centrales photovoltaïques qui sont parmi les plus grandes du monde. La plus vaste, au Gujarat, s'étend sur 11 000 hectares, soit à peu près la surface de Paris intra-muros.

360



MAGAZINE

Phileas Fogg, premier touriste moderne • Culture 46
 Shygirl, lascive et fière de l'être • Musique 48
 La dangereuse amitié de Joseph Staline • Histoire 50
 Amitav Ghosh : la fin de l'abondance • Entretien .. 52

Petites leçons argentines sur l'inflation

Depuis des décennies, les Argentins vivent avec ce fléau. Alors que les prix se sont mis à flamber dans de nombreuses régions du monde, la photographe Irina Werning illustre les situations absurdes générées par ce phénomène.

Ces quelques clichés carrés vous sont bien destinés. Depuis l'Argentine, la photographe Irina Werning s'adresse "au reste du monde" pour "attirer [son] attention et [l']alerter des dangers de l'inflation", explique celle qui a grandi en même temps que ce phénomène économique s'installait dans son pays.

Colorées, ces photos prises cette année peuvent faire sourire, mais il ne faut pas se méprendre. Même si l'inflation provoque des situations absurdes, elle "n'est pas drôle du tout", pointe la photojournaliste de 46 ans. Enfant d'une famille de la classe moyenne, elle a vu ses parents "survivre à grand-peine", travaillant certains mois à perte. L'Argentine est marquée par une inflation quasi permanente depuis la Seconde Guerre mondiale.

En France, le taux d'inflation s'élevait en septembre dernier à 5,6 % sur un an, selon les chiffres provisoires de l'Insee. Dans le pays natal d'Irina Werning, il est de 83 % sur la même période, rapporte **La Nación**, un quotidien de Buenos Aires. Soit l'un des plus élevés du monde, dans une économie minée par une dette publique colossale et une dépendance aux exportations. La banque centrale argentine prévoit même un taux d'inflation à 100 % d'ici à la fin de l'année.

Mais qu'importent les chiffres, les mécanismes quotidiens pour s'adapter à cette hausse des prix et à la dépréciation de la monnaie sont les mêmes, assure Irina Werning. Utiliser son vélo pour ne pas acheter d'essence, stocker des biens de consommation, sauter sur les promotions... En somme, "passer son temps à essayer de perdre moins d'argent".

Mais avant d'agir, il faut comprendre. La photographe souhaite mettre à profit sa licence d'économie pour concrétiser les concepts abstraits de l'inflation et les rendre accessibles. En utilisant parfois la nudité, qui d'après elle illustre la vulnérabilité des Argentins. Ou en recourant à des idées surprenantes, comme tapisser un mur de billets de 10 pesos, dont la valeur est désormais dérisoire par rapport à celle du papier peint.

Irina Werning imagine aussi de petites mises en scène, inspirées de son quotidien ou de celui de sa famille, pour illustrer la "réduflation", ce procédé commercial qui consiste à réduire discrètement la quantité d'un produit tout en maintenant son prix. Ou la "fuite vers la consommation", soit la dépense quasi immédiate d'un salaire, avant qu'il ne perde trop de sa valeur. "Ces photos sont comme des cartes postales envoyées depuis l'Argentine", sourit-elle, amère.

Irina Werning l'a vu de ses yeux, l'inflation renforce les inégalités. Même renégociés régulièrement, les salaires sont loin de suivre le rythme de l'inflation. La richesse se concentre alors entre les mains de moins en moins de personnes, qui s'enrichissent, alors que les plus pauvres se multiplient et s'appauvrissent. Le rôle de Lara, une déléguée syndicale qu'elle a rencontrée, est d'autant plus important. "Déesse de l'inflation", selon Irina, elle est chargée de négocier les salaires du magasin où elle travaille.

—Courrier international



La photographie

↓ Lara travaille dans un magasin de maquillage. Elle est aussi déléguée syndicale. Elle pose ici avec sa paie mensuelle et l'argent qu'elle a gagné comme mannequin.

Née en 1976 à Buenos Aires, Irina Werning est une voyageuse. Enfant, elle a vécu aux États-Unis, puis elle a "observé le monde" au Moyen-Orient et en Asie, avant de passer huit ans à

Londres comme sociologue. Elle rentre en Argentine en 2010 et se fait connaître par la série *Back to the Future*, où elle reproduit des photos d'enfance. Son projet sur les cheveux

des femmes latino-américaines a été récompensé d'un World Press Photo en 2022. Elle a été publiée dans *El País*, *The Guardian*, *Der Spiegel*...



PHOTO IRINA WERNING

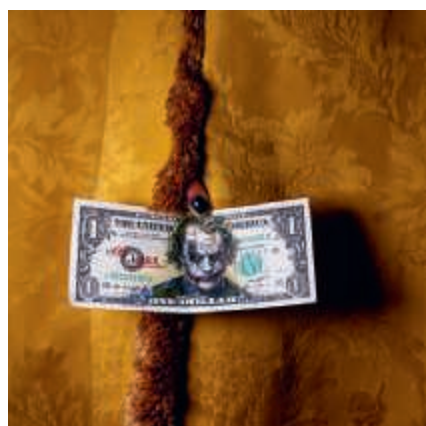


PHOTOS IRINA WERNING

↑ Sara place son argent dans les shampoings, dont le prix est plus stable que la valeur du peso.



↑ Les Argentins perdent un temps considérable à chercher des promotions.



← En 2001, 1 dollar valait 1 peso. En juillet 2022, 1 dollar vaut 335 pesos.
 ←← L'argent peut devenir objet de moquerie. Sur ce billet de 1 dollar, l'artiste Sergio Díaz a dessiné le Joker.



→ Le bidonville Villa 31, à Buenos Aires, illustre le renforcement des inégalités que provoque l'inflation.
→→ Les problèmes d'approvisionnement et la fuite vers la consommation provoquent des pénuries.



↑ Réduflation : quand les fabricants proposent pour le même prix une quantité moindre de produit.



→ Les billets de 10 pesos valent moins que le papier peint.



—Respekt Prague

Lorsque Jules Verne a entrepris d'écrire *Le Tour du monde en 80 jours*, les héros de ses précédents livres avaient déjà exploré bien des lieux étranges. Ils étaient allés sur la Lune, au cœur de l'Afrique ou encore dans les profondeurs de la mer. Il s'agissait d'aventuriers aux inventions fantastiques, qui se sentaient attirés par l'inconnu, le danger et, surtout, partaient loin de toute civilisation. Phileas Fogg, lui, est un personnage complètement différent.

Aucune invention de science-fiction ne l'aide dans son périple, et il ne se rend nulle part où l'homme n'a pas encore posé le pied. En 1872 [l'année où se déroule l'intrigue], le monde est déjà relativement exploré, le développement des transports, avec le chemin de fer et le bateau à vapeur, permet d'accéder à de nombreux endroits, et Phileas Fogg se contente de voyager. Verne a créé un héros auquel il est, encore aujourd'hui, facile de s'identifier. Tout voyageur occidental, où qu'il aille, emporte aujourd'hui avec lui quelque chose de ce personnage et de son dédain pour les endroits qu'il visite.

Comme le remarque [le chercheur britannique] William Butcher, expert de Verne, dans la préface de la traduction anglaise de 1995, ce n'est désormais plus un pionnier ou un inventeur que nous avons sous les yeux, mais un touriste. Un homme qui se lance dans un voyage

Phileas Fogg, premier touriste moderne

Il y a 150 ans, Jules Verne publiait en feuilleton *Le Tour du monde en 80 jours*. Un roman qui n'aurait jamais vu le jour sans l'essor du chemin de fer et des bateaux à vapeur.

dont le but n'est en réalité guère plus que de voir un peu de pays et, surtout, de rentrer chez lui à temps. Dans ce sens, *Le Tour du monde en 80 jours* n'occupe pas une place extraordinaire seulement dans l'œuvre de Verne. Après toutes les expéditions vers l'inconnu et l'exploration des taches qui restaient blanches sur les cartes apparaîtrait soudainement l'idée que le monde, en fait, est petit.

Après des siècles où partir loin, ailleurs, était réservé aux marins héroïques

et aux hommes dotés d'un grand courage, voyager est devenu quelque chose de relativement sûr dans la seconde moitié du XIX^e siècle. "*Le voyage fictif de Fogg est une trouvaille d'autant plus ingénieuse que de nombreuses personnes peuvent s'imaginer le réaliser elles-mêmes*", a écrit [l'historienne américaine] Joyce E. Chaplin dans son livre *Round About the Earth* ["Le tour de la Terre", inédit en français], qui décrit le désir humain de faire le tour du monde.

Si la science-fiction visionnaire de Jules

Verne, dans d'autres romans, a stimulé l'imagination et encouragé les découvertes scientifiques, le plus fascinant chez Phileas Fogg était le fait qu'il pouvait être imité dans son entreprise. Ainsi, le 2 octobre 1872, le gentleman anglais n'est pas un aventurier qui se lance dans un pari insensé, mais le premier touriste de l'histoire.

Tout commence par une vive discussion entre gentlemen au Reform Club [à Londres], dont les membres, tout en jouant au whist, discutent des chances de voir l'auteur du récent braquage de la Banque d'Angleterre disparaître dans la nature. À l'objection selon laquelle la Terre est vaste, Fogg répond à voix basse : "*Elle l'était autrefois...*" Ses propos sont confirmés par son partenaire aux cartes, qui affirme que la Terre a rétréci parce qu'il est désormais possible d'y voyager dix fois plus vite qu'il y a cent ans.

Dans le feu d'un débat animé sur les moyens de transport, un pari de 20 000 livres est lancé : Phileas Fogg doit faire le tour du monde en quatre-vingts jours. Il quitte Londres le soir même, le mercredi 2 octobre, et doit être de retour au Reform Club le samedi 21 décembre au plus tard. Il n'emporte avec lui rien de

L'heure n'est plus aux explorateurs héroïques. Le monde est devenu petit.

← En 1956, David Niven (centre) campe Phileas Fogg dans *Le Tour du monde en 80 jours*, un film de Michael Anderson.

Photo Pictorial Press Ltd/Alamy/Photo12

plus qu'un sac de vêtements et le guide des trains de Bradshaw [lancé en 1839], et, accompagné de son serviteur Passepartout, se rend à la gare de Charing Cross pour prendre le premier train pour Douvres.

Verne a écrit *Le Tour du monde en 80 jours* dans des conditions très précaires. Pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871, il est contraint de travailler comme garde-côte. Rester en dehors des cercles intellectuels et bohèmes le tuait, sans même parler de ses problèmes financiers. Il ne recevait pas les droits d'auteur de ses précédents romans et envisageait même de reprendre son activité d'agent de change. Il lui fallait un best-seller, et c'est ce que son nouveau livre est devenu, dès sa parution sous forme de feuilleton dans [le quotidien français] *Le Temps*, du 6 novembre au 22 décembre 1872. De nombreux lecteurs qui ont dévoré son récit d'aventures pensaient même qu'ils suivaient une histoire vraie.

Horaires réguliers. Aux alentours de 1870, le thème de la mobilité et de la vitesse des déplacements était dans l'air. En 1866, la liaison télégraphique par câbles sous-marins entre les deux rives de l'Atlantique avait été achevée, et en 1869, le canal de Suez inauguré. La même année, le premier chemin de fer transcontinental reliant les côtes est et ouest des États-Unis était mis en service et, à peu près au même moment, la ligne traversant l'Inde achevée. Les câbles télégraphiques et les voies de chemin de fer commencent à encercler le monde, les premiers guides de voyage sont publiés, tandis que l'entrepreneur britannique Thomas Cook, fondateur de l'agence du même nom, organise ses premiers voyages. La possibilité réelle de faire le tour de la planète en quatre-vingts jours comme les récits des aventuriers qui tentent de battre les records de l'époque fascinent Jules Verne. Abiel Abbot Low, George Francis Train et William Perry Fogg : chacun d'entre eux, à sa manière, a préfiguré Phileas Fogg.

Pour s'assurer du succès après du lectorat, Verne décide de s'inspirer des comédies de Molière basées sur les conflits et les malentendus entre un maître et son serviteur, situations très appréciées du public. Joyce E. Chaplin souligne ensuite qu'en plus de l'action, de la comédie et de l'intrigue policière avec le braquage de la banque [dont Phileas Fogg est suspecté d'être l'auteur] *Le Tour du monde en 80 jours* conjugue deux tendances littéraires fortes.

Il y a d'abord un homme, héros intrépide, qui fait les choses à sa façon. Puis, après que

celui-ci a sauvé une veuve, Aouda, de la mort en Inde, le livre prend les traits d'un roman de vie de famille qui voit éclore lentement une relation entre un homme et une femme. "C'est comme si Daniel Defoe et Jane Austen avaient réussi à écrire un livre ensemble", note encore Joyce E. Chaplin, et tout cela se passe sur la route, à un rythme effréné.

La combinaison du chemin de fer et du bateau à vapeur a débarrassé les voyages de l'imprévisibilité qui, jusqu'alors, leur avait toujours été associée : les voyageurs n'étaient plus dépendants des caprices du vent en mer et de la force des chevaux sur la terre ferme. La machine à vapeur permettait désormais de se déplacer indépendamment de la météo, et donc de respecter des horaires réguliers. À ce moment-là, voyager a cessé d'être un pari sur l'incertitude pour devenir une course contre la montre, comme précisément dans le cas de Fogg. En effet, son obsession pour les routines accomplies dans un ordre temporel bien précis est typique du personnage et le caractérise dès le premier chapitre.

Ici aussi, un autre trait comique du roman de Verne ressort, qui est toutefois entendu de manière critique dès le départ : Fogg ne se demande ni où il va, ni comment, ni pourquoi. Une seule chose l'intéresse : la vitesse à laquelle il y arrivera. Le thème du *Tour du monde en 80 jours* est donc bien plus le temps et la vitesse que la découverte de nouvelles contrées et traditions. Peu de choses en témoignent autant que l'indifférence manifestée par Fogg pour les paysages, l'histoire et les coutumes de l'Inde pendant son voyage en train depuis Bombay. Verne joue ici avec les stéréotypes de l'étranger d'esprit de l'Angleterre victorienne, et le narrateur décrit Fogg en ces termes : "Il ne voyageait pas, il décrivait une circonférence. C'était un corps grave, parcourant une orbite autour du globe terrestre, suivant les lois de la mécanique rationnelle."

Verne voit ici le monde comme un endroit qui rétrécit, ce qui entraîne une accélération du rythme de vie. *Le Tour du monde en 80 jours* reflétait cette nouvelle réalité en offrant au lecteur à la fois un kaléidoscope du monde exotique et le vertige de la vitesse, annonçant aussi par là même le xx^e siècle sans le moindre élément de science-fiction. Ce sentiment a ensuite été renforcé par la spectaculaire adaptation théâtrale pleine d'effets spéciaux à Paris. La première a eu lieu en 1874, et un train, un paquebot en perdition et même un véritable éléphant sont alors apparus sur la scène du Théâtre de la Porte-Saint-Martin. Immense succès, la pièce a été jouée 415 fois lors de sa première présentation au public et, jusqu'en 1940, on estime à 3600 le nombre de ses reprises. Grâce aux ventes et à ses traductions, le roman avait déjà rapporté quelque 10 millions de francs à Verne en 1894. En Phileas Fogg, l'écrivain a trouvé son héros le plus accompli et le plus populaire, et ce

malgré les grandes contradictions du personnage, qui ressortent toujours davantage au fil des années.

"Le voyageur de Verne n'était pas n'importe quelle personnalité", écrit par exemple Olga Tokarczuk dans un essai [non traduit en français]. L'écrivaine polonaise, prix Nobel de littérature 2018, souligne l'influence de Fogg sur la culture pop et la mentalité de l'homme occidental. "Bien qu'il se considérât comme une personne bonne et ouverte d'esprit,

Une seule chose intéresse le héros : la vitesse à laquelle il arrivera au but.

quelque part au plus profond de son âme, il restait convaincu de sa propre supériorité évolutive", estime-t-elle en décrivant des personnages allant de Fogg à Indiana Jones, en passant par les touristes contemporains qui voyagent sans s'adapter aux coutumes locales des pays qu'ils traversent. Pour ce faire, ils partent du principe que tout le monde comprendra leur anglais ou leur français. "Dans notre culture occidentale, l'acte de partir en voyage était un acte de liberté.

Phileas Fogg est un homme libre", constate Tokarczuk, tout en illustrant ensuite combien la liberté de Fogg est liée à son refus de se laisser affecter par l'altérité.

D'une certaine manière, Fogg est une figure tragique, égocentrique, sur laquelle l'expérience d'un voyage autour du monde ne laisse pas la moindre trace. "Le Fogg du retour était exactement le Fogg du départ. Même calme, même impassibilité", écrit Verne lui-même en conclusion. Mais un tel calme et une telle impassibilité sont aujourd'hui inacceptables et inexcusables pour Olga Tokarczuk, car les crises des réfugiés ont clairement montré qui est autorisé à voyager et qui ne l'est pas. "J'ai perdu l'envie de voyager parce que j'avais honte de ma propre liberté, dont les autres étaient dépourvus", ajoute-t-elle dans son texte, qui critique à la fois le passé colonial de l'Occident et l'impact environnemental du tourisme de masse. Tout cela a étouffé son désir d'aller où que ce soit. Elle réfléchit à ce que Phileas Fogg aurait pu dire, puis se pose la question rhétorique suivante : "Peut-être devrions-nous rester chez nous, cette fois pour pouvoir accueillir d'autres voyageurs?"

—Pavel Turek
Publié le 2 octobre

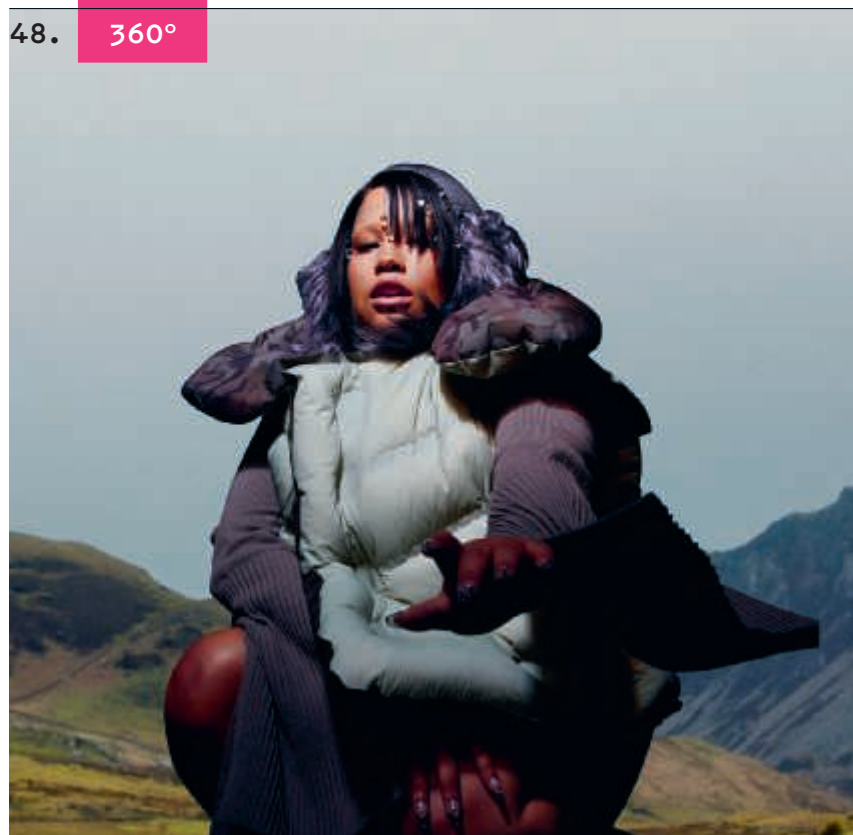
Un captivant thriller d'espionnage.
Quel grand film! COURRIER INTERNATIONAL
Passionnant de bout en bout. LE PARISIEN Un thriller haletant. LE FIGARO
Un thriller virtuose. TÉLÉRAMA
Un grand film. LE MONDE Le Nom de la rose revu et augmenté par John le Carré. L'OBS
Une pépite. Un thriller magistral. LE JDD MARIANNE

LA CONSPIRATION DU CAIRE

UN FILM DE TARIK SALEH

PRIX DU SCÉNARIO FESTIVAL DE CANNES 2022

arte Télérama LE FIGARO L'OBS L'ÉCRITURE M ACTUELLEMENT AU CINÉMA Courrier international



Shygirl, lascive et fière de l'être

Sorti fin septembre, le premier album de la rappeuse britannique est un coup de maître. Une déflagration de douceur et de vulnérabilité, portée par des mots joliment osés.

—The Sydney Morning Herald
Sydney

Le premier album tant attendu de Shygirl s'appelle *Nymph*, et sa pièce maîtresse est une chanson d'amour : caressante, mélodieuse, généreuse et réconfortante comme une guimauve à la vanille, elle irradie de la même lumière douce et chaude qu'un lampadaire Noguchi. Sur un rythme papillonnant, léger comme une plume, Shygirl chante des petits mots doux : "Sweet sounds / I can hear the melody / Floating in the clouds... Yeah, the coochie is so heavenly" ["Doux bruits / J'entends cette mélodie / Flottant dans les nuages... Oui, ce minou est divin"].

Un morceau comme celui-ci, ode sirupeuse au sexe féminin intitulée *Coochie* (A Bedtime Story) ["Minou (Une histoire pour le soir)"], pourrait sonner chez bien des artistes comme un manifeste. Mais depuis six ans qu'elle fait de la musique, Shygirl n'en est pas à son coup d'essai dans l'art de la polissonnerie musicale, qu'elle hisse vers des sommets inouïs. À 29 ans, la chanteuse et rappeuse est la nouvelle prêtresse d'une pop qui n'a pas froid aux yeux, une sirène lascive et fière de l'être,

dont les morceaux brutalistes et ultrantétants ne sont pas, diront certains, à mettre entre toutes les oreilles.

Coochie va bien au-delà de la provocation : c'est une démonstration de vulnérabilité et d'absolue tendresse, de la part d'une artiste pour qui les mots du sexe ont à eux seuls autant de potentiel que tout le reste de la langue anglaise.

"C'est drôle, parce qu'à mes yeux *Coochie* est l'une de mes chansons les moins chaudes", s'amuse Shygirl au téléphone depuis

MUSIQUE

Los Angeles, où elle est en pleine tournée de promotion. "Chosifier la femme, c'est amusant pour moi en tant que femme, je m'identifie à fond. Il y a quelque chose de si sincère, de si doux dans une relation entre femmes – et 'coochie' c'est un mot affectueux plus que franchement sexuel, explique-t-elle. Pour parler de ces choses-là, il n'y a pas de mots mignons, tout est sexualisé. Ce que je voulais, c'était dire ces choses-là sans faire dans le sensationnel."

Sous ses côtés évaporés rose bonbon, le morceau *Coochie* est une entrée en matière parfaite pour ce premier album de Shygirl. Pour celle qui dans l'underground électropop s'est fait un nom et une réputation de culottée effrontée quasi

invulnérable, *Nymph* est l'occasion de montrer une facette musicale plus douce, plus étrange, plus humaine. On sent qu'avec ce disque Shygirl cherche à fendre l'amure pour montrer en elle l'artiste intellectuelle, déterminée, nuancée.

"Je voulais faire un album qui marche auprès de la critique, c'était mon but, assume-t-elle. J'avais d'autres morceaux en stock, de quoi faire une mixtape parfaite en club, un album hyper fun, hyper pop. Mais j'avais envie de faire quelque chose d'intelligent..." Elle s'interrompt en riant : "J'adore quand on vante mon intelligence."

Cocktail inflammable. Blaine Muise, de son vrai nom, est née dans le sud de Londres d'un père originaire de la Grenade et d'une mère galloise. Elle est la première-née d'une fratrie de trois, et ses parents, tout jeunes quand ils l'ont eue, ainsi que son grand-père, collaborateur du groupe de reggae The Aces, l'ont plongée dans la musique dès le plus jeune âge en lui mettant entre les mains les compilations de tubes *Now That's What I Call Music* et celles du [club mythique] Ministry of Sound. "À 12 ans, j'étais à fond dans la trance", se souvient-elle.

Plus généralement, Shygirl a été bibeironnée à l'art. Ses parents l'emmènent dans les musées et l'incitent à avoir toutes sortes de pratiques artistiques pour cultiver "une existence épanouissante". Du côté de la famille galloise, la musique est une constante : "Au pays de Galles, le chant fait partie intégrante de la tradition orale et du conte, c'est un moyen de rassembler, explique la jeune femme. À chaque réunion de famille, en fin de soirée, tout le monde chantait."

Pour autant, ce n'est qu'au début de la vingtaine que Shygirl fait vraiment entrer la musique dans sa vie, quand elle commence à en faire avec son ami le producteur irlandais-écossais Salvador Navarrete, alias Sega Bodega. Jusque-là, c'était une figure mal définie sur la scène créative londonienne : après des études de photographie, elle travaillait pour une agence de mannequins le jour et mixait de temps à autre dans des soirées. Un jour, Navarrete demande à Shygirl d'intervenir sur un son ("C'est juste qu'il aimait bien le son de ma voix") et le résultat, cocktail inflammable entre des beats industriels sans concession et la voix profonde et veloutée de la jeune femme, enthousiasme d'emblée.

C'était en 2016. En 2018, Shygirl sort son premier EP, *Cruel Practice*, et démissionne de son travail de jour. En 2020, en pleine pandémie, elle lâche *ALIAS*, un deuxième EP à l'hédonisme assumé, mélange de house et de jungle produit notamment par SOPHIE, génie de l'électro disparue depuis – leur duo est d'une puissance formidable. L'année qui suit, elle enchaîne les singles, tel *BDE* avec Slowthai, et les collaborations, notamment

des morceaux avec Arca et FKA Twigs et un remix pour Lady Gaga.

Maintenant qu'elle s'est imposée sur la scène clubbing, Shygirl entend dévoiler une autre facette d'elle-même. "Il y a quelque chose de fondamentalement provocateur dans beaucoup de mes premiers morceaux, car j'avais besoin ça. J'avais besoin de m'affirmer, détaille-t-elle. En mettant ces mots dans ma bouche, ces provocations, j'ai fini par vraiment les intégrer à qui je suis."

Cette fois, c'est une autre intention qui anime Shygirl : se montrer "plus vulnérable". Et le titre de l'album annonce la couleur, avec cette nymphe, divinité de la mythologie grecque associée à la nature. "J'avais envie de tenter de renverser les attentes que suscite spontanément l'image de la nymphe. L'image qui vient généralement, c'est une silhouette menue, pâle, vulnérable, féminine, explique-t-elle. Il est rare que les personnes ayant une apparence comme la mienne soient représentées comme des personnes vulnérables. Et surtout, j'avais envie que cet album soit ressenti comme un espace de vulnérabilité."

Nymph se présente pour Shygirl comme l'espace idéal pour explorer la façon dont elle est perçue – au fond, voir et être vu, voilà bien ce dont parle sa musique, aussi et surtout lorsqu'elle parle de sexe. Le désir peut être chosification, "objectification"

"J'adore quand on vante mon intelligence."

Shygirl

(terme dont elle use volontiers elle-même pour évoquer sa création musicale), voire se révéler dangereux. Le morceau *Woe*, qui ouvre *Nymph*, parle de "ce public qui a tendance à penser que tout lui est dû", explique Shygirl : "Bitches pree me all the time / Do they even know what it's like this high?" ["En permanence les meufs me matent / Arriver aussi haut, est-ce qu'elles savent ce que ça fait?"], chante-t-elle, pour finalement accepter que ce sentiment de dû est inhérent à toutes sortes de désirs, y compris à ses propres désirs.

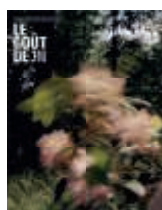
"Personne, jamais, n'a accès au vécu de l'autre. C'est un fait, constate-t-elle. Et ce n'est pas grave. Dans *Nymph*, il y a la volonté de mettre à nu certaines vérités, mais je peux bien me mettre en quatre pour essayer de faire voir aux gens ce que je ressens, ils ne le verront jamais qu'à travers leurs propres yeux."

Ce que prêche *Nymph* avant tout, c'est l'incarnation, cette affirmation de soi à laquelle Shygirl travaille depuis six ans par sa musique. Le message est hardi tout autant qu'il enhardit. "La vie ne ménage pas toujours des espaces où se sentir à l'aise, dit-elle. Il faut aller les défricher soi-même."

—Shaad D'Souza
Publié le 28 septembre

LE 4 NOVEMBRE

À DÉCOUVRIR AVEC M LE MAGAZINE DU MONDE



**UN NUMÉRO SPÉCIAL
LIFESTYLE, MODE,
GASTRONOMIE,
DESIGN ET VOYAGE**

RETROUVEZ LE GOÛT DU MONDE SUR LEMONDE.FR
[@M_MAGAZINE](https://www.instagram.com/m_magazine)

**LE
GOÛT
DE M**

histoire. 

La dangereuse amitié de Joseph Staline

1930-1956 — URSS

Adulé un temps par le pouvoir soviétique et jouissant d'une renommée internationale, le réalisateur ukrainien Alexandre Dovjenko va devenir l'ami de Staline. À ses risques et périls.



— **Espresso TV** Kiev

En 1958, à l'occasion de l'Exposition internationale à Bruxelles, sont présentés les "douze meilleurs films de tous les temps". Dont *La Terre*, du réalisateur ukrainien soviétique Alexandre Dovjenko. Cette nomination n'a rien de surprenant : en 1930, le film avait connu un formidable succès en Europe.

Amateur de cinéma, Joseph Staline avait du respect pour le talent de Dovjenko, même si, en Union soviétique, *La Terre* n'était restée que neuf jours à l'affiche – avant d'être interdite. La cause officielle : naturalisme et atteinte aux traditions.

Malgré les critiques cinglantes dans sa patrie, en 1930, Dovjenko est déjà une autorité mondiale, qui donne des cours sur le cinéma à Paris, Londres, Prague et Berlin. Il y participe à des projections de *La Terre* et de deux autres de ses œuvres, *Zvenigora* et *Arsenal*, qui suscitent également l'admiration du public.

Zvenigora, bien que se concluant par une scène de triomphe de l'industrie socialiste, entraîne le spectateur dans deux millénaires de l'histoire de l'Ukraine, et le film brosse le portrait de la paysannerie patriarcale. Et par sa vénération de la sagesse populaire ukrainienne, magnifiquement mise en scène dans *Zvenigora* et *La Terre*, Dovjenko se distingue d'autres réalisateurs soviétiques. Dans le même temps, il se rapproche d'autres avant-gardistes ukrainiens connus tels que Kasimir Malevitch, David Bourliouk et Alexandre Arkhipenko, qui puisaient aussi leur inspiration dans la culture ukrainienne traditionnelle.

Après l'échec de *La Terre* en Union soviétique, Dovjenko comprend que, pour rester en vie, il lui faut faire des concessions. Au début des années 1930, il réalise un film beaucoup moins puissant, *Ivan*, sur la construction du barrage de Dnipro. Et en 1934, il va même s'installer à Moscou. Il écrit une lettre à Staline pour lui demander de "le protéger et d'aider son développement créatif".

L'histoire de la relation entre Dovjenko et Staline est remarquable. Certains estiment que Staline a fait de Dovjenko son "confesseur", son "ami de la nuit". Il lui arrive d'appeler l'artiste au milieu de la nuit pour se promener dans Moscou et "parler à cœur ouvert". Il commande à Dovjenko ses deux films de propagande suivants – *Aerograd*, au sujet de la lutte contre les vieux-croyants et les saboteurs japonais en Sibérie, et *Chtchors*, sur un prétendu partisan bolchevique ukrainien.

Durant sa première semaine en salle, *Chtchors* aurait été vu par 31 millions de spectateurs dans toute l'URSS. Pour l'année 1939, c'est un chiffre colossal. Ce film apporte à Dovjenko non seulement la gloire, mais aussi le statut de membre de

**Dovjenko fait écho de sa
répulsion de Staline dans
L'Ukraine en feu. Le dictateur
va détruire le cinéaste pendant
une réunion du Politburo.**

l'élite : il devient député, directeur des studios de cinéma de Kiev, ainsi que membre du présidium de la commission du prix Staline.

Avec le début de la guerre [en 1941], Dovjenko demande à être envoyé au front, où il travaille comme correspondant pour un journal. Il y publie un article, "La nuit avant le combat", qui lui vaut les remerciements de Staline... En parallèle, il rédige le scénario du film *L'Ukraine en feu*, dont il lit des extraits à Khrouchtchev. Le scénario plaît à ce dernier, et des extraits paraissent dans la presse, provoquant la colère de la propagande soviétique. Le 26 novembre 1943, Dovjenko écrit : "Mon histoire, *L'Ukraine en feu*, n'a pas plu à Staline, et il en a interdit l'impression et la réalisation."

Le jour même, il mentionne encore Staline, en proie à un désespoir total, alors qu'il évoque la mort de son père : "En mourant de la famine à Kiev, [...] mon pauvre père ne croyait plus à notre

victoire et à notre retour. Il considérait, en voyant la force colossale des Allemands, que l'Ukraine avait péri à jamais, et avec elle le peuple ukrainien. Il maudissait Staline pour son incapacité à gouverner et à faire la guerre, pour avoir mal préparé le peuple à la guerre et pour avoir abandonné l'Ukraine à la destruction par Hitler, pour avoir, avant cela, nourri l'Allemagne et l'avoir aidée à soumettre l'Europe. Ses imprécations contre Staline étaient incessantes [...]. Il voyait en lui seul la cause de la mort de son peuple."

Ce désespoir de Dovjenko, cette répulsion envers Staline ne vient pas de nulle part, ces émotions ont mûri pendant la guerre, et on en trouve un écho dans *L'Ukraine en feu*. Staline en est conscient. Dans la nuit du 30 au 31 janvier 1944, il orchestre la destruction en règle de Dovjenko pendant une réunion du Politburo, en présence de Molotov, Beria, Mikoyan, Khrouchtchev et d'autres.

Le dictateur affirme alors que le scénario de *L'Ukraine en feu* constitue une tentative de révision du léninisme, une déclaration contre le parti, contre le pouvoir soviétique, contre la paysannerie des kolkhozes, contre la politique nationale soviétique. Effectivement, Dovjenko, dans cette œuvre, ne présente jamais Staline sous un jour sympathique. Pour Dovjenko, cette nuit de destruction dans le bureau de Staline est décisive. Il écrit dans son journal : "31 janvier 1944, on m'amène au Kremlin. Là, on m'a découpé en morceaux, et les morceaux sanguinolents de mon âme ont été distribués à toute l'assemblée, pour que chacun me fasse honte avec brutalité."

Plus aucun de ses films ne connaîtra la notoriété. En 1949 sort *Mitchourine*, dernier film de sa vie, de la propagande une fois encore. Et même après la mort de Staline [en 1953], Dovjenko, brisé, finit sa vie dans une atmosphère d'oppression. En 1955, il conclut le travail sur le scénario de *Ma Desna enchantée*, son ultime chef-d'œuvre, qui sera réalisé plus tard. Il s'éteint l'année suivante.

— **Bohdan-Oleh Horobtchouk**

Publié le 10 septembre

↗ *La Terre* [1930] ("Zemlya"), réalisée par Alexandre Dovjenko. Photo Vufku/Album/AKG Images

Profitez de cette **offre d'abonnement**
à **13,25 €** par mois

VOTRE ABONNEMENT COMPREND



l'accès au **site Internet**
et au **Réveil Courrier** sur tous
vos supports numériques

Plus de
41 %*
de
réduction

l'hebdomadaire pendant
1 an (52 numéros)

6 hors-séries à paraître



EN CADEAU



Valeur
9,90 €*

l'agenda 2023

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service abonnements A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Oui, je m'abonne à Courrier international + ses hors-séries

RC022BA1670

☐ **Je règle par prélèvement mensuel 13,25 €** au lieu de ~~22,48 €*~~ + je reçois **en cadeau** l'agenda 2023.

Les hors-séries seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Je complète le mandat Sepa ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~ + je reçois **en cadeau** l'agenda 2023.

par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2022auto5>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE



**Pour commander,
scannez le code QR**

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31 décembre 2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.

Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

Vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de *Courrier international* ou de ses partenaires.

☐ Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.

Je remplis le mandat de prélèvement Sepa ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Courrier international SA* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de *Courrier international SA*. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

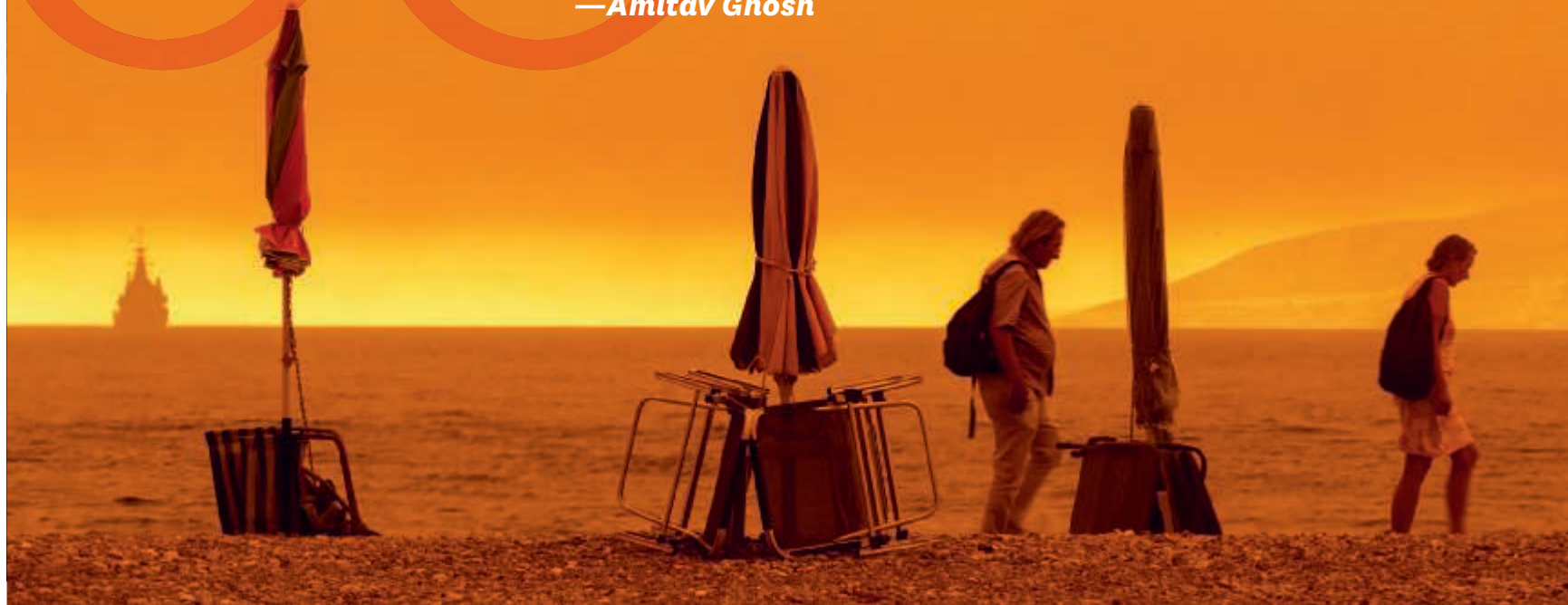
Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris

l'entretien.

“L’abondance est terminée, les Européens doivent l’entendre”

—Amitav Ghosh



—De Standaard Bruxelles

DE STANDAARD : Le dérèglement climatique, et les tragédies qu’il engendre, n’est pas un thème très porteur en littérature. Pourquoi avez-vous choisi de vous y intéresser ?

AMITAV GHOSH : Calcutta est très exposée aux cyclones, c’est pourquoi les tempêtes tropicales peuplent mes souvenirs d’enfance, même les plus anciens. Autour des années 2000, je menais des recherches sur les Sundarbans [l’une des plus grandes forêts de mangroves du monde, située en Inde et au Bangladesh] pour un roman. À l’époque déjà, les phénomènes météorologiques présentaient des caractéristiques inhabituelles, et il était évident que des dérèglements majeurs se préparaient. Comme vous le soulignez à juste titre, le sujet était difficile à exploiter sur le plan littéraire, car la littérature ne semble pas reconnaître ce pan de notre réalité.

Puis l’ouragan Katrina a frappé La Nouvelle-Orléans en 2005, et Sandy a ébranlé New York en 2012. J’ai suivi l’évolution de Katrina depuis Maurice, un pays insulaire assez pauvre, mais qui dispose d’une grande expérience des tempêtes et qui est donc bien préparé à ce

Derrière l’inaction climatique des sociétés occidentales, il y a l’impression que le dérèglement climatique touchera principalement les populations du Sud, estime l’écrivain indien Amitav Ghosh. Un aveuglement qui s’ancre dans cinq siècles de colonialisme.

phénomène, et il était choquant, par contraste, de voir le chaos et le désarroi qu’un seul ouragan avait provoqués dans un pays aussi riche que les États-Unis. Les pays développés s’imaginent de façon générale pouvoir encore échapper aux effets des changements climatiques, mais ils se bercent d’illusions.

En 2017, vous avez interviewé des réfugiés bengalis en Italie et vous avez constaté que, pour eux, les changements climatiques sont une réalité depuis des années. Pourquoi les élites urbaines – dont vous faites d’ailleurs partie – ne se sentent-elles pas encore suffisamment concernées par ce problème ? Seul un exercice de réflexion peut, selon moi, nous permettre de prendre toute la mesure de la situation. Qu’advient-il si un cyclone d’une telle violence frappe une ville comme Bombay, qui compte plus de 22 millions d’habitants et deux réacteurs nucléaires ? Les conséquences qui en découleraient dépassent notre imagination : les gratte-ciel s’effondreraient comme des châteaux de cartes, projetant en tous sens des projectiles de verre et d’acier qui feraient un nombre incalculable de victimes. Ou imaginez les

répercussions d'une coupure d'électricité de plusieurs semaines dans une ville comme Phoenix, en Arizona, construite au milieu du désert et éloignée de toute source d'eau naturelle. Cette ville n'a pu voir le jour, dans les années 1940, que grâce à l'arrivée de l'air conditionné ! Or elle abrite aujourd'hui beaucoup de retraités. Ces scénarios, aussi fictifs puissent-ils paraître, seront un jour la réalité. Il faut se rendre à cette évidence, même si, jusqu'à présent, de nombreuses métropoles y ont heureusement échappé.

D'où nous vient cette illusion d'invulnérabilité et de maîtrise ?

De l'héritage de l'impérialisme et du colonialisme qui consacre la logique de la destruction comme une norme acceptée de tous – à la fois la destruction de l'écosystème et des personnes plus vulnérables, non blanches, qui dépendaient de cet environnement. Pensez au génocide des Amérindiens et de leurs bisons, qui a duré des siècles, après quoi leurs terres ont été saisies et exploitées selon les besoins des nouveaux arrivants.

Dans *The Nutmeg's Curse* [voir encadré page 54], je me suis intéressé à la façon dont les mercenaires néerlandais avaient chassé et exterminé la population des îles Banda [en Indonésie] pour obtenir le monopole de la noix de muscade. Ces logiques sont toujours à l'œuvre dans l'esprit de nombreux eurodescendants qui se croient plus forts et plus résistants. Ils ont déjà tiré profit de grandes destructions écologiques par le passé, et ils s'imaginent qu'une fois de plus seuls les "autres" – les pauvres, les indigènes – souffriront de la désolation. C'est pareil pour la politique de déforestation du Brésil.

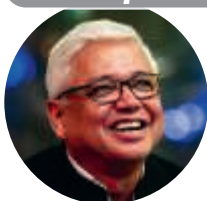
Une telle lecture n'accorde-t-elle pas trop de poids au passé ?

Les intellectuels britanniques annoncent aujourd'hui des "corrections démographiques majeures", tandis que des milliardaires américains parlent ouvertement de leur plan d'évasion vers Mars si la situation sur Terre devait devenir invivable. Ces idées circulent, elles ont un effet, même si tout le monde ne les partage évidemment pas. Reste que ce mode de pensée explique pourquoi, au début de la pandémie, l'Occident a prédit le malheur pour l'Afrique, alors qu'il a surtout frappé Bergame et New York. C'est la raison pour laquelle de jeunes hommes, majoritairement blancs, se baladaient sans masque dans les rues de New York. L'apathie occidentale à l'égard des engagements climatiques repose sur [l'idée d']une condamnation à mort des personnes de couleur. Il n'est pas difficile d'y voir un écho des nombreux traités non respectés entre l'État américain et les Amérindiens.

Cette conviction est-elle fondée ? La richesse accumulée au cours de cinq siècles de colonialisme peut-elle protéger les Occidentaux ?

Ça aussi, c'est une illusion. Bien sûr, la catastrophe climatique frappera très durement l'hémisphère Sud [lire aussi p.37]. Mais vivre constamment dans un environnement hostile renforce les résistances naturelles et la résilience. Ce dont les sociétés occidentales manquent totalement à l'heure actuelle. Or même la classe moyenne supérieure blanche risque de le payer cher. Pour preuve : la canicule de 2003 a coûté la vie à plus de 70 000 personnes en Europe, principalement des personnes âgées isolées. L'Asie est souvent sujette aux vagues de chaleur, mais elle n'a jamais connu un tel nombre de victimes. Le changement climatique pourrait avoir des conséquences très différentes de ce que nous imaginons. → 54

Bio express



AMITAV GHOSH

est né à Calcutta en 1956. Fils de diplomate, il grandit en Inde, au Bangladesh, au Sri Lanka et en Iran. Titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale de l'université d'Oxford, il débute comme journaliste et enseigne dans plusieurs universités. Ghosh est l'auteur de romans et d'essais dans lesquels il explore des questions liées au changement climatique, au colonialisme et à l'identité. En 1990, il reçoit le prix Médicis étranger en 1990 pour *Les Feux du Bengale*.

← Cette fumée épaisse, qui emplit le ciel du village de Pefki, sur l'île d'Eubée, en Grèce, a été engendrée par les incendies d'août 2021.

Photo Konstantinos Tsakalidis/Bloomberg via Getty Images

SOURCE

DE STANDAARD

Bruxelles, Belgique

Quotidien

standaard.be

Lancé en 1918, le

journal de référence

de l'establishment

flamand se propose

d'offrir une information

"fiable, indépendante

et de qualité".



Après NOSTALGIE DE LA LUMIÈRE et LA CORDILLÈRE DES SONGES



FESTIVAL DE CANNES

SÉLECTION OFFICIELLE 2022

« UNE FORCE IRRÉPRESSIBLE EN FAVEUR DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉGALITÉ »

LA SEPTIÈME OBSESSION

GRAND PRIX
COMPÉTITION DOCUMENTAIRES
FESTIVAL 2 CINÉMA
VALENCIENNES

MON PAYS IMAGINAIRE

UN FILM DE PATRICIO GUZMÁN

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

Parcours interactif et ludique autour du film

Groupement National du Cinéma de Recherche

AMNESTY INTERNATIONAL

arte

SENS CRITIQUE

PREMIERE

Courrier international

Télérama

53 ← Les perspectives vous semblent-elles donc si sombres ?

Je suis en effet très pessimiste. Les scientifiques et les économistes ont expliqué en long et en large que les pauvres devaient étendre leur empreinte carbone de façon modérée, tandis que les riches devaient réduire la leur. Mais la réalité est que les modes de vie occidentaux continuent de devenir plus – et non moins – émetteurs en carbone. Même en cette période de crise énergétique, qui est pourtant l'occasion d'un changement de paradigme et de mentalité, les combustibles fossiles ont pris un nouvel élan. Les membres de la communauté amérindienne lakota l'ont d'ailleurs dit : *“Notre passé est votre avenir.”*

Il y a tout simplement trop de facteurs qui empêchent actuellement le passage à une économie à faible émission de carbone.

Parmi ces facteurs, Amitav Ghosh cite l'ordre géopolitique du monde, qui voit toujours les États-Unis au sommet de la pyramide. Cet ordre de pouvoir dépend, selon l'auteur, directement du pétrole : celui qui parvient à en extraire ou à en conserver le plus est en position de force. À noter que l'armée américaine émet cinq fois plus de déchets toxiques que les cinq plus grandes entreprises chimiques américaines réunies. Ce n'est pas un hasard si la consommation de matériaux et d'énergie de ses avions de chasse et de ses navires de guerre a été exclue du protocole de Kyoto en 1997.

Vous vous demandez si les populations occidentales sont “psychologiquement encore capables de renoncer à une partie de leur richesse et de leur importance géopolitique” pour la planète. Le choix est-il vraiment si manichéen ?

La géopolitique jette une ombre sur le débat climatique. Je ne vois aucune volonté chez les Américains d'accepter qu'ils puissent ne plus être la plus grande et la plus prospère des puissances mondiales. Par ailleurs, de grandes parties du monde vivent actuellement sous le coup de sanctions occidentales ; or comment pouvez-vous imposer une coopération en matière de climat si vous déployez simultanément toutes sortes de sanctions contre les autres ? En août, [après la visite de la présidente de la Chambre des représentants à Taïwan], la Chine a suspendu sa coopération avec les États-Unis dans la lutte contre le changement climatique. La gouvernance internationale est en train d'implorer.

J'ai été sincèrement ravi d'entendre le président français, Emmanuel Macron, annoncer récemment *“la fin de l'abondance”*. Il est important que les Européens l'entendent de la bouche de leurs dirigeants, mais peu de ceux qui sont au pouvoir ont le courage de le faire.

Cette promesse d'un appauvrissement collectif par le président Macron, lequel est tout de même quelque peu élitiste, n'a-t-elle pas surtout eu pour effet de susciter une immense colère ?

Oui, j'ai remarqué (*rires*), les réactions ont été violentes. Beaucoup d'Européens disent, à juste titre, qu'ils n'ont rien vu de cette prétendue prospérité. Ils sont en colère et espèrent une solution magique, à l'image du Brexit, qui était censé apporter le salut aux Britanniques. Je n'ai jamais vu autant de colère et de polarisation que cet été en Italie. Et en Suède, l'extrême droite gagne du terrain [elle est arrivée deuxième aux législatives du 11 septembre].



COMMENT LA LITTÉRATURE PEUT-ELLE S'EMPARER DU CATACLYSME ?

Les auteurs indiens *“vibrent avec les phases de la mousson. Une vraie conscience climatique imprègne la littérature indienne”*, déclarait au journal indien *The Hindu* la chercheuse de Harvard Sarah Dimick, qui s'est penchée sur l'œuvre de Ghosh. L'écrivain a ainsi installé l'intrigue du *Pays des marées* (éd. Robert Laffont, 2006) dans le décor des Sundarbans, où la menace de l'eau peut s'inviter à tout moment. Dans *Le Grand Dérangement* (éd. Wildproject, 2021) – qui lui a valu de figurer au classement des “100 plus grands penseurs du monde” du magazine américain *Foreign Policy* –, Ghosh s'interroge sur notre incapacité à saisir l'ampleur de la question du changement climatique et sur la responsabilité des auteurs. Dans *The Nutmeg's Curse* (*“La malédiction de la muscade”*, 2021, inédit en français), il observe que, tout en oubliant les promesses de contribution qu'elles avaient faites lors de la COP21, les grandes puissances ont augmenté leurs dépenses militaires. Dès lors, écrit-il, *“c'est une grave erreur de penser que le monde n'est pas en train de se préparer aux bouleversements à venir. C'est simplement qu'il ne le fait pas en réduisant ses émissions mais en se préparant à la guerre.”*

Devons-nous nous résigner à cette idée d'un appauvrissement général ?

Nous sommes confrontés à un problème culturel : nous ne pouvons plus nous imaginer vivre différemment, de façon plus modeste, avec moins d'attentes matérielles. L'industrie du marketing nous a vendu une caricature grotesque de notre propre existence, où la prospérité ne repose plus que sur la consommation d'énormes quantités de carbone et d'énergie – plus encore que sur l'argent lui-même.

Mais je garde confiance en la jeunesse. Certains commencent à voir le problème et à chercher d'autres voies. En fait, ils sont notre seul espoir. Car à y réfléchir – soyons réalistes –, l'Occident est déjà appauvri, il a déjà tellement perdu.

C'est-à-dire ?

Je vois aux États-Unis tant de gens complètement désespérés, qui n'arrivent pas à nouer de vrais liens sociaux, ni à trouver la paix ou la joie. L'Europe, à son tour, ressemble à un décor de théâtre : sur scène, tout semble identique à ce qu'elle a été, mais, en coulisses, vous êtes devenus complètement dépendants de la migration. Ce sont les migrants qui s'occupent des personnes âgées, nettoient les maisons, s'acquittent de tous les travaux manuels essentiels. La production traditionnelle de parmesan en Italie ne dépend plus que des migrants sikhs du Pendjab ! Il serait temps pour l'Occident d'être plus honnête avec lui-même et avec le monde.

Admettez que les modèles de consommation ne sont pas exclusivement l'apanage des Occidentaux, si ?

Non, c'est vrai. Je l'ai même observé parmi les réfugiés climatiques à qui j'ai parlé dans les camps italiens. Il y avait là tant de jeunes hommes pakistanais et bengalis, parfois tout juste sortis de l'enfance, qui avaient mis leur vie en danger en traversant la Méditerranée ou enduré la torture en Libye. Leur histoire commence souvent par une inondation ou une mauvaise récolte, à laquelle vient s'ajouter la persécution politique ou la discrimination. Ils finissent alors par se laisser convaincre par les photos d'un ami tout sourire au volant d'une voiture rutilante dans une ville occidentale. Il y a deux générations, ces hommes allaient s'installer chez des proches pendant quelques mois après une inondation, puis revenaient pour tenter de reconstruire leur village. Maintenant, ils partent parce qu'ils entendent un avenir meilleur sur leur smartphone. L'Occident est victime de son propre succès. Il a passé des décennies à prêcher aux pays prétendument “sous-développés” que son mode de vie à forte empreinte carbone était supérieur et que les vies plus modestes étaient barbares ou arriérées. Aujourd'hui, cette vision est ancrée dans tous les esprits. Faut-il dès lors s'étonner que des jeunes soient prêts à risquer leur vie pour cet idéal ?

Quel est le point final de cette quête d'abondance ? Votre livre montre que les Néerlandais ont fini par abattre eux-mêmes les muscadiers de Banda, qu'ils s'étaient appropriés auparavant au prix d'un effroyable génocide dans le seul but d'en augmenter la valeur marchande.

Ce gaspillage est sans doute la véritable tragédie. Non seulement ce butin colonial a impliqué des pillages et d'énormes efforts pour se l'arroger, mais, en plus, seule une infime partie de l'élite a pu en profiter.

—**Propos recueillis par Giselle Nath**
Publié le 19 septembre

↑ À Lake Conjola, en Australie, le 31 décembre 2019. L'incendie a tué au moins 15 personnes et détruit des millions d'hectares de terre.

Photo Matthew Abbott/
The New York Times

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Octobre-novembre 2022
8,50 €

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?
Les réponses de la presse étrangère.



Japon : le laboratoire du monde

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche
des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**

iPhone 14 Plus. Voyez les choses en grand.



iPhone 14 Plus

DAS tête : 0,98 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,98 W/kg

DAS tête : 0,99 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg

iPhone 14 Plus
128 Go

179€*

avec un Plus que forfait
220Go 5G et une offre
de reprise.

orange™

*** Soit 629€ avec un Plus que forfait 220Go 5G avec engagement 24 mois au lieu de 1 169€ – 100€ de remise immédiate – 50€ de bonus reprise⁽¹⁾ – 300€ d'offre de reprise⁽²⁾. Offre valable uniquement pour l'achat d'un iPhone 14 Plus.**

Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 27/10/2022 au 14/11/2022 avec le Plus que forfait mobile 220Go 5G à 64,99€/mois (prix hors promotions) avec engagement 24 mois, réservée aux particuliers.

5G : avec offre et terminal compatibles, uniquement dans les zones déployées (réseau 5G en cours de déploiement). Débit maximum en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture détaillée et différenciée sur reseaux.orange.fr

(1) Dans les 31 jours suivant la souscription ou le réengagement d'une offre Plus que forfait à partir de 44,99€/mois avec engagement 24 mois (prix hors promotions), Orange rachète votre ancien téléphone (sans valeur minimum de reprise) 50€ de plus que sa valeur estimée. Bonus non cumulable avec les autres bonus reprise. Remise et conditions en boutique. **(2)** Pour le rachat en boutique Orange d'un ancien smartphone d'une valeur minimum de 300€ après diagnostic. Conditions détaillées en boutique.